

RT

DISCOURS

DE

M. LOUIS GEORGES DESJARDINS

Député du district électoral de Montmorency

SUR LES

FINANCES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

FAIT A

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

AUX SÉANCES DU

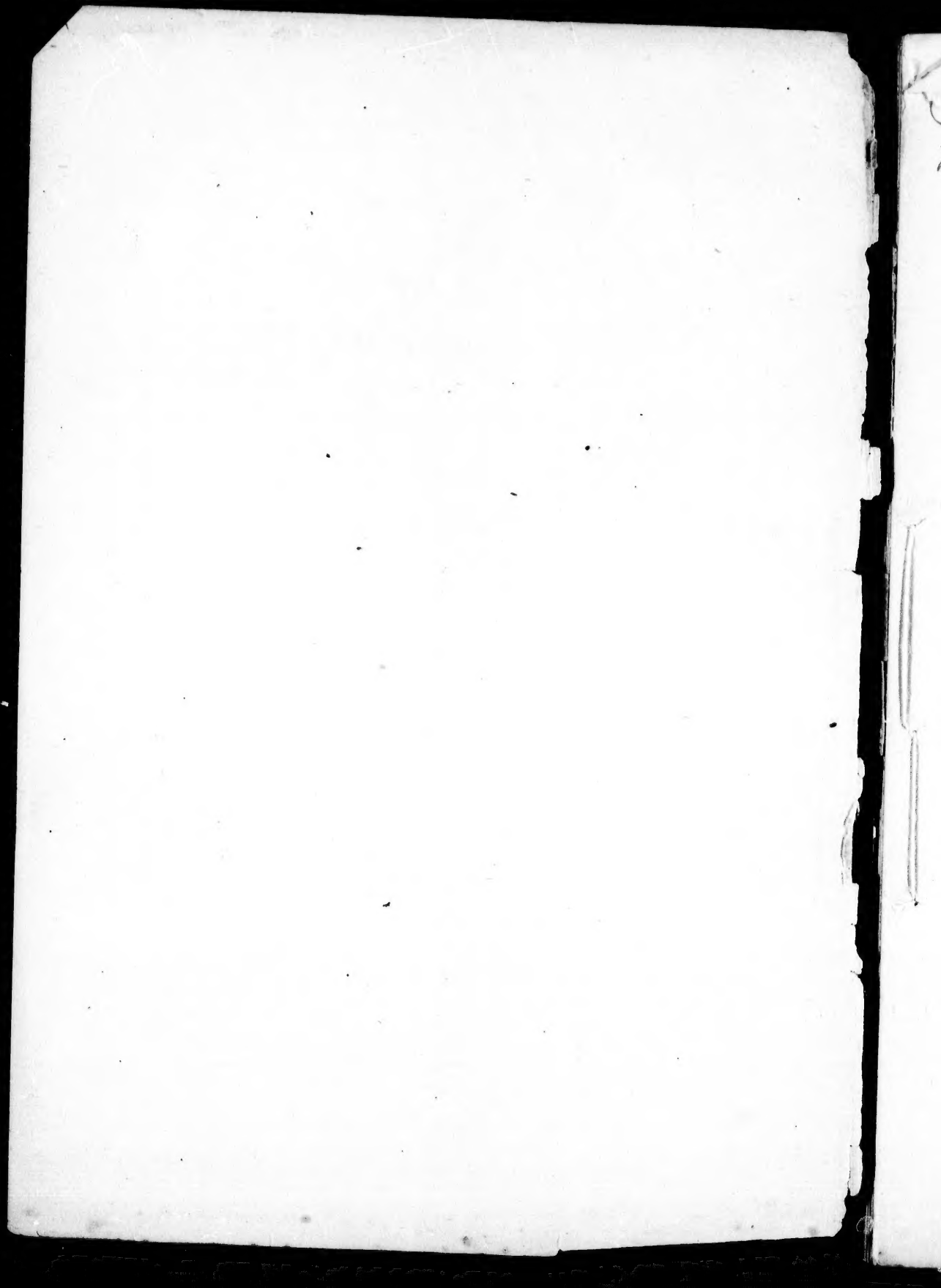
MARDI, DU JEUDI ET DU VENDREDI

LES 20, 22 ET 23 FÉVRIER 1883



QUEBEC

1883



Can.
Tam. Desjardins Louis G.

DISCOURS

DE

M. LOUIS GEORGES DESJARDINS,

Député du district électoral de Montmorency

SUR LES

FINANCES DE LA PROVINCE DE QUEBEC

FAIT A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, AUX SÉANCES DU MARDI, DU JEUDI
ET DU VENDREDI, LES 20, 22 ET 23 FÉVRIER 1883.

Monsieur l'Orateur,

J'ai consacré à l'étude de la question des finances de la province plusieurs heures d'un travail ardu et persévérant, tant j'étais convaincu de l'importance du sujet et désireux de connaître l'état de nos affaires dans toute sa vérité. En prenant part à l'intéressant débat que l'honorable trésorier a ouvert par son discours, si remarquable par la clarté de l'exposition, et que l'honorable député de St. Hyacinthe a continué par la critique, assez habile peut-être, mais assurément bien trop sévère et trop peu fondée, que nous venons d'entendre, je veux soumettre à la bienveillante considération de cette Chambre mes recherches, mes calculs, mes réflexions, mes appréciations du passé, mes opinions sur le présent, mes prévisions pour l'avenir.

Le discours de l'honorable chef de l'opposition est une attaque en règle contre l'administration des finances de la province par les gouver-

nements conservateurs qui se sont succédés au pouvoir depuis la confédération. Il m'incombe de faire justice de ces accusations, portées, sans fondement sérieux, contre ceux que la confiance de la Couronne et celle du corps électoral ont maintenus à la direction de la chose publique avec tant de constance. Notre collègue de St. Hyacinthe a remis en cause toute la politique conservatrice depuis bientôt seize longues années, afin de se donner la vaine satisfaction de proclamer qu'elle a eu, suivant lui, des résultats déplorables. J'ai la tâche,—et je la remplirai avec toute l'énergie dont je suis capable, bien que je regrette que l'on ne l'ait pas confiée à un autre qui s'en serait acquitté avec plus de succès,—de démontrer, ce qui est, je l'avoue, assez facile, tant les faits sont vrais et indéniables, que cette politique, que l'on persiste à condamner, a été heureuse, féconde, patriotique et nationale.

L'honorable chef de l'opposition ayant cru devoir embrasser dans sa critique la période financière de 1867 à 1884, je le suivrai avec plaisir, et je dirai avec empressement et avec courage, sur ce terrain où je trouverai de nombreux et d'irrésistibles moyens de défense. Nous avons terminé les premières années d'essai du régime fédéral. Il est donc à la fois très utile et très intéressant de se recueillir pour étudier cette première période du fonctionnement de l'ordre de choses fondé, on le sait, dans des circonstances bien difficiles. Il importe beaucoup, tout en faisant un examen sérieux, approfondi, minutieux même, des détails des opérations financières de notre province, de se faire une idée juste, une opinion vraie, de la nature, de l'objet et du but des résultats déjà obtenus, des conséquences certaines du grand mouvement de progrès auquel la haute pensée politique et les efforts des gouvernements et du parti conservateurs ont communiqué une si vigoureuse impulsion.

LES BUDGETS DES DÉPENSES DE LA PROVINCE DEPUIS 1867.

Avant d'apprécier l'œuvre de progrès matériel, politique et moral, accomplie dans notre province depuis l'établissement de la confédération par le puissant moyen de nos fécondes institutions locales, je veux en premier lieu faire devant cette Chambre l'exposition complète et vraie de l'ensemble de nos opérations financières pendant les quinze dernières années. Appuyé sur cette base solide de la vérité financière, je dirai quelles sont mes profondes convictions au sujet de la politique courageuse et hardie développée avec tant de persévérance depuis 1867, et mes espérances pour l'avenir.

En faisant le laborieux relevé de tous ces chiffres que je viens soumettre à la favorable considération de mes honorables collègues, j'ai con-

staté, non pas pour la première fois, dans les budgets et dans les comptes publics de la province une lacune qu'il serait à propos de combler. Depuis 1874, la province a fait certains travaux qui ont coûté des sommes considérables. Nous avons construit des édifices pour les ministères publics à Québec, et l'école normale Jacques-Cartier à Montréal. De toute évidence, les dépenses encourues pour ces édifices ne doivent pas être comptées dans les frais du service ordinaire du gouvernement de la province. Ce sont, pour me servir des termes exacts employés lorsque l'on parle de finances publiques, des dépenses extraordinaires pour des travaux extraordinaires. On sait que les plus grands et les plus riches pays du monde, ceux dont les ressources financières sont les plus vastes, ont tous adopté, sous des titres dont les mots peuvent différer, mais dont la pensée est la même, le système de la division du budget annuel des dépenses en budget ordinaire et budget extraordinaire. Et pourquoi ? Dans le but principal d'éviter la confusion et de mettre tant de clarté dans l'exposition de la situation financière que les contribuables puissent la juger facilement. Aussi chaque fois que j'ai examiné les budgets français et anglais, ce que je fais tous les ans, j'ai été étonné de la perfection avec laquelle ils sont préparés, perfection qui vous permet, en quelques minutes d'étude, d'en avoir une juste idée d'ensemble. Et pourtant le budget d'Angleterre varie de 425 à \$450,000,000, et le budget de France, tant ordinaire qu'extraordinaire, dépasse trois milliards et demi de francs.

Le budget fédéral du Canada est aussi divisé en budget ordinaire et budget extraordinaire. On distingue le budget extraordinaire sous le titre de "travaux imputables au capital."

J'exprime l'opinion que dès que la province entreprenait certains travaux extraordinaires, il eut été mieux de diviser nos budgets en budget ordinaire et budget extraordinaire pour faciliter l'appréciation de la situation vraie de nos finances. Puisque le gouvernement fédéral, avec son budget des recettes se chiffrant maintenant par plus de trente trois millions de piastres, porte les frais de construction, d'addition et de parachèvement des édifices publics d'Ottawa au compte des dépenses extraordinaires, assurément on devra admettre que l'on aurait dû adopter le même système pour les édifices publics de Québec.

J'insiste sur l'importance et même la nécessité de cette division, parce que mes honorables collègues ont dû constater, comme je l'ai fait moi-même plusieurs fois, qu'avec le système qui a été suivi, bien des personnes, dans les discussions publiques, font, sciemment ou involon-

tairement, une exposition tout à fait inexacte, tout à fait fausse de la situation financière de la province. Aussi dans les calculs que je vais soumettre à cette Chambre, j'ai constamment fait cette division des dépenses provinciales en dépenses ordinaires et dépenses extraordinaires. C'est un principe vrai de finance, accepté partout ailleurs, et que nous devons rigoureusement introduire dans notre comptabilité provinciale.

Il serait aussi opportun, je crois, de donner dans le budget annuel des dépenses les tableaux comparatifs des crédits votés pour l'exercice en cours et des crédits demandés pour l'exercice prochain, avec deux colonnes pour les augmentations et les diminutions dans chaque cas. Cette méthode nous permettrait de juger très facilement en quoi les deux budgets diffèrent, et ajouterait beaucoup à la clarté de l'exposition de la situation financière, chose si désirable et toujours de si grande rigueur. C'est d'ailleurs la manière dont le budget fédéral est préparé. Je sou mets ces suggestions à la bienveillante considération de l'honorable trésorier. Je sais que dans la préparation du budget qu'il a déposé sur le bureau de cette Chambre il a employé la méthode suivie depuis la confédération par tous ses devanciers, mais, le sachant si désireux et en même temps si capable de toujours faire encore mieux ce qu'il a déjà bien fait, j'espère qu'il apportera à ses budgets futurs les modifications que je lui propose, s'il croit, comme j'en suis convaincu, qu'elles rendraient plus facile aux honorables membres de cette Chambre l'étude de la question financière.

Les sept premiers budgets de la province, depuis la confédération, se sont soldés par un excédent total de \$1,182,632.46.

Le huitième budget, celui de 1874-75, accuse un déficit de \$67,909.27. Mais il faut tenir compte que pendant cette année, la province a prêté \$50,000 aux propriétaires de l'asile de Beauport, somme qui est entrée dans le montant des dépenses. Un placement n'est certainement pas une dépense. Le déficit n'est réellement que de \$17,909.27. En 1874-75, nous avons aussi payé \$26,583.33 au fonds d'amortissement.

Les opérations de la neuvième année financière, celle de 1875-76, se sont soldées, comme il appert par les comptes publics de cette année, tels qu'ils ont été préparés, par un déficit, ou, pour parler le véritable langage de la finance, par un découvert de \$14,898.37. Mais ce déficit, ou ce découvert, n'est qu'apparent. Pour avoir un état tout à fait exact des opérations de cette année, il faut déduire des dépenses ordinaires

du service provincial les \$16,000 pour les bureaux publics à Montréal. De sorte que le déficit se trouve converti en un excédent réel de \$1,102.63. Et pendant ce même exercice financier, nous avons payé la somme de \$39,138.88 au fonds d'amortissement de la dette provinciale que l'on commençait à créer pour les grands travaux d'utilité publique. Cette somme est avec raison portée au compte des dépenses ordinaires, parce que les versements au fonds d'amortissement sont une obligation annuelle et régulière du trésor provincial. Mais bien que ces paiements soient une dépense ordinaire de la province, jusqu'à ce que le fonds d'amortissement des emprunts auxquels ils sont appliqués soit comblé, il n'en est pas moins vrai qu'ils constituent pour autant le remboursement de la dette publique, qui diminue en proportion.

Les comptes publics de l'exercice de 1876-77, le dixième depuis l'union des provinces, accusent un déficit apparent de \$81,035.65. Mais pendant cet exercice la province a payé pour les travaux extraordinaires : premièrement, pour les édifices des départements publics à Québec, la somme de \$33,806.83 ; secondement, pour l'école normale Jacques Cartier à Montréal, \$43,521.90—total \$77,328.73. En déduisant ce dernier montant, pour dépenses du budget extraordinaire, du déficit apparent de \$81,035.65, nous constatons que le déficit réel de l'année financière 1876 77, n'est que de \$3,706.92.

Les opérations du onzième exercice financier de la province se sont soldées, d'après les comptes publics de cette année 1877-78, par un déficit ou un découvert apparent de \$685,514.71. Mais pendant cet exercice la province a payé pour le budget des dépenses extraordinaires :

Départements publics à Québec.....	\$127,000.00
Ecole normale Jacques Cartier à Montréal.....	45,151.32

Total.....	\$172,151.32

J'établis le déficit réel de cette année en faisant la soustraction suivante :

Découvert apparent de 1877-78.....	\$685,514.71
Moins la somme dépensée pour travaux extraordinaires.	172,151.32

Découvert réel....	\$513,363.39

Mais il ne faut pas oublier que pendant ce même exercice nous avons payé au fonds d'amortissement la somme de \$8c 048.89.

Je continue cette exposition pour les opérations financières des années qui suivent.

Le douzième exercice—1878-79 :

Déficit apparent.....\$123,123.64

Dépenses extraordinaires :

Ministères publics, Québec.....\$114,000.40

Ecole normale Jacques Cartier, Montréal.. 22,538.14 = \$136,538.14

Excédent apparent....\$ 13,414.50

Mais il faut tenir compte de la recette extraordinaire de \$500,000 payées pendant cet exercice par le gouvernement fédéral en acompte des réclamations de la province. Puisque je déduis des dépenses les \$136,538.14 de dépenses extraordinaires, je dois, pour la même raison, et pour donner un état exact des opérations de l'année, retrancher des recettes les \$500,000 de recette extraordinaire. De sorte que l'exercice de 1878-79, dont le gouvernement de l'honorable député de Lotbinière (M. Joly), le ministère libéral issu du coup d'Etat du deux mars 1878, est seul responsable, s'est soldé par un déficit réel de \$486,585.50.

Les versements au fonds d'amortissement pendant l'année financière 1878-79 se sont élevés à \$160,682.75.

Treizième exercice—1879-80 :

Déficit ou découvert apparent.....\$483,117.13

Dépenses extraordinaires :

Ministères publics, Québec.....\$132,142.65

Ecole normale Jacques Cartier, Montréal.. 20,530.87 = \$152,673.52

Déficit\$330,443.61

Mais à ce montant, il faut, toujours pour l'exactitude financière, ajouter les \$125,000 reçues du gouvernement fédéral en acompte des réclamations de la province, somme que l'on doit déduire, pour une juste comparaison, des recettes ordinaires de l'année. Ainsi le déficit réel de l'exercice 1879-80 est de \$455,443.61.

Pendant cet exercice il n'a été payé que \$1,706.25 au fonds d'amortissement.

Quatorzième exercice.—1880-81 :—

Déficit apparent.....	\$442,139.65
Dépenses extraordinaires :	
Départements publics, Québec.....	\$81,577.96
Ecole normale Jacques-Cartier, Montréal.....	6,605.79=88,183.75
Déficit réel.....	\$353,955.90
Montant versé au fonds d'amortissement.....	\$79,956.66
Rachat de la dette.....	41,203.34
Total	\$121,160.00

L'EXERCICE DE 1881-82.

Dans la revue que je viens de faire des opérations financières des quatorze premiers exercices depuis la confédération des provinces, j'ai donné en chiffres ronds les résultats obtenus, les comptes publics et les documents officiels contenant tous les renseignements nécessaires pour ceux qui désireront plus d'informations quant aux détails. Je vais maintenant examiner les opérations du quinzième exercice, celui de l'année financière 1881-82, pour laquelle nous avons les comptes publics qui nous ont été récemment distribués par l'honorable trésorier. Cet exercice est celui qui a servi de base aux attaques si peu sérieuses de l'honorable chef de l'opposition contre l'administration et la politique financières du gouvernement. Il est donc de mon devoir de l'étudier dans ses détails, afin de connaître la nature exacte des opérations qui l'ont signalé, et afin qu'il puisse aussi me servir de point d'appui solide pour la comparaison que je ferai avec les prévisions budgétaires de l'exercice en cours, 1882-83, et celles de l'exercice prochain, 1883-84.

Il appert par les comptes publics de l'année financière 1881-82, que les opérations de cet exercice se sont soldées comme suit :

Recettes totales....	\$3,260,643.95
Dépenses totales....	2,919,653.65

Excédent de recettes.... \$ 340,990.30

Je vais examiner en premier lieu le compte des dépenses de l'année. Le montant de \$2,919,653.65, porté à la page neuf des comptes publics de 1881-82, représente-t-il la somme juste des dépenses régulières et

ordinaires du service public de la province? Evidemment non. C'est une erreur, et une erreur grave, de le prétendre. Pour arriver à la vérité financière, il faut de toute nécessité déduire de ce montant les diverses sommes payées pour des dépenses extraordinaires et spéciales. J'ai fait le relevé de ces dépenses et les voici.

Pendant l'année 1881-82, nous avons eu des élections générales. Sans doute que le peuple de cette province doit payer les frais du fonctionnement des institutions représentatives dont il est si fier, et de la liberté politique qu'il exerce avec tant de succès, d'intelligence et de patriotisme. En vertu de la constitution provinciale, telle qu'amendée par la loi de l'année dernière, les électeurs ont à se choisir des représentants tous les cinq ans, excepté dans les cas très rares d'une dissolution des Chambres causée par une crise politique. On ne peut donc pas raisonnablement soutenir que les frais des élections générales doivent être comptés au nombre des dépenses annuelles régulières du service public. Tout au plus devrait-on les répartir sur les budgets des cinq années que dure ordinairement la Législature avant son renouvellement intégral. Les dépenses des élections générales du deux décembre 1881 se sont élevées à \$39,372.13.

La province a payé, en 1881-82, pour les édifices permanents de l'exposition à Montréal, la somme de \$10,000. Certes, ce n'est pas là une dépense annuelle. Nous n'aurons pas à payer dix mille piastres tous les ans pour ces édifices. Nous avons donné cette somme pour la construction d'édifices ouverts aux grands concours provinciaux de l'agriculture et de l'industrie. C'est une généreuse contribution en faveur de ces deux sources fécondes de la richesse nationale. Il ne s'en suit pas que la province soit dans l'obligation de payer annuellement le même montant pour la même fin.

Dans la nuit du huit au neuf juin 1881, notre bonne cité de Québec était frappée d'un grand malheur. Un terrible incendie détruisait en quelques heures un des plus beaux quartiers de la ville et laissait sans abri des milliers de personnes. La triste nouvelle de ce désastre navrant, communiquée par le télégraphe jusqu'aux extrémités du pays, provoqua les plus vives sympathies qui, en plusieurs endroits, se manifestèrent par de généreuses souscriptions en faveur des victimes. Le gouvernement voulut, au nom de la province, donner l'exemple. Il contribua la somme de \$10,000 en faveur des incendiés de Québec. C'était un grand acte de charité; ce n'est pas une dépense annuelle du service public.

En 1881-82, le gouvernement a prêté la somme de \$10,000 aux Révérends Pères Trappistes. On ne saurait sérieusement prétendre qu'un prêt est une dépense ordinaire qu'il faille compter pour connaître le montant des obligations annuelles de la province.

Il y a de plus le chapitre des dépenses extraordinaires pour les édifices des ministères publics à Québec.

Pour juger avec justesse les opérations financières de l'exercice de 1881-82, il faut donc déduire du montant des dépenses porté à la page neuf des comptes publics, les sommes payées pour les objets que je viens d'énumérer, afin de connaître quelles ont été les véritables dépenses ordinaires du service public pendant cette année.

Voici le résultat que l'on obtient :

Dépenses totales de 1881-82.....\$2,919,653 65

A déduire pour dépenses extraordinaires et spéciales :

Edifices des départements, Québec.....	\$25,125 62
Déménagement à ces édifices, ameublement et installation.....	15,926 80
Elections générales, 2 décembre 1881.....	39,372 13
Edifices permanents de l'exposition à Mont- réal.....	10,000 00
Aide aux incendiés de Québec.....	10,000 00
Prêt aux Révérends Pères Trappistes.....	10,000 00
	= \$ 110,424 55

Montant des dépenses ordinaires réelles.. \$2,809,229 10

Examinons maintenant le compte du revenu. Les recettes de l'année se sont élevées à \$3,260,643.95. Dans ce montant est comprise la somme de \$554,146.83 payée par la cité de Montréal en règlement de sa dette au fonds d'emprunt municipal. On diffère d'opinion quant à savoir si les sommes reçues en paiement des dettes municipales à ce fonds doivent être ou non comptées dans les recettes ordinaires. L'honorable député de Sherbrooke, (M. Robertson) longtemps trésorier de la province, a le premier émis l'opinion qu'elles devaient l'être. L'honorable trésorier (M. Würtele) partage cette manière de voir, et il compte cette recette comme revenu ordinaire. Il y a incontestablement de fortes raisons en faveur de leur opinion. En effet, il est certain que la perception de la dette au fonds d'emprunt municipal durera quelques années. Toute source de revenu annuel qui doit avoir une certaine durée peut

avec beaucoup de plausibilité être considérée comme une ressource ordinaire.

Quoiqu'il en soit de cette opinion que, je l'avoue, je trouve très sérieuse, ceux qui, comme l'honorable chef de l'opposition (M. Mercier), ne veulent point en reconnaître la justesse, ne sauraient nous refuser l'application rigoureuse de leur principe. Si la recette d'une somme due au fonds d'emprunt municipal ne doit pas être considérée comme une recette ordinaire, parce que c'est la perception d'un actif, pour la même raison les versements annuels que nous faisons au fonds d'amortissement ne devraient pas être comptés dans les dépenses ordinaires, parce qu'ils sont le paiement d'une partie du passif de la province.

En appliquant le principe de l'honorable chef de l'opposition au revenu et aux dépenses, nous avons le résultat suivant :

Recettes totales de 1881-82.....	\$3,260,643 95
Moins recette du fonds d'emprunt municipal.....	554,146 83

Recettes ordinaires....\$2,706,497 12

Je viens d'établir que, déduction faite des dépenses extraordinaires et spéciales, les dépenses ordinaires de l'exercice de 1881-82 ont été de \$2,809,229.10. Il faut donc encore déduire la somme versée au fonds d'amortissement, puisque je déduis du chiffre des recettes le montant versé par la cité de Montréal au fonds d'emprunt municipal. En 1881-82, on a payé \$43,774.24 au fonds d'amortissement. Je fais le calcul suivant :

Dépenses ordinaires de 1881-82.....	\$2,809,229 10
Moins montant versé au fonds d'amortissement.....	43,774 24

Dépenses de 1881-82....\$2,765,454 86

Ainsi les opérations de l'année financière 1881-82, même s'il fallait accepter l'opinion de l'honorable chef de l'opposition au sujet des sommes reçues en paiement des dettes au fonds d'emprunt municipal, se solderaient comme suit :

Dépenses ordinaires.....	\$2,765,454 86
Recettes ordinaires.....	2,706,497 12

Déficit.....\$ 58,957 74

Le découvert dans les opérations financières de l'année est donc réduit à la somme comparativement modique de \$58,957.74.

LES TROIS EXERCICES DE 1881-82, 1882-83 ET 1883-84

Pour avoir une juste idée de la situation financière, il faut l'étudier en conservant toujours une vue d'ensemble des opérations de trois années : l'exercice récemment terminé, l'exercice en cours, et l'exercice prochain. C'est de cette manière que la vérité financière apparaît dans toute sa clarté.

Je comparerai les prévisions budgétaires rectifiées de l'exercice en cours, 1882-83, et celles de l'exercice prochain, 1883-84, aux résultats des opérations de l'exercice terminé le trente juin 1882. Voici ce tableau en prenant les chiffres tels que donnés dans les comptes publics et dans les prévisions budgétaires de l'honorable trésorier.

1881-82—Recettes.....	\$3,260,643 95
Dépenses	2,919,653 65
Excédent.....	\$ 340,990 30

1882-83—Recettes. (Prévisions rectifiées).....	\$2,955,777 12
Dépenses, do do	2,984,594 21
Déficit.....	\$ 29,817 00

Mais dans le budget de l'exercice en cours, voté à la session dernière, il y a un crédit de \$10,000 pour les travaux d'amélioration des terrains qui avoisinent les édifices des ministères publics, un autre crédit de \$13,000 pour les fondations des nouveaux édifices parlementaires, et un troisième crédit de \$2,500 pour le prolongement de la rue Ste. Julie jusqu'à l'avenue Dufferin. Ces trois crédits, au montant collectif de \$26,100, sont des dépenses extraordinaires comme celles que j'ai déduites des dépenses ordinaires pour les années précédentes. Ils sont pour la même fin, la construction des édifices publics qui seront certainement l'orgueil de la province lorsqu'ils seront terminés. Ces superbes constructions sont une splendide propriété qui vaut tout l'argent qu'elle a coûté, et, encore une fois, ces déboursés ne peuvent pas être comptés dans les dépenses annuelles du service ordinaire de la province. Déduction faite de ce montant de \$26,100 de dépenses extraordinaires,

le déficit probable de 1882-83, se trouve réduit à la somme minime de \$3,717.

1883-84—Recettes. (Prévisions budgétaires).	..	\$2,954,612 12
Dépenses.	do	do
	..	<u>2,951,127 31</u>

Excédent \$ 3,584 81

Voici maintenant les dépenses comparées des principaux chapitres de ces trois exercices :

Intérêt de la dette publique, fonds d'amortissement et frais d'administration.

1881-82	\$828,426 04		
1882-83. . . .	884,932 53	Augmentation .	\$56,506 49
1883-84	927,883 31	do	<u>42,950 78</u>

Augmentation totale \$99,457 27

Dépenses de la législation :

1881-82 . . \$237,134 62	(y comprises \$39,372 13, pour les élections générales.)
1882-83 . . 173,781 68	Diminution . . . \$63,352 94
1883-84 . . 145,755 00	do
	<u>28,026 68</u>

Diminution totale. . . . \$91,379 62

Dépenses du gouvernement civil :

1881-82 . . \$179,234 10	
1882-83 . . 201,809 00	Augmentation . . \$22,574 90
1883-84 . . 216,905 00	do
	<u>15,096 00</u>

Augmentation totale \$37,670 90

Dépenses pour l'administration de la justice,
police, écoles de réforme, inspection des
bureaux publics -

1881-82 . . \$449,592 23	
1882-83 . . 446,974 00	Diminution . . . \$ 2,618 23
1883-84 . . 461,752 00	Augmentation . . . <u>14,778 00</u>

Augmentation sur 1881-82 \$12,159 77

Dépenses pour l'instruction publique :

1881-82 . .	\$366,287 65		
1882-83 . .	354,457 00	Diminution . .	\$11,830 65
1883-84 . .	378,180 00	Augmentation . .	23,723 00
Augmentation sur 1881-82 . .			\$11,892 35

Dépenses pour l'agriculture, l'immigration, le rapatriement et la colonisation :

1881-82 . .	\$194,607 90		
1882-83 . .	188,350 00	Diminution . .	\$ 6,257 90
1883-84 . .	180,750 00	do	7,600 00
Diminution totale			\$13,857 90

La diminution dans ces crédits comparés à l'année 1881-82 n'est en réalité qu'apparente, parce que les \$10,000 pour les édifices de l'exposition à Montréal sont comprises dans les dépenses de l'agriculture en 1881-82. La diminution entre 1883-84 et 1882-83 s'explique par la réduction de \$3,000 du crédit de l'immigration et par la dépense de \$10,000 de plus, pendant l'exercice en cours, que le crédit voté l'année dernière pour la colonisation.

Dépenses pour travaux et édifices publics :

1881-82 . . .	\$121,263 00		
1882-83 . . .	181,766 90	Augmentation . .	\$60,503.90
1883-84 (ordinaires)	98,297 00	Diminution . .	\$83,469 90

Charités :

1881-82 . .	\$298,299 20		
1882-83 . .	301,405 00	Augmentation . .	\$ 3,205 80
1883-84 . .	302,905 00	do	1,500 00
Augmentation totale . . .			\$ 4,705.80

Dans les tableaux qui précèdent les prévisions budgétaires de l'exercice de 1882-83, l'exercice en cours, servent de comparaison intermédiaire entre les opérations de 1881-82 et les prévisions de 1883-84. Je vais maintenant entrer dans plus de détails dans une nouvelle comparaison des évaluations budgétaires de 1883-84 et des chapitres des dépenses des comptes publics de 1881-82. Par cette comparaison je fais le tableau suivant des augmentations et des diminutions dans les diverses branches du service public de la province.

AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS DANS LE BUDGET DE 1883-84
COMPARÉ AUX COMPTES PUBLICS DE 1881-82.

AUGMENTATIONS.		DIMINUTIONS.	
Intérêt, amortissement et gestion de la dette publique	-\$99,457 27	Conseil Législatif	-\$ 8,516 66
Dépenses contingentes du bureau du greffier en loi	100 00	Assemblée Législative	49,437 85
Gouvernement civil	37,670 90	Sociétés d'Agriculture	8,863 25
Administration de la justice	6,958 14	Immigration et rapatriement	2,600 00
Police	645 00	Divers en général	7,199 25
Institutions de réforme—prisons de réforme	3,452 97	Cadastre	5,960 00
Inspection des bureaux publics	1,103 00	Arpentages	15,960 00
Ecoles élémentaires	5,000 00	<i>Gazette Officielle</i>	876 22
Ecoles dans les municipalités		Police spéciale pour les fins du revenu	1,146 52
pauvres	2,000 00		
Inspection des écoles	925 00		
Ecoles des sourds-muets	200 00		
Archives canadiennes	2,540 00		
Etablissement pour vaccin animal	300 00		
Sociétés d'Horticulture			
à Québec	250 00		
<i>Gazette des Campagnes</i>	100 00		
Fabriques de beurre et fromage	1,709 25		
Association laitière de Québec	1,000 00		
Divers pour agriculture	204 60		
Abonnements aux publications agricoles	548 00		
Inspections et examens des travaux et édifices publics	1,221 21		
Asiles d'aliénés	29 54		
Institution de bienfaisance	1,030 00		
Ecoles de réforme	888 49		
Ecoles industrielles	2,656 97		
Agent en France et bureau	2,500 00		
Commissaire du fonds d'emprunt municipal, et voyages	3,500 00		
Protection des forêts contre l'incendie	5,000 00		
Exploration et inspection des mines	3,000 00		
Dépenses générales du département des terres de la Couronne	13,244 00		
Timbres, licences	1,958 81		

Montant des augmentations - \$199,203 81 Montant des diminutions - \$100,558 76

La différence est comme suit .

Augmentations diverses	-\$199,203 81
Diminutions	100,558 76

Balance de l'augmentation - \$ 98,645 05

Mais il faut se rappeler que dans le tableau des augmentations, celle de l'intérêt et de l'amortissement de la dette publique compte à elle seule pour \$99,457.27. Je dois donc faire la comparaison suivante :

\$ 8,516 66	Augmentation pour l'intérêt et l'amortissement de la dette -	\$99,457 27
49,437 85	Augmentation, déduction faite des diminutions - - - -	98,645 05
8,863 25		
2,600 00		
7,199 25	Diminution réelle dans les dépenses du service ordinaire, à	
5,960 00	l'exclusion de l'intérêt et de l'amortissement de la	
15,960 00	dette - - - - -	\$ 812 22
876 22		

1,146 52

Ces chiffres, dont la vérité est incontestable, sont donc la réfutation péremptoire, complète, victorieuse, des accusations d'extravagance portées par l'honorable chef de l'opposition (M. Mercier) contre la politique financière du gouvernement. Ils sont au contraire la preuve que le ministère entend à la fois faire toutes les économies possibles et désirables, et travailler avec ardeur au progrès de la province. C'est tellement le cas, que dans toute la liste des augmentations de crédits pour l'exercice de 1883-84, précédemment énumérées en regard des diminutions pour le service de la même année, l'honorable chef de l'opposition n'en a trouvé qu'une seule pour appuyer l'attaque qu'il fait contre le cabinet par l'amendement qu'il propose à la motion de l'honorable trésorier. Il a bien mal choisi son terrain pour la base de cette opération parlementaire, qui se terminera, comme il est bien facile de le prévoir et comme elle le doit, par une défaite écrasante.

C'est avec l'augmentation de \$37,671 dans le crédit inscrit au budget de 1883-84 pour les dépenses du gouvernement civil comparées aux frais du même service pendant l'année financière 1881-82, que l'honorable député de St-Hyacinthe a chargé la batterie au moyen de laquelle il espère foudroyer ceux que lui et ses amis aspirent tant à supplanter. Je lui prédis que le coup qu'il destine au gouvernement va le frapper lui-même.

J'ai réellement été étonné lorsqu'hier j'ai entendu l'honorable chef de l'opposition nous donner lecture de son amendement. L'honorable trésorier, dans son intéressant discours sur le budget, avait expliqué d'une manière si satisfaisante cette augmentation dans le crédit du gouvernement civil, que la critique la plus sévère devait être désarmée. En effet, l'honorable trésorier n'a-t-il pas dit à cette Chambre que pour une très grande partie l'augmentation qui apparaît au budget est causée par le fait que les traitements de plusieurs officiers, qui jusqu'ici ont été payés à même les contingents des départements, ou à même le crédit pour

00,558 76

le service des cadastres, ou encore à même les crédits pour les travaux et édifices publics, ont été portés au chapitre des traitements du service civil? Veut-on la preuve de l'affirmation de l'honorable trésorier, affirmation qui, faite sur la responsabilité du ministre, ne devrait pas être révoquée en doute? Mes honorables collègues ont tous les comptes publics de 1881-82. Ils n'ont qu'à référer aux pages 69, 71, 82 et 83 de ces comptes publics, et ils trouveront les noms de la plupart des officiers dont les traitements sont portés pour l'exercice de 1883-84, comme ils le seront pour les exercices à venir, au chapitre des traitements du service civil. Loin de blâmer l'honorable trésorier pour cette sage réforme dans la comptabilité de la province, l'honorable chef de l'opposition devrait l'en féliciter, ce que la grande majorité de cette Chambre fera sans aucun doute. Il faut la plus grande clarté, l'ordre le plus parfait dans la manière de tenir nos comptes, et chaque amélioration, chaque effort dans ce but, mérite la chaleureuse approbation de la députation et du public. Pour tout le montant de ces traitements ainsi transportés, pour la régularité des comptes, de plusieurs chapitres à celui du service civil, il n'y a évidemment pas augmentation de dépenses. Il n'y a qu'un déplacement de chiffres qui n'ajoute absolument rien aux obligations du trésor, mais qui contribue à la clarté et à l'ordre de notre comptabilité.

Il importe beaucoup aussi de remarquer combien toutes ces accusations d'extravagance, portées en termes parfois violents, souvent irrités, toujours très exagérés, par les adversaires du cabinet, sont tout-à-coup réduites à leur plus simple expression lorsqu'il faut les résumer dans une motion à soumettre au vote de cette Chambre. L'amendement de l'honorable chef de l'opposition en est une preuve frappante. On crie au gaspillage, on foudroie de son éloquence ces extravagants, on sabre à droite et à gauche, on fait un tableau navrant de l'abîme dans lequel nous descendons, on feint de désespérer de l'avenir de la province. Et quand, après ces vains déploiements de vaines paroles, de vaines alarmes, il s'agit de formuler en termes précis ces affreux griefs contre les administrateurs responsables des affaires publiques, les énormités disparaissent soudain pour ne laisser place qu'aux censures les plus anodines, les moins sérieuses, les moins fondées. N'est-il pas en effet excessivement étrange qu'après tous les sanglants reproches que nous avons entendus de la bouche de l'honorable chef de l'opposition à l'adresse du gouvernement, l'accusateur n'ait pu trouver, dans le budget des dépenses de la province, qui s'élève en chiffres ronds à près de trois millions de piastres, que ce montant de \$37,671, comparativement bien

léger, pour baser sa demande à cette Chambre de censurer les honorables ministres ? Que trois millions de piastres soient annuellement dépensées pour toutes les fins du service public de la province, et cela avec assez de soin, de prudence, d'économie, et d'une manière assez judicieuse, pour que l'emploi qui en est fait ne soit attaqué qu'au montant de moins de trente-huit mille piastres, voilà certes un résultat des plus satisfaisants. Si nos honorables amis de l'opposition en doutent, je ne permettrai de leur citer une opinion à laquelle ils reconnaissent la plus grande valeur, puisqu'ils l'acceptent toujours comme une autorité. C'est celle du *Globe* de Toronto. Il y a quelques jours à peine, le treize février courant, le grand organe libéral, répondant aux critiques de l'opposition à la Législature d'Ontario contre l'administration financière du gouvernement grit de l'honorable M. Mowat, commençait son article intitulé " Les finances provinciales " par le paragraphe suivant dont je lirai la traduction :

" Il est admis de tous côtés que le gouvernement d'Ontario a pourvu efficacement à tous les intérêts publics de la province ; qu'il a été libéral sans être extravagant, économe sans être parcimonieux. La sagesse de son administration est complètement prouvée par l'opposition dans la dernière Législature, parce que d'un montant de \$10,043,720 voté pour le service public pendant les quatre années 1879-83, elle ne s'est opposée qu'à la dépense de \$41,209 ! "

Le paragraphe se termine par un point d'exclamation pour faire ressortir davantage la force de cet argument et la futilité de la critique de l'administration financière du gouvernement que le *Globe* défend. J'ai parfaitement le droit de tourner l'argument du *Globe* contre le chef de l'opposition dans cette Chambre et contre les adversaires du ministère. J'ai d'autant plus ce droit que j'ai démontré, à la satisfaction générale, j'en suis convaincu, que le grief formulé dans la proposition de censure de l'honorable député de St. Hyacinthe, au sujet du crédit du service civil, est sans fondement, parce que l'augmentation, telle qu'il la compte, n'existe réellement pas.

Mais il y a encore plus. Je n'hésite pas à dire que l'honorable député de St-Hyacinthe (M. Mercier) aurait dû être le dernier homme à proposer l'amendement par lequel il a terminé son discours. Sa mémoire lui fait-elle défaut au point qu'il ne se rappelle pas ce qui s'est passé dans cette enceinte pendant la dernière session, ou suppose-t-il que nous l'ayons oublié ? Croit-il que nous allons laisser mettre cet amendement aux voix sans en montrer toute l'inconséquence, j'ajouterai tout l'odieux, au peuple qui observe avec tant.

d'attention ce que nous faisons ? Il a tort de se bercer de cet espoir, et puisqu'il a commis la grave imprudence de s'exposer à être pris en flagrant délit de contradiction, il est de mon devoir de prouver à cette Chambre et au public qu'il se souflette lui-même en condamnant cette année ce qu'il a approuvé l'année dernière.

Dans ce montant de \$37,671, qui fait le sujet de la proposition de censure sur laquelle nous sommes appelés à nous prononcer, sont compris les traitements additionnels des honorables ministres votés à la dernière session. Un projet de loi nous était soumis en mai dernier pour élever à cinq mille piastres par année le traitement de l'honorable premier ministre de cette province, et à quatre mille piastres celui des autres membres du gouvernement. Qui a été le plus ardent, je dirai le plus éloquent défenseur de cette proposition de loi, de cette politique ? Je vais au devant de la réponse unanime qui serait faite par la Chambre à cette question, en affirmant que le plus ardent et le plus éloquent défenseur de l'augmentation du salaire des ministres a été l'honorable député de St. Hyacinthe, le chef actuel de l'opposition. Nous nous rappelons tous avec quel empressement il se levait, l'année dernière, pour déclarer avec fermeté qu'il appuierait le projet de loi du ministère. Il n'hésitait pas à se séparer de son chef, de ses amis, de ceux qui sont aujourd'hui ses partisans, pour exprimer sa profonde conviction qu'il était juste d'augmenter le traitement des ministres ; que le peuple, s'il veut être bien servi, ne peut pas s'attendre que ses gouvernants administrent ses affaires, sans être raisonnablement rémunérés pour le temps et le travail qu'ils lui consacrent, et un peu indemnisés pour les sacrifices que la carrière administrative et publique leur impose.

Dans le cours de ses remarques, certainement les plus sages que nous lui ayons entendu faire dans cette Chambre, il se donnait lui-même comme exemple. Il nous disait, ce que nous avons cru sans peine, parce que nous savions que c'est le cas pour tous ceux qui sont appelés à prendre part au gouvernement, que son séjour au pouvoir dans le ministère de l'honorable député de Lotbinière (M. Joly), avec le modique traitement alors payé, lui avait occasionné des pertes considérables, par les dépenses qu'entraînait sa position de ministre de la Couronne. Il ajoutait que tout en voulant faire convenablement et dignement les choses dans la position qu'il occupait, cependant il avait été loin d'être extravagant. Ne nous disait-il pas, en termes réellement éloquents—je m'en rappelle comme si je venais de

les entendre, tant ils sont restés gravés dans ma mémoire par l'énergie et la chaleur de l'expression, et par le bon sens et la raison qui les caractérisaient, en leur donnant une force vraiment convaincante—que si jamais il était de nouveau appelé à former partie d'un ministère, il voulait qu'il fût bien compris qu'il n'y entrerait pas au détriment des intérêts de sa famille, qu'il ne voulait pas compromettre l'avenir de ses enfants pour servir le public, avenir qu'il lui serait d'autant plus difficile de refaire qu'il aurait, pendant plus d'années, négligé ses affaires personnelles pour consacrer tout son temps, son intelligence et son travail aux intérêts de la province. C'était le dix mai dernier qu'il prenait cette position dans cette Chambre. L'honorable député de Lotbinière, alors le chef de l'opposition, avait proposé un amendement contre l'augmentation du salaire des ministres. En se prononçant contre l'amendement de l'honorable député de Lotbinière, alors son chef, l'honorable député de St. Hyacinthe, entre autres choses, disait :

“ Le pays ne doit pas s'attendre d'avoir les services de ses hommes publics pour rien. Moi-même si j'étais appelé à entrer dans le cabinet, je ne le ferais qu'à condition qu'on me paye un salaire raisonnable, parce que je me dois avant tout à ma famille. Pour ces raisons, étant complètement libre de toute liaison de parti, me considérant parfaitement à l'aise à l'égard de mes commettants, je ne crains pas de déclarer que j'appuierai la résolution du gouvernement. ”

..... “ Le pays doit payer pour ses ministres, pour ses députés et nous ne sommes pas ici les victimes du patriotisme. Nous devons, tout en rendant service à ceux qui nous envoient, trouver une compensation aux sacrifices que nous faisons, à la perte de temps que nous enlevons à l'exercice de nos professions. Je prétends qu'un salaire de 3,000 piastres pour un ministre n'est pas assez élevé. J'ai été moi-même membre d'un cabinet, et bien que je n'aie jamais cessé de mener une vie très modeste, j'ai été cependant obligé de demander de l'argent à mon bureau, mes appointements de ministre ne suffisant pas pour payer mes dépenses. La province doit payer ses ministres, ils ne sont pas les premiers venus, ils sont les représentants autorisés de toute la population. Dans d'autres pays voyez ce qui se fait ; en Angleterre, par exemple, les ministres sont grassement et largement payés. On me dira qu'ils doivent consacrer tout leur temps à l'administration publique, mais il en est ainsi dans notre province. Les membres du gouvernement avec un pauvre salaire de 3,000 piastres par année doivent travailler plus qu'ils ne le font à l'exercice de leurs professions. Si comme avocat je touche 3,000 à 4,000 piastres par année, est-ce que je serais justifiable d'abandonner cela pour venir servir mon pays, quand celui-ci n'aurait pas la sagesse de comprendre qu'il doit payer raisonnablement mes services, si ces services sont utiles à la province. ”

“ Un avocat qui, à force de labeur, s'est créé une clientèle enviable et qui par malheur se livre à la politique, voit bientôt ses clients s'éparpiller aux quatre coins du vent, pendant qu'il consacre son temps, soit comme député, soit comme ministre, au service du pays. Et l'on viendra prétendre que cette personne doit faire ce sacrifice

sans recevoir une compensation de la part du public ! Je sais que le peuple n'aime pas parfois à entendre dire de ces vérités, mais je ne puis dissimuler que parfois on a été excessivement injuste à l'égard des hommes publics. "

Tel était le langage de l'honorable député de St. Hyacinthe, l'année dernière. Je le reconnais, et je lui en rends le témoignage, il parlait, en cette circonstance, en véritable homme politique, en homme d'Etat. Il abandonnait hardiment le terre-à-terre des préjugés, sur lequel il paraît se complaire depuis le commencement de cette session pour s'élever à des considérations frappantes de justesse, de raison, et de vrai patriotisme. Dans la même séance du 10 mai 1882, peu d'instants après avoir terminé son discours, il votait avec la grande majorité de cette Chambre, avec nous du parti ministériel, pour rejeter l'amendement de l'honorable député de Lotbinière désapprouvant l'augmentation du salaire des ministres telle que proposée par le gouvernement avec l'autorisation du représentant de la Couronne.

Que voyons-nous aujourd'hui ? L'honorable député qui représente la division électorale de St. Hyacinthe dans cette Chambre est bien le même que l'année dernière, qu'à la séance mémorable du dix mai dernier. Il n'y a pas à s'y tromper, c'est bien le même homme. Nous le reconnaissons tous. Eh bien, l'honorable député qui, à la dernière session, prononçait de si fortes paroles en faveur de l'augmentation du traitement des ministres, est celui-là même qui nous propose aujourd'hui de censurer le gouvernement pour une prétendue augmentation de dépenses dans laquelle sont compris les traitements additionnels des ministres, qu'il a vigoureusement défendus de sa voix éloquente, et qu'il a courageusement sanctionnés de son vote en déclarant ne pas craindre d'en prendre la responsabilité. C'est mon devoir d'attirer l'attention de mes honorables collègues et de tous les électeurs de cette province sur la gravité de l'inconséquence de la conduite de l'honorable chef de l'opposition (M. Mercier), et sur l'odieux de la contradiction dont il se rend coupable. C'est un changement d'opinion qui ne s'explique pas, qui se conçoit encore moins, et qu'on ne saurait excuser. Je suis convaincu que lorsqu'il y réfléchira sérieusement, l'honorable député de St. Hyacinthe regrettera de s'être donné un aussi violent soufflet en face de toute la province, pour la vaine satisfaction de lancer contre le ministère un trait qui se retourne contre lui.

LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA PROVINCE.

La vérité au sujet de notre situation financière comme province est donc que les opérations de l'exercice en cours, 1882-83, se solderont par

un découvert très peu considérable, et celles de l'exercice prochain, 1883-84, par un léger excédent. Comme pour ces deux exercices, surtout pour le second, il faut s'en rapporter aux prévisions budgétaires basées sur l'expérience des années passées, principalement sur les résultats de l'exercice de 1881-82, il est possible qu'il y aura quelques variations lorsqu'il s'agira de balancer les comptes des deux années. Les dépenses du service ordinaire de l'année 1883-84 sont évaluées à \$2,751,127,31, les recettes à \$2,954,612,12, faisant ressortir un excédent de \$3,484.81. Cela prouve qu'après les anxiétés des dernières années, nous sommes parvenus, grâce à la politique habile, ferme, progressive, prudente et économique du gouvernement actuel et de celui qui l'a immédiatement précédé, à obtenir un budget en équilibre. Nous avons raison d'espérer être arrivés à la fin de l'ère des déficits, et de commencer une époque de solide prospérité financière, après avoir imprimé un aussi puissant mouvement au progrès matériel de la province.

La dette réelle de la province, notre passif, déduction faite de la balance non payée du prix de vente du chemin de fer du Nord, est de \$10,990,192.30 ; onze millions de piastres en chiffres ronds. La dette consolidée comprend la plus grande partie de ce montant, et la dette flottante la balance. Cette Chambre a autorisé, l'année dernière, un emprunt provincial pour consolider cette dette flottante. C'était une bonne mesure, une sage politique. L'emprunt est autorisé au montant de trois millions de piastres, somme que l'on calculait, à la dernière session, devoir couvrir toute la dette flottante. Subséquemment à l'autorisation de cet emprunt de trois millions, cette Chambre a patriotiquement décidé d'augmenter de \$250,000 la subvention en faveur du chemin de fer du lac St. Jean. Les sommes dues pour la construction du chemin de fer du nord par le gouvernement, y compris le montant des sentences arbitrales en faveur des entrepreneurs, sont de quelques centaines de mille piastres plus élevées que l'évaluation qui en était faite à la session dernière. De sorte que la dette flottante à être convertie en dette consolidée par l'emprunt de trois millions, est d'autant plus considérable. Rien d'étonnant donc que l'honorable trésorier demande à cette Chambre l'autorisation de porter cet emprunt à trois millions et demi, en y ajoutant les \$500,000 nécessaires pour consolider toute la dette flottante. Aussi est-ce avec beaucoup de surprise que je vois l'honorable chef de l'opposition nous proposer de censurer le gouvernement parce qu'il nous informe qu'il nous demandera de l'autoriser à

province est
solderont par

recourir à l'emprunt, au montant d'un demi million additionnel, afin de débarrasser les opérations annuelles du trésor provincial des inconvénients de la dette flottante. Mais si cette dette flottante est de \$500,000 plus considérable qu'on la calculait l'année dernière, l'honorable chef de l'opposition en est pour le moins aussi responsable que nous et que le gouvernement. La moitié de cette différence d'un demi million est causée par la subvention additionnelle de \$250,000 en faveur du chemin de fer du lac St. Jean. Lorsque cette subvention additionnelle a été proposée, l'année dernière, personne, que je sache, ne s'y est opposé. L'honorable député de St. Hyacinthe n'a pas élevé la voix pour dire que la province n'avait pas le moyen de payer ces deux cent cinquante mille piastres. Tout comme nous, il a pris la responsabilité de cette augmentation de la subvention provinciale en faveur d'une entreprise vraiment nationale. S'il trouvait de si bonne politique, il n'y a pas encore un an, de subventionner davantage le chemin de fer du lac St. Jean, pourquoi donc propose-t-il aujourd'hui de censurer le ministère parce qu'il demande à la Chambre de l'autoriser à emprunter l'argent qu'elle lui a ordonné de payer à la compagnie qui construit cette grande voie de communication qui va ouvrir des millions d'acres de terre fertile à la colonisation? L'amendement de l'honorable chef de l'opposition contient ainsi une seconde inconséquence, une autre odieuse contradiction comme celle dont j'ai déjà parlé. C'en est sans doute assez pour que cette Chambre le rejette en disant formellement à son auteur qu'il a bien tort de la supposer capable, comme lui-même, de se déjuger, sur deux points importants de la politique provinciale, en moins de dix mois d'intervalle.

Je résume comme suit la situation financière de la province :

Passif réel de onze millions de piastres.

Budget de recettes variant de deux millions neuf cent mille à trois millions de piastres.

Budget des dépenses variant aussi de deux millions neuf cent mille à trois millions de piastres.

Par conséquent, nous avons un budget que nous pouvons réellement considérer en équilibre.

L'ŒUVRE DU PARTI CONSERVATEUR DANS LA PROVINCE DEPUIS 1867.

Pour juger sainement, raisonnablement, avec intelligence, la situation financière d'un pays, il ne faut pas s'en tenir qu'à l'étude pure et simple des chiffres qui, bien qu'ils soient d'une logique inexorable, peuvent sou

vent induire en erreur celui qui ne peut pas, ou qui ne veut pas, les bien comprendre. Ces chiffres, il faut les interroger, leur demander leur véritable signification, chercher à connaître le langage qu'il nous adresse, langage vraiment éloquent dans le cas de l'histoire financière de notre province depuis l'établissement du régime fédéral. Dans la première partie de mes remarques, j'ai donné les résultats des opérations financières de notre trésor provincial pendant les quinze exercices depuis 1867. Je vais maintenant porter mon attention sur les travaux exécutés, sur la grande œuvre de progrès accomplie pendant cette période d'avancement national sous tous les rapports.

CALCULS ET ANXIÉTÉS LORS DE LA DISCUSSION DU PROJET DE LA
CONFÉDÉRATION.

Reportons-nous, pour la juste appréciation de la politique progressive et féconde dont le parti conservateur a favorisé cette province depuis l'union fédérale, aux jours d'espérances, il est vrai, mais aussi de vives inquiétudes pour un grand nombre. où l'on discutait les résultats financiers probables de l'ordre politique nouveau que les chefs véritables de la nation voulaient fonder pour mettre fin à ses difficultés intestines, devenues menaçantes, et pour lui ouvrir l'horizon de plus grandes, de plus heureuses et de plus brillantes destinées. Dans quelles limites, à cette époque, les financiers les plus habiles du Canada, les hommes les plus versés dans la connaissance des ressources du pays et de ses obligations, pensaient-ils que notre budget provincial, si l'union de l'Amérique Britannique du Nord avait lieu, devait être restreint pour éviter tout danger ? Quelles exigences le supposaient-ils capable de rencontrer, avec les ressources qu'ils croyaient devoir, dans leur prudence, lui assigner ?

Dans son long et à la fois si intéressant et si habile commentaire du projet d'union de la convention de Québec, dont il a été l'un des plus éloquents et des plus vigoureux défenseurs, l'honorable M. Joseph Cauchon, celui que la division électorale que j'ai l'honneur de représenter a élu pendant trente ans, évaluait, au chapitre trente-six, en s'autorisant de la haute opinion de Sir A. T. Galt, alors ministre des finances, les dépenses du gouvernement de la province au montant de \$1,099,790. Dans ce total, les services suivants comptaient pour les sommes ci-dessous :

Justice	\$170,000
Instruction publique	160,000
Charités	117,390
Agriculture	4,000
Colonisation	50,000

Il évaluait le budget provincial des recettes comme suit à la page 135 :

REVENU

Bois, etc.....	\$105,000
Terres	146,000
Autres revenus locaux.....	300,000
Notre part du revenu fédéral pour les intérêts locaux (80 centins par tête).....	888,531
Total.....	\$1,439,531

Ce revenu provincial, que l'on ne supposait pas alors devoir ou pouvoir dépasser, ou même atteindre, un million et demi, s'est développé, malgré son peu d'élasticité, au montant régulier de près de \$3,000,000, y comprise la recette attendue des corporations commerciales, soit une augmentation de cent pour cent dans le cours des quinze premières années du nouveau régime.

Sans doute, et cela heureusement pour la province, que le budget des dépenses est, lui aussi, sorti des étroites limites que les pères de la confédération espéraient lui avoir fermement tracées. J'étais bien jeune lorsqu'en 1865, l'on discutait, dans cette même enceinte, les résolutions qui devaient servir de base à la nouvelle charte constitutionnelle. J'ai cependant suivi avec une constante assiduité ces mémorables débats auxquels prirent part tous les chefs politiques du pays, et je me rappelle avec quel empressement, la classe finie, j'accourais me blottir dans un coin de la galerie, où j'écoutais la discussion avec l'attention la plus soutenue pour ne pas perdre un mot des éloquentes choses qui se disaient. On conçoit combien sont restés vivaces ces souvenirs gravés, dans de semblables circonstances, dans la mémoire d'un enfant de seize ans. J'ai fort bien souvenance que l'une des inquiétudes qui se manifestaient alors dans la province et dans cette enceinte, était de savoir si, convaincus comme tous l'étaient que la confédération projetée, en unissant tous les efforts, allait imprimer un grand mouvement de progrès à l'Amérique Britannique du Nord, nous, du Bas-Canada, nous marcherions aussi rapidement que les autres provinces dans la voie de l'avancement matériel. On craignait un peu d'être devancés, et cette crainte se faisait jour en maints endroits. On appréhendait de voir, comme conséquence d'un progrès matériel plus lent dans notre province, notre influence politique diminuer en proportion. La majorité, la grande majorité de nos nationaux, eut foi dans

notre vitalité, dans notre intelligence, dans notre courage, dans notre vigueur au travail Elle comprit cette grande vérité politique que nous ne pouvions pas, que nous ne devions pas être un obstacle au développement des destinées de la moitié d'un continent, qu'il fallait nous en reposer sur notre énergie, sur notre force, sur nos efforts pour tirer du nouvel ordre de choses le gage certain de notre conservation, et elle se rallia à la féconde idée d'une union fédérale des provinces sous la protection de la mère-patrie.

Il sera toujours à l'honneur des gouvernements conservateurs qui ont administré les affaires publiques de cette province depuis 1867, d'avoir su apprécier le vrai caractère national de la tâche qui leur incombait. Ils ont compris qu'ils devaient répondre aux grandes idées de progrès, aux fécondes aspirations qui ont eu cours dans la province depuis l'union. Refuser de sortir des limites restreintes du budget provincial des dépenses, telles que tracées, pour le début, par les auteurs de la confédération, sous le futile prétexte d'une économie mal entendue, c'eût été manquer à un devoir sacré, se montrer indigne de son rôle d'homme d'Etat, et comprimer l'élan vers la prospérité qui se manifestait avec énergie jusqu'aux extrémités de la province. Le parti conservateur, chargé de nos destinées, n'a pas commis cette faute capitale. Il a été à la hauteur de sa position, de sa responsabilité, de sa mission. La province voulait progresser ; il l'a secondé avec ardeur, mais avec prévoyance et avec discernement, dans son travail, dans ses constants et patriotiques efforts. Les gouvernements conservateurs, comme la province elle-même, ont compris qu'il nous fallait lutter d'énergie avec les autres membres de l'union, pour ne pas rétrograder et perdre graduellement la position influente et avancée que nous occupons. Rester stationnaires, pendant que les autres auraient marché rapidement, c'eût été se vouer à un isolement fatal dans un avenir prochain. Etre inactifs par crainte des responsabilités financières, lorsque partout, autour de nous, le travail et le capital, unis dans un même effort vers le progrès, eussent accompli des prodiges, c'eût été donner raison de nous accuser de ne rien vouloir faire pour contribuer au développement du pays dans lequel nous jouissons des plus grandes, des plus belles et des plus chères libertés.

Il entre dans les attributions des gouvernements de travailler à l'avancement national sous ses trois formes principales : le progrès matériel, le progrès intellectuel et le progrès moral des populations qu'ils régissent. La politique conservatrice dans cette province, comme dans les affaires

fédérales, depuis 1867, a toujours eu ce triple but. Les résultats qui en ont été la conséquence sont la plus victorieuse défense qu'il soit possible d'en faire contre les critiques de ceux qui paraissent croire que le bonheur parfait pour les peuples consiste dans l'inactivité, dans la stérilité, dans un manque presque absolu d'initiative.

SOMMES DÉPENSÉES POUR LA COLONISATION DEPUIS LA CONFÉDÉRATION.

Le gouvernement pouvait aider efficacement au progrès matériel de la province par trois moyens principaux : en favorisant la colonisation, l'agriculture et la construction des chemins de fer. Ce devoir impérieux, les ministères conservateurs l'ont rempli avec énergie, avec dévouement, avec persévérance, en dépit de tous les obstacles que des adversaires bien trop ambitieux s'ingéniaient à leur susciter.

En premier lieu, qu'a-t-on fait depuis, 1867, pour la colonisation, cette œuvre nationale par excellence? Voici le tableau des sommes dépensées pour ce service pendant les quinze années terminées le trente juin 1882 :

Année financière 1867-68.....	\$	9,671 27
“ “ 1868-69.....		66,398 07
“ “ 1869-70.....		223,844 31
“ “ 1870-71.....		173,481 10
“ “ 1871-72.....		153,393 57
“ “ 1872-73.....		129,291 31
“ “ 1873-74.....		131,741 81
“ “ 1874-75.....		129,426 53
“ “ 1875-76.....		63,369 56
“ “ 1876-77.....		48,000 00
“ “ 1877-78.....		68,000 00
“ “ 1878-79.....		38,000 00
“ “ 1879-80.....		33,927 54
“ “ 1880-81.....		57,997 25
“ “ 1881-82.....		82,240 00

En quinze ans un total de..... \$1,408,782 32

En ne tenant pas compte de l'année 1867-68, parce que peu a été fait pendant cette première année du nouveau régime, consacrée principalement à l'organisation du rouage administratif provincial, pendant les quatorze années du premier juillet 1868 au trente juin 1882,

on a dépensé, en chiffres ronds, la somme de \$1,400,000 pour la colonisation. C'est donc une moyenne annuelle de cent mille piastres.

Comme le crédit de la colonisation, dans la pensée des auteurs de la constitution nouvelle, ne devait pas dépasser \$50,000 par année, on a donc pu consacrer à cette fin cent pour cent de plus que l'évaluation primitive. Une année le crédit de la colonisation a même atteint le chiffre élevé de près de deux cent vingt quatre mille piastres. Si l'on me remarque que ce crédit a beaucoup diminué depuis 1874-75, je répons avec raison que c'est depuis cette année que la province a le plus généreusement contribué aux frais de construction des chemins de fer qui sont, après tout, les meilleurs chemins de colonisation.

Je dois attirer spécialement l'attention de cette Chambre et du public sur le fait que c'est pendant les deux années 1878-79 et 1879-80, pour lesquelles le gouvernement libéral de l'honorable député de Lotbinière est responsable, que le crédit de la colonisation a été le plus réduit. C'est de cette manière que ce ministère entendait le progrès matériel de la province.

SOMMES DÉPENSÉES POUR L'AGRICULTURE DEPUIS LA CONFÉDÉRATION.

Depuis 1867 nous avons consacré à l'avancement de l'agriculture les sommes suivantes :

Année financière 1867-68.....	\$ 48,679 30
“ “ 1868-69.....	54,173 00
“ “ 1869-70.....	49,863 00
“ “ 1870-71.....	59,748 79
“ “ 1871-72.....	59,645 90
“ “ 1872-73.....	53,248 00
“ “ 1873-74.....	61,352 15
“ “ 1874-75.....	56,880 74
“ “ 1875-76.....	52,742 25
“ “ 1876-77.....	74,744 15
“ “ 1877-78.....	60,010 02
“ “ 1878-79.....	64,587 03
“ “ 1879-80.....	66,332 30
“ “ 1880-81.....	86,889 90
“ “ 1881-82.....	97,767 90

En quinze ans un total de \$947,564 43

Nous avons ainsi dépensé, en moyenne annuelle, pour l'agriculture la somme de \$63,137. Il y a loin des quatre mille piastres auxquelles l'on croyait pouvoir limiter le crédit en faveur de l'agriculture dans les évaluations que l'on faisait du budget provincial des dépenses en 1864 et 1865.

LES SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER.

La grande politique du parti conservateur en faveur de la construction des chemins de fer a sans contredit été le plus puissant moyen du progrès matériel accompli par la province depuis l'établissement de la confédération. Les subventions totales votées aux chemins de fer, y comprise celle au chemin du nord, s'élèvent à une dizaine de millions de piastres, presque tout le montant de la dette réelle de la province. Qu'avons-nous en retour de cette dette de dix millions de piastres, patriotiquement et courageusement contractée pour subventionner les voies ferrées ? Lorsque toutes les lignes subventionnées seront construites, nous aurons un nouveau réseau de chemins de fer de plus de 1300 milles en longueur. Chaque mille de ce réseau, lorsqu'il sera complètement parachevé et pourvu de tout le matériel d'exploitation nécessaire pour un trafic se développant tous les ans, coûtera au moins \$30,000. La construction de 1300 milles de chemin aura donc exigé la dépense, dans notre province, de capitaux au montant énorme de 39 à 40 millions de piastres. Le trésor provincial n'aura, en fin de compte, contribué que 10 millions sur ce total d'une quarantaine de millions, c'est-à-dire vingt cinq pour cent. La moyenne de la subvention provinciale à ce réseau de 1300 milles de chemins de fer n'est que de \$7,692 le mille. Ce n'est pas là une contribution trop considérable pour l'immense source de richesse que l'on a assurée à la province en la dotant de toutes ces magnifiques voies de communication qui donnent partout une si forte impulsion à l'activité nationale.

Cette Chambre a décidé, l'année dernière, de continuer cette sage et vigoureuse politique des chemins de fer, en votant des concessions de terres d'une étendue totale de 5,829,000 acres à plusieurs compagnies. A part le chemin du lac St-Jean, long de 170 milles, auquel une concession de 5,000 acres par mille a été votée, le nouveau réseau dont la loi de la session dernière favorisera la construction, aura, une fois terminé, une longueur de 758 milles. Quand cette politique si nationale aura eu son entier développement et sa complète exécution, la province de Québec sera sillonnée en tous sens par plus de deux mille milles de

chemins de fer construits depuis la confédération. Toutes les parties de la province recueilleront les fruits abondants de cette grande œuvre de progrès matériel. Quel homme raisonnable voudrait nier que, lorsque l'on aura parachevé ces voies ferrées qui couvriront la rive sud du fleuve St-Laurent, depuis l'extrémité ouest de la province jusqu'à l'est de la Gaspésie, et qui, sur la rive nord, pénétreront jusqu'au fameux lac St. Jean et jusque dans les profondeurs des vallées des tributaires de la rivière des Outaouais, pour bifurquer, à un point donné de leur parcours, vers les vastes régions du Nord-Ouest, quel homme raisonnable, dis-je, voudrait nier que nous aurons réalisé un immense progrès, qui sera le moyen puissant de nouveaux et de plus grands développements ! Dans l'application de cette politique progressive, pas une partie de la province n'a été négligée.* La sollicitude des gouvernements conservateurs et des législatures qui les ont honoré de leur confiance, s'est étendue à toutes et les avantages qui en découleront seront ainsi partagés avec justice.

SOMMES DÉPENSÉES DEPUIS 1867 POUR L'ÉDUCATION.

Tout en travaillant avec énergie pour la prospérité matérielle, les gouvernements conservateurs n'ont pas oublié qu'ils devaient faire tous les efforts possibles en faveur du progrès intellectuel et moral de notre peuple. C'est en assurant aux générations qui grandissent les bienfaits de l'instruction, de la saine éducation, qu'un gouvernement peut le plus efficacement contribuer, dans les limites légitimes de ses attributions, de ses pouvoirs et de ses responsabilités, à l'avancement intellectuel et moral des populations qu'il régit.

Depuis 1867 jusqu'au trente juin dernier, le trésor public a déboursé pour l'instruction publique dans cette province, y compris les crédits en faveur des institutions littéraires, etc., le montant de \$4,910,493.52, près de cinq millions de piastres en chiffres ronds. La moyenne annuelle, pendant ces quinze années, est ainsi de \$327,366. On a donc dépassé de cent pour cent l'évaluation de la somme de \$165,900 qui, dans l'opinion des pères de la confédération, devait être consacrée à l'instruction publique et à l'encouragement des institutions littéraires.

SUBVENTIONS AUX INSTITUTIONS DE CHARITÉ DEPUIS 1867.

C'est un des grands devoirs des gouvernements de secourir les malheureux sans ressources qui sont frappés de maladies et d'infirmités. Il leur faut surtout pourvoir à la garde et au maintien des aliénés, et cela

pour la protection de la société et des familles qui ne doivent pas être exposées aux dangers que font courir les personnes privées de la raison.

Depuis 1867 jusqu'au trente juin dernier, la province a subventionné les institutions de charité, en y ajoutant les dépenses pour les asiles d'aliénés, au montant de \$3,230,096, ou une moyenne, pendant ces quinze années, de \$215,339. Lors de la discussion du projet d'union des provinces, on calculait que le crédit en faveur des institutions de charité et pour le maintien des aliénés ne dépasserait pas \$117,390. On a presque doublé le chiffre de cette évaluation.

J'ai donc raison d'affirmer que les gouvernements conservateurs qui se sont succédés au pouvoir depuis la confédération ont compris leur mission avec beaucoup d'intelligence et de jugement, et qu'ils l'ont remplie avec patriotisme, avec énergie et avec dévouement.

ERREUR DE COMPARER LES DÉPENSES DE 1867-68 AUX DÉPENSES DE 1881-82.

Tout l'effort de l'honorable chef de l'opposition, dans son discours sur le budget, a été dirigé à prouver que les dépenses de la province avaient pris des développements énormes, et à faire un tableau alarmant de notre situation financière. Il n'est pas surprenant qu'avec un semblable objet en vue, il soit tombé dans de graves erreurs et dans de grandes exagérations.

Cette Chambre a écouté l'honorable député de St. Hyacinthe répéter, pour prouver l'étendue de l'augmentation des dépenses, une comparaison que, comme tous mes collègues sans doute, j'ai souvent entendu faire par ceux qui critiquaient l'administration financière des ministères conservateurs de cette province. Il a mis en regard le montant des dépenses de l'exercice de 1867-68, soit \$1,183,238 et celui de l'exercice de 1881-82, soit \$2,919,653, et il s'est écrié : voilà une augmentation de \$1,736,415. Mais après avoir, par un ton alarmant, fait ressortir l'énormité de cette augmentation, il a senti lui-même la nécessité d'amoindrir la signification de la comparaison exagérée qu'il venait de donner. Quelques instants plus tard, il admettait qu'il était injuste de prendre comme base de comparaison de l'augmentation des dépenses la première année de la confédération, pour la raison bien simple qu'il a fallu un an pour organiser les départements et mettre la machine en mouvement. Cependant il ne manquera pas de partisans de l'honorable chef de l'opposition qui, dans les discussions publiques, s'empareront de son discours pour comparer les dépenses de 1881-82 à celles de 1867-68,

la première année de la confédération, afin de crier à l'extravagance en ayant bien le soin de ne point citer la partie du discours qui reconnaît l'injustice de cette comparaison. La distance entre la comparaison et l'admission de son injustice favorisera ces partisans, peu disposés à être rigoureusement véridiques dans l'usage qu'ils feront des chiffres.

Il m'incombe ainsi de prouver toute l'injustice de la comparaison que l'on fait, et que l'on continuera à faire, peut-être même dans cette enceinte, entre les dépenses de 1867-68 et celles de 1881-82.

Les dépenses de 1881-82 ont été de \$2,919,653.65. Nous avons déjà vu que dans ce montant sont comprises \$41,052.42 de dépenses extraordinaires, dont \$25,125.62 pour compléter et niveler les terrains des édifices des ministères et pour construire les fondations des nouveaux édifices du parlement, et \$15,926.80 pour déménagement, ameublement et installation aux nouveaux édifices publics. Il y a bien aussi les dépenses d'une nature spéciale comme celles des élections générales du deux décembre 1881, l'aide aux incendiés de Québec, la contribution aux édifices de l'exposition, à Montréal, le prêt aux Révérends Pères Trappistes, dont j'ai déjà parlé. Mais en ne tenant compte, pour le moment, que des dépenses extraordinaires dont je viens de donner les chiffres, les dépenses de l'exercice de 1881-82 se trouvent réduites à \$2,878,601.23. Mais prenons les chiffres tels qu'ils sont à la page neuf des comptes publics et faisons la même comparaison que l'honorable député de St. Hyacinthe.

Nous avons :

Dépenses de 1881-82.....	\$2,919,653.65
Dépenses de 1867-68.....	1,183,238.44

Augmentation.....\$1,736,415.21

Pour faire une comparaison raisonnable, je dirai même sensée, entre les dépenses de ces deux années, il faut déduire de celles de l'exercice de 1881-82, la somme payée pour l'intérêt, l'amortissement et les frais d'administration de la dette publique contractée pour subventionner et construire les chemins de fer. Il faut encore déduire les \$41,052.42 pour les dépenses extraordinaires que j'ai déjà expliquées. On a donc pour résultat de cette première opération ce qui suit :

Augmentation des dépenses de 1881-82 sur celles de 1867-68.....	\$1,736,415.21
Moins intérêt, amortissement et administration de la dette provinciale, et dépenses extraordinaires.....	869,578.46
Balance.....	\$ 866,836.75

Ces \$866,836.75, réparties sur les quinze années depuis la confédération, ne représentent qu'une augmentation moyenne annuelle de \$57,789.11. Tout homme juste devra admettre que c'est bien peu de chose pour une grande province, comptant une population de près d'un million et demi, et cela pendant une période ou une forte impulsion a, par les gouvernements conservateurs et par le peuple lui-même, été donnée à tous les intérêts généraux sous le contrôle de notre Législature locale.

Cependant nous n'avons qu'à examiner un instant cette augmentation de dépenses pour constater qu'elle a eu les causes les plus impérieuses au point de vue du progrès, les plus dignes de la plus chaleureuse approbation. Pour en convaincre l'honorable chef de l'opposition ainsi que ses amis dans cette enceinte et dans la province, il devrait me suffire de soumettre à leur sérieuse considération le tableau suivant des principaux chapitres des dépenses où l'augmentation que l'on reproche au parti conservateur a été le plus considérable.

Voici ce tableau comparatif entre les dépenses de certains services pendant ces deux années :

1881-82—Pour la colonisation . .	\$82,240.00	
1867-68— do do . .	9,671.27	
		Augmentation \$ 72,568.73
1881-82—Agriculture . . .	\$97,767.90	
1867-68— do . . .	48,679.30	
		Augmentation \$ 49,088.60
1881-82—Instruction Publique .	\$366,287.65	
1867-68— do do .	275,605.27	
		Augmentation \$ 90,682.38
1881-82—Charités	\$298,299.20	
1867-68— do	125,256.53	
		Augmentation \$173,042 67
1881-82—Justice	\$449,592.29	
1867-68— do	274,691.60	
		Augmentation \$174,900.69
1881-82—Cadastre	\$ 41,960.00	
1867-68— do , . . .	6,963.56	
		Augmentation \$ 34,996.44

A cette série d'augmentations je puis ajouter en

1881-82—Aide aux incendiés de Québec	\$ 10,000.00
1881-82—Prêt aux Révérends Pères Trappistes	\$ 10,000.00
Total	\$615,289.51

J'ai établi que l'augmentation réelle dans les dépenses du service ordinaire de la province, déduction faite de l'intérêt, de l'amortissement et des frais de gestion de la dette publique, est de \$866,836.75.

Déduisons maintenant le montant des augmentations pour les différents services que je viens d'énumérer, et nous avons le résultat qui suit :

Augmentation	\$866,836.75
Moins les augmentations énumérées plus haut.....	615,289.51

Balance de l'augmentation pour les fins du service ordinaire ou exclusivement gouvernemental..... \$251,547.24

Cette balance, répartie sur les quinze années de la période depuis 1867 jusqu'à 1882, ne donne qu'une moyenne annuelle d'augmentation de \$16,769.82. Assurément personne ne voudrait sérieusement prétendre que c'est une augmentation exorbitante

Je n'oublie pas que l'honorable chef de l'opposition n'a pas voulu faire plus qu'une comparaison générale entre les dépenses de 1867-68 et celles de 1881-82, tant il a compris l'injustice de ce rapprochement des chiffres de deux exercices financiers séparés par une longue période de quinze années, les circonstances et la situation étant si changées, et tant il a prévu la réponse victorieuse qu'il serait si facile de lui faire. C'est à ce sujet qu'il a prononcé les paroles suivantes :

“ Je prends l'année 1869 comme base de ma comparaison, vu qu'il serait injuste de prendre la 1^{re} année de la confédération, savoir 1867-68. En effet, ça pris un an avant d'organiser les départements et de mettre la machine en mouvement. De sorte que les dépenses de 1868 seraient trop faibles pour servir de point de comparaison. ”

L'honorable chef de l'opposition s'est donné un bien faible avantage d'argumentation en choisissant l'année 1869 comme base de comparaison. Examinons un instant ce qui en est et ce qu'il y gagne quant aux services dont j'ai comparé les frais pour les deux exercices de 1867-68 et de 1881-82.

Je fais le nouveau tableau qui suit :

1881-82—Colonisation	\$ 32,240.00	
1868-69— do	65,398.07	
	—	Augmentation \$ 15,941.93
1881-82—Agriculture	\$ 97,767.90	
1868-69— do	54,173.00	
	—	Augmentation \$ 43,594.90

1881-82— Instruction Publique .	\$366,287.65	
1868-69— do do .	272,415.25	
		Augmentation \$ 93,872.40
1881-82— Charités.	\$298,299.20	
1868-69— do	154,245.67	
		Augmentation \$144,053.53
1881-82— Justice	\$449,592.29	
1868-69— do	329,765.84	
		Augmentation \$119,826.45
1881-82— Cadastre	\$ 41,960.00	
1868-69— '	8,925.95	
		Augmentation \$ 33,034.05

Je puis encore ajouter, comme dans le tableau comparatif de 1867-68 et de 1881-82, pour ce dernier exercice :

Aide aux incendiés de Québec	\$ 10,000.00
Prêt aux Révérends Pères Trappistes	\$ 10,000.00
Total.	\$470,323.26

J'établis maintenant comme suit l'augmentation générale dans les dépenses de 1881-82 comparées à celles de 1868-69 :

Dépenses de 1881-82.....	\$2,919,653.65
Dépenses de 1868-69.....	1,325,238.67
Différence.....	\$1,594,414.98
Moins l'intérêt, l'amortissement et l'administration de la dette et les dépenses extraordinaires.....	869,578.46
Balance.. ..	\$724,836.52
Moins montant des augmentations des services que je viens de comparer.....	470,323.26
Balance.....	\$254,513.26

J'ai prouvé qu'entre les dépenses de l'année 1881-82, pour les fins du service ordinaire ou exclusivement gouvernemental, et celles de l'année 1867-68, il n'y a qu'une augmentation de \$251,547.34, ou une moyenne de \$16,769.82 pour les quinze années. En prenant, comme l'honorable chef de l'opposition, l'année 1868-69 comme base de com-

paraison, je constate que l'augmentation pour ce même service ordinaire ou exclusivement gouvernemental n'est que de \$254.513.26, ou une moyenne de \$18,179.52 pour les quatorze années.

Il n'y a donc qu'une bien légère différence entre ces deux bases de comparaison, et avec un peu plus de réflexion, l'honorable député de St. Hyacinthe aurait été obligé d'admettre que la seconde est pour le moins aussi injuste que la première. En effet, je prétends, avec la conviction de ne pas être sérieusement contredit, qu'il n'y a rien qui donne une idée plus exagérée, plus fausse de la situation des finances d'un pays, que ces comparaisons des chiffres des dépenses publiques à des années et des années d'intervalle, sans y ajouter les explications nécessaires pour bien faire comprendre combien tout a changé, tout s'est développé, tout a grandi, sous l'action bienfaisante et progressive de l'autorité gouvernementale, de l'exercice de la liberté, et d'une grande pensée politique.

Si vous comparez les budgets actuels des dépenses des grandes nations de l'Europe avec ce qu'ils étaient, il y a quinze, il y a vingt, trente ans, vous êtes étonnés des augmentations énormes que vous constatez. De un milliard six à sept cent millions de francs qu'il était en 1868 et 1869, le budget des dépenses ordinaires de la France est monté à près de trois milliards. Vers 1860, le budget d'Angleterre dépassait guère trois cent millions de piastres. Le voilà qui touche bientôt à quatre cent cinquante millions. Il les dépassera très probablement avant cinq ans. Les budgets de l'empire Allemand, de l'Autriche, de la Russie, de l'Italie, ont augmenté dans d'aussi grandes proportions. Sans doute que chacun de ces pays a dépensé bien des millions, depuis trente ans, pour la défense de son drapeau, de son territoire, de ses grands intérêts extérieurs. Mais il est aussi certain qu'une partie très considérable de l'augmentation de leurs dépenses annuelles a été causée par les nécessités d'un service public plus fortement constitué pour répondre aux besoins de peuples augmentant rapidement en nombre, en ressources, et en richesses agricoles, commerciales et industrielles. L'ère des chemins de fer a créé, dans tous les pays où l'on en a construit de vastes réseaux, l'ère des grands développements financiers, tant en dépenses qu'en recettes.

La même cause a produit le même effet dans notre province. Loin de s'en étonner et de s'en alarmer, il faut s'en réjouir, parce que nous avons l'assurance que, proportionnellement, nous progressons pour le moins autant que les autres pays.

Il y a donc, comme je viens de le prouver, entre l'année 1881-82 et l'année 1868-69, base de comparaison de l'honorable député de St Hyacinthe, une augmentation totale de \$470,323.26 dans les chapitres des dépenses pour la colonisation, l'agriculture, l'instruction publique, les institutions de charité, l'administration de la justice, le cadastre, y compris l'aide aux incendiés de Québec et le prêt aux Révérends Pères Trappistes. Pour un, et je suis convaincu que la grande majorité de cette Chambre et des électeurs de cette province sont de mon opinion, je vois dans cette augmentation les causes de la plus vive satisfaction. Je constate avec un véritable bonheur que, graduellement, depuis 1867, les ressources de notre trésor provincial ont permis à nos devanciers dans cette Chambre, comme elles nous permettent à nous-mêmes, de donner de plus en plus pour favoriser le progrès matériel, intellectuel et moral de notre peuple, la principale obligation de ses gouvernants et de ses députés. Nous avons dépensé beaucoup plus pour la colonisation, pour l'agriculture, pour l'instruction publique. Tout le monde doit en être pleinement satisfait et en féliciter les gouvernements qui ont appliqué cette patriotique et sage politique, ainsi que les députés qui ont eu le courage de braver les vaines criailleries pour l'appuyer de leur parole et de leur vote. Nous avons de plus en plus libéralement donné pour secourir les malheureux. Nous avons fait là des sacrifices d'argent pour soigner bien des misères humaines. Ne les regrettons pas, soyons en plutôt heureux, parce que ces grands actes de charité officielle, de charité publique, auront aussi leur récompense. Ne l'ont-ils pas déjà eue, ne la reçoivent-ils pas tous les jours, de celui qui en définitive règle toutes ces choses, par la prospérité, la paix, la liberté, l'ordre qui règnent dans notre pays?

L'honorable chef de l'opposition ne voit, lui, que des raisons de s'alarmer dans l'augmentation des dépenses. Un million sept cent trente-six mille piastres de plus en 1881-82 qu'en 1867-78, mais c'est affreux, s'écrie-t-il ! Et il se demande avec douleur : " quand nous arrêterons-nous dans cette voie funeste " ?

Regardant ce qui se fait partout autour de nous dans les autres provinces de la confédération canadienne, observant avec la plus sérieuse attention ce qui se passe chez nos voisins, en Europe, et même dans des pays à moitié barbares de l'Asie et de l'Afrique, je déclare que je ne puis, que je ne pourrai jamais croire que, pour notre province, ce soit marcher dans une " voie funeste " que de coloniser, de travailler au progrès de l'agriculture, de répandre aussi abondamment que possible

les bienfaits de l'instruction, de secourir les déshérités de la fortune, de la santé, des tendres et douces affections de famille. Je ne puis, je ne pourrai jamais croire que ce soit marcher dans une " voie funeste " que de construire des chemins de fer, que de favoriser l'échange des produits de la terre, du travail et du capital par l'amélioration et la multiplicité des voies de communication, l'échange des saines idées, des bons sentiments par les relations plus fréquentes et plus faciles entre citoyens. Je ne puis, je ne pourrai jamais croire que ce soit avancer aveuglément dans une " voie funeste " que de répandre généreusement la justice aux contribuables de la province. Non, non, ce n'est point là une " voie funeste " ; c'est, au contraire, la grande voie de la prospérité dans laquelle notre peuple, guidé par des hommes d'Etat éclairés, est résolument entré et de laquelle il ne sortira pas, il ne voudra pas sortir, quoiqu'en dise ceux qui paraissent prendre plaisir à le décourager dans son persévérant effort pour asseoir ses destinées sur des bases larges et solides !

Que l'honorable chef de l'opposition ait donc le courage de son opinion. Il prétend que les dépenses sont beaucoup trop considérables, que l'augmentation en a été bien trop rapide. Il veut qu'on les réduise. Il y a un moyen radical d'opérer cette réduction. Veut-il prendre la responsabilité de le proposer ? Il nous a donné comme base de comparaison les dépenses de 1868-69 avec celles de 1881-82 pour prouver l'extravagance de ces dernières. J'ai le droit de conclure, de son argumentation, qu'il est d'opinion qu'il est possible d'administrer les affaires de la province de Québec avec la somme qui a suffi en 1868-69 et qu'il faudrait revenir à ce chiffre en y ajoutant, je suppose, le montant de l'intérêt, de l'amortissement et de la gestion de la dette publique. Qu'il propose donc alors de réduire à ce qu'ils étaient en 1868-69, les crédits inscrits au budget de l'exercice de 1883-84, que le gouvernement nous demande de voter, pour la colonisation, l'agriculture, l'instruction publique, les institutions de charité. Qu'il soumette donc carrément sa politique à l'approbation de cette Chambre et du public dans des propositions précises, et il verra la réponse qui lui sera faite et par la majorité de la députation et par les électeurs eux-mêmes.

L'honorable chef de l'opposition s'étonne beaucoup de l'augmentation des dépenses de la législation et du gouvernement civil. Les dépenses de la législation, a-t-il dit, étaient de \$134,116.89 en 1869 ; elles se sont élevées à \$237,134.62 en 1881-82, une augmentation de \$103,017.73. Mais il n'a pas expliqué que les élections générales du

deux décembre 1881 ont, comme je l'ai déjà dit, coûté \$39,372.13, que cette somme est comprise dans le montant des dépenses de 1881-82, et qu'il n'y a pas eu d'élections générales dans le cours de l'exercice de 1868-69. L'augmentation est ainsi réduite à guère plus de soixante mille piastres. Il n'a pas expliqué non plus que le crédit de la législation, inscrit au budget de l'exercice de 1883-84, n'est que de \$145,755.00, accusant la modique augmentation de \$11,638.11 sur les dépenses de 1868-69.

Le gouvernement civil a coûté \$124,033.84 en 1868-69. L'année dernière il coûtait \$179,234.10. C'est une augmentation de \$55,200.26 en quatorze ans, ou une moyenne de \$3,942.87 par année. Pour une grande province en progrès, une augmentation annuelle moyenne, pendant une période de quatorze années, de moins de quatre mille piastres dans le coût du gouvernement civil, n'est certainement pas extraordinaire, encore moins extravagante. Il est certain aussi que le rouage administratif n'était pas encore complètement organisé pendant l'exercice de 1868-69, et qu'il a fallu en augmenter les ressorts pour lui permettre de répondre aux besoins croissants du service public. On a beau dire, on a beau crier au gaspillage, je reste convaincu que l'on ne pourrait pas réduire le personnel du gouvernement civil à ce qu'il était en 1868-69 sans nuire beaucoup à l'efficacité du service. C'est ce que reconnaîtra tout homme ayant quelques idées de ce que sont les grandes administrations. Les affaires de tous les ministères publics se sont bien développées depuis quatorze ans, et de toute nécessité il a fallu prendre les moyens de les expédier.

D'ailleurs, l'honorable chef de l'opposition doit savoir que les salaires, fixés, en 1867, au cours du temps, ont forcément subi la hausse produite dans ceux des institutions financières, du commerce, des exploitations industrielles par le grand mouvement de progrès qui s'est manifesté dans tout le pays après les trois premières années qui ont suivi l'union des provinces. Personne, que je sache, ne s'est, dans le temps, opposé à ce que l'on traita les employés publics avec la justice qui leur était due. Je rappellerai, par exemple, ce qui s'est passé au sujet des salaires des officiers de cette Chambre. La question de les réajuster tout en les augmentant était considérée. La Chambre était alors présidée par un homme bien connu de tous mes honorables collègues. On me permettra sans doute une digression à son sujet. Il m'a honoré depuis vingt ans de sa bienveillante et cordiale amitié. L'honorable M. Blanchet, député du district électoral de Lévis à

la Chambre des communes, a présidé les délibérations de cette Chambre pendant les deux premières législatures de cette province, pendant huit ans. Tous ceux qui ont siégé dans cette enceinte, pendant ces années, se rappellent avec quelle dignité, avec quelle impartialité et avec quelle habileté il a rempli les hautes et difficiles fonctions auxquelles il avait été deux fois appelé par la confiance et le vote unanime de ses collègues.

Il s'est préparé dans cette enceinte à accomplir avec le plus grand succès les mêmes devoirs sur un théâtre plus grand, celui de la Chambre des communes, qu'il a présidée pendant le dernier parlement du Canada, avec autant d'honneur pour ses compatriotes que pour lui-même. Je suis heureux de rappeler son souvenir à cette Chambre, et je suis certain d'être l'écho fidèle de l'opinion unanime de mes honorables collègues en disant que l'honorable M. Blanchet, mon ami personnel, mon ami intime, doit être compté au nombre de nos hommes politiques qui ont le plus honoré, par les qualités de l'intelligence et du cœur, la vie publique au Canada.

Si ma mémoire ne me fait pas défaut, c'est sous la présidence de l'honorable M. Blanchet que cette question de l'augmentation des salaires des officiers de l'Assemblée législative a été résolue. L'honorable député de Lotbinière ne l'a pas oublié. Autant que je me rappelle, à l'instant, ce fait qui date d'au moins une douzaine d'années, on croyait généralement qu'il était juste et opportun d'accorder un traitement additionnel aux officiers de cette Chambre. L'opposition ne désapprouva pas ce qui avait été fait en faveur d'employés assurément très habiles à accomplir les difficiles devoirs de leurs charges. L'honorable chef de l'opposition (M. Joly) ne voulut pas s'opposer à un acte auquel la Chambre acquiesçait avec beaucoup de plaisir. L'honorable député de Lotbinière, avec son cœur généreux, avait compris qu'il aurait été injuste de refuser à de bons et fidèles employés une rémunération additionnelle lorsque le prix de la vie augmentait considérablement par le progrès qui s'opérait dans toutes les branches du travail. Il n'hésitait pas à prendre sa part d'une responsabilité qui faisait honneur à ceux qui avaient le courage de vouloir la porter. Ces augmentations, autorisées, il y a plus de douze ans, du consentement je dirai unanime de tout le monde, ont nécessairement ajouté depuis au montant des dépenses de ce chapitre du service public, et l'honorable chef de l'opposition a mauvaise grâce d'en faire aujourd'hui un reproche au parti conservateur en comparant les frais de la législation et du gouvernement civil en 1881-82 avec ceux de 1868-69.

LES REVENUS DE 1867-68 ET DE 1881-82 COMPARÉS.

Ne tenir compte que des augmentations des dépenses dans le cours d'une période de plusieurs années, sans s'occuper des développements du revenu, ce n'est certainement pas le moyen de se bien renseigner sur la situation financière d'un pays. C'est pourtant la méthode employée par l'honorable chef de l'opposition, et voilà pourquoi il ne voit que des causes d'alarme là où il devrait cependant trouver tant de raisons de se réjouir avec les vrais amis de l'avancement de la province. Puisqu'il a omis de faire la comparaison entre les recettes des diverses sources de l'exercice de 1881-82 avec celles de l'exercice de 1867-68, je vais combler cette lacune si importante par le tableau suivant :

Revenu des terres de la Couronne :

1881-82	\$800,473.73	
1867-68	377,769.54	
	—————	Augmentation \$422,704.24

Licences :

1881-82	\$244,016.28	
1867-68	62,392.89	
	—————	Augmentation \$181,623.39

Timbres judiciaires et d'enregistrement :

1881-82	\$170,118.61	
1867-68	108,604.08	
	—————	Augmentation \$ 61,514.53
		Total. . . \$665,842.16

Ces trois sources ont seules donné en 1881-82 une augmentation de revenu de \$665,842.16. Le règlement de la question si difficile de la dette de l'ancienne province du Canada à diviser entre Ontario et Québec, par lequel le gouvernement fédéral s'est chargé de ces obligations, nous permet depuis 1873 de recevoir d'Ottawa le montant entier de la subvention qui nous est due en vertu de la constitution. A cela est venue s'ajouter la somme annuelle de \$25,000 que nous recevons du gouvernement de la province d'Ontario, pour l'intérêt du fonds des écoles élémentaires, somme qui sera augmentée par le compromis que l'honorable trésorier demande à cette Chambre l'autorisation de faire avec le gouvernement d'Ontario pour régler définitivement ce compte.

Le revenu de la province en 1881-82 et celui perçu en 1867-68 sont comme suit :

Revenu ordinaire en 1881-82.....	\$2,706,497.72
“ “ “ 1867-68.....	1,386,837.29

Augmentation y compris le revenu net du che-
min de fer du nord.....\$1,319,660.43

J'ai déduit du montant des recettes de 1881-82 les \$554,146.83 payées par la cité de Montréal au fonds d'emprunt municipal. En les comptant comme recette ordinaire de l'année, comme le fait l'honorable trésorier, l'augmentation du revenu de 1881-82 comparé à celui de 1867-68 est portée à \$1,873,807.26.

Le revenu de la province s'est donc développé dans d'aussi grandes proportions que les dépenses. Et j'ai démontré que le chiffre des dépenses était plus élevé en 1881-82 qu'en 1867-68 et en 1868-69, parce que l'augmentation du revenu avait permis à la Législature d'autoriser le gouvernement à employer beaucoup plus d'argent pour la colonisation, l'agriculture, les chemins de fer, la charité officielle.

Cette situation financière, que l'on dit si déplorable, est bientôt comprise et favorablement appréciée, lorsqu'on la juge à la lumière du bon sens, de la saine raison, des véritables principes économiques qui, en affaires, doivent être la règle de conduite des nations comme celle des individus.

LE REVENU DES BOIS ET FORÊTS ET DES TERRES N'EST PAS UNE DÉPENSE
DU CAPITAL.

Parlant du revenu des terres de la Couronne, qui a atteint l'année dernière la somme de plus de \$800,000, ce qui fait ressortir une augmentation considérable sur celui de l'année précédente, l'honorable chef de l'opposition a dit que nous ne devons pas nous réjouir de ce fait, parce que tout ce que nous recevons de cette source pour l'appliquer aux fins du service public, n'est en définitive qu'une dépense de notre capital. Je ne puis pas partager cette opinion. J'y ai réfléchi sérieusement, assez longtemps avant de l'avoir entendue répétée par l'honorable député de St. Hyacinthe. Elle a déjà été émise, notamment dans la Législature d'Ontario tout récemment. Je ne la trouve pas fondée. Il est assez curieux qu'à Ontario ce soit notre ami l'honorable chef de

l'opposition conservatrice qui exprime cette opinion que combat le gouvernement libéral de M. Mowat, tandis qu'ici c'est le chef de l'opposition libérale qui l'émet et que ce sont nous qui refusons d'en admettre la justesse.

Nos immenses ressources forestières sont sans doute une des principales richesses de la province. Mais elles ne le sont qu'à la condition d'être exploitées. L'exploitation de ces ressources forestières constitue une des principales branches de notre commerce, tant intérieur qu'extérieur. Depuis 1867 jusqu'à 1882 inclusivement, la province de Québec seule a exporté pour plus de \$180,000,000 de ses bois. Peut-on sérieusement prétendre que nous avons dépensé pour autant de notre capital national ? Evidemment non. Ce serait soutenir l'absurde.

Depuis 1867 jusqu'à 1882 inclusivement, le revenu des Bois et Forêts s'est élevé au montant de \$6,319,955.58, somme qui a été employée à payer les frais du gouvernement de la province. L'honorable chef de l'opposition nous dit que nous avons dépensé notre capital au montant de six millions trois cent mille piastres et plus. De mon côté j'affirme que non. En effet, supposons que l'on veuille conserver ce que l'on appelle notre capital, que faudrait-il faire ? Il faudrait tout simplement défendre l'exploitation de nos forêts, arrêter le commerce de bois. Il serait parfaitement inutile d'abolir les droits de coupe du bois, etc. Vous ne feriez que priver le trésor provincial d'un revenu considérable, mais votre capital s'en irait quand même. Vous feriez bien là l'affaire de ceux qui font le commerce de bois, mais vous ne feriez pas celle de la province, et nos ressources forestières n'en seraient pas moins exploitées, avec cette seule différence qu'elles le seraient probablement encore plus. Pour appliquer ce principe de la conservation de notre capital, il n'y a pas d'autre alternative que d'empêcher totalement le commerce de bois. Mais alors vous tueriez une des principales sources de la prospérité publique, vous ruineriez l'un des plus grands intérêts du pays, vous créeriez dans le mouvement commercial une perturbation qui aurait les effets les plus désastreux. A quoi serviraient ces ressources forestières le jour où, par une étrange et fatale pensée politique, on cesserait de les exploiter. Elles seraient bien un capital, si vous persistez à leur donner ce nom, mais elles ne seraient qu'un capital improductif, comme l'or qui reste enfoui dans les profondeurs de la terre. Un capital se dépense par une consommation improductive, il se détruit par une entreprise infructueuse, il se gaspille par l'incurie, la prodigalité, l'extravagance. Mais ce n'est pas dépenser son

capital que d'en faire un emploi reproductif ; ce n'est pas le détruire que de le faire reparaître dans de nouveaux produits avec l'addition de la valeur des profits légitimes qui lui sont dûs, et la rémunération du travail qui a concouru avec lui à l'œuvre de sa transformation. Ce n'est pas gaspiller son capital que de le consacrer à l'agriculture, au commerce, à l'industrie.

Nous vendons annuellement à l'étranger pour plusieurs millions de piastres des produits des forêts de la province. Nos bois s'en vont, mais les millions nous reviennent, sinon en argent, au moins en produits de toutes sortes nécessaires soit à la consommation, soit à l'industrie nationale. Nous échangeons les produits de nos forêts contre d'autres produits, et l'expérience est là pour prouver la donnée du bon sens que plus nous vendons, plus nous achetons, plus nous produisons, plus nous pouvons consommer. Ces cent quatre vingt millions de capital et plus, représentés depuis 1867, par l'exportation de nos bois, n'ont pas été détruits ; ils ont reparu dans les progrès réalisés dans l'industrie dans le commerce, dans l'agriculture, dans l'amélioration et le développement des voies de communication surtout par la construction des chemins de fer.

Il est absolument impossible de contester qu'il soit du plus grand intérêt national d'exploiter nos immenses ressources forestières, tout comme il l'est d'exploiter nos mines. En frappant cette exploitation de certains droits, nous ne faisons que demander à ceux qui la font une contribution comparativement modique de la valeur des bois qu'ils enlèvent à la forêt en faveur du trésor provincial qui en a besoin pour rencontrer les frais du gouvernement. Il n'est que rigoureusement juste que pour une partie la valeur des produits de nos forêts soit consacrée aux dépenses de l'administration de la chose publique. Je compare ces droits de coupe du bois aux droits régaliens dont on frappe l'exploitation des mines. Il serait assurément absurde de prétendre qu'on dépense un capital en exploitant une mine soit d'or, d'argent, de cuivre, de fer, de houille, etc. Naturellement, je ne parle pas du capital employé aux travaux, capital qui pourrait bien être détruit si l'exploitation était infructueuse, si elle était mal organisée et mal conduite. Je parle du produit de la mine elle-même, de l'or, de l'argent, du cuivre, du fer, de la houille que l'on en retire. Laissez ces produits sous terre, condamnez-voas, sous prétexte que vous ne voulez pas dépenser votre capital, à ne jamais vous en servir, et ils sont à l'instant sans valeur, parce que les choses n'ont de prix qu'en autant qu'elles sont employées à satisfaire les multiples besoins des populations.

Pour ne pas donner une fausse notion du mot capital, il importe, je crois, de remarquer que l'on en fait un usage par trop forcé en l'appliquant soit aux richesses forestières, soit aux richesses minières d'un pays. Ces richesses sont plutôt, à proprement parler, des ressources nationales que le capital et le travail rendent fécondes en les exploitant. Si on les considère comme un capital, on pourrait tout aussi bien, et par extension, appliquer ce mot aux forces productives de la terre dans la part qu'elles prennent à la végétation et au rendement de la semence qu'on lui confie. C'est en exploitant ces ressources minières et forestières que l'on fait rentrer la valeur de leurs produits, par l'usage, par l'échange ou par un emploi reproductif, dans la somme du capital du pays. Sans doute que l'on peut bien donner à ce mot capital la signification la plus étendue, sans violer l'un des principes fondamentaux d'une saine économie politique. Mais si, sortant de la signification qu'on lui prête généralement dans le langage des affaires, vous l'appliquez aux ressources forestières et minières, je dis que l'on peut aller encore beaucoup plus loin et prétendre que le capital national d'un pays se compose de l'ensemble des ressources naturelles et de la fécondité de son sol, de ses richesses accumulées, de la valeur de ses travaux d'amélioration, des facultés intellectuelles de sa population et des connaissances qu'elle a acquises et qu'elle applique dans toutes les branches de son industrie. C'est là tout le capital national, si vous voulez donner ce nom à tout ce qui participe à la grande œuvre de la production de ce qu'il faut à un peuple nombreux, actif, laborieux, intelligent et moral.

Nous avons retiré des Bois et Forêts, pour le trésor provincial, depuis 1867, plus de six millions de piastres. Mais il ne faut pas oublier que nous avons dépensé \$1.408,782.32 pour les chemins de colonisation et \$356,956.07 pour les arpentages. C'est un total de \$1,765,738.39. Ce prétendu capital de nos bois que nous avons dépensé, nous en avons ainsi fait l'emploi le plus utile et le plus reproductif en le consacrant à l'arpentage de notre domaine public et à la construction de chemins de fer qui sont le plus efficace moyen de favoriser la colonisation de nos terres incultes.

Je ne parle pas des sommes perçues pour la vente des terres, parce que je ne suppose pas que l'on pousse l'opinion erronée que je combats jusqu'au point de soutenir que c'est dépenser notre capital que de vendre nos terres incultes à des colons qui les défrichent et les mettent en valeur, ajoutant ainsi beaucoup au montant collectif de la richesse

nationale, qui ne comprend pas seulement les propriétés publiques mais aussi l'ensemble de ce que possèdent tous ceux qui composent la nation.

Je cède au désir de réfuter l'opinion de l'honorable député de St. Hyacinthe par les paroles d'un de ses amis politiques, l'honorable M. Wood, le trésorier de la province d'Ontario et membre du ministère libéral de l'honorable M. Mowat. Le onze janvier dernier, M. Wood traitait cette même question au cours de son exposé financier, et il disait :

“ Nous sommes obligés de temps à autre d'offrir en vente certaines parties de nos cantons forestiers ou pour parler plus correctement, d'offrir en vente le droit de couper sur paiement d'une rente foncière et de droits, le bois sur certaines parties de nos terres de la Couronne. Le résultat est que depuis quelques années les recettes du département des terres de la Couronne ont été très considérables. On a dit que sans le département des terres de la Couronne, sans les recettes de ce département, on ne pourrait pas continuer à administrer les affaires ordinaires de la province d'Ontario. On a dit que nous vivons à même le capital de la province et que nous l'épuisons. Je crois que les honorables membres se rappelleront que l'on a répété cet argument à chaque session. J'attirerai pendant quelques instants l'attention des honorables députés sur la vérité des faits. Je suppose, M. l'Orateur, que les principes que nous appliquons aux transactions privées, s'appliquent également bien, en règle générale, aux transactions publiques. Prenez, par exemple, un homme qui a une ferme. Il a \$3,000 à son crédit dans une banque, et il dépense ces \$3,000 à construire une maison et une grange. Il est vrai qu'il n'a plus son capital en argent, mais il vaut autant qu'auparavant. Il n'a fait que transférer son capital en argent de la banque à certaines améliorations nécessaires sur sa ferme. Prenez le cas d'un cultivateur dont la ferme est en partie défrichée, et qui, pour construire une grange, vend une partie boisée de sa ferme pour lui permettre de faire cette construction. Ce n'est que le transfert d'une richesse représentée par une partie boisée de sa terre aux améliorations permanentes nécessaires sur la partie défrichée de sa ferme. Nous avons, il est vrai, perçu des sommes très considérables par l'entremise du département des terres de la Couronne. Notre revenu de cette source s'est élevé à plusieurs millions sans aucun doute. Nous avons dépensé cet argent pour des améliorations nécessaires dans cette province, aussi nécessaires pour cette province que l'est la grange ou la maison pour le cultivateur. La valeur d'une institution publique est juste ce qu'il en coûterait pour la remplacer. Je prétends que nous n'avons pas une seule institution publique dans cette province que nous ne nous croirions pas obligés de remplacer si elle était incendiée ; par conséquent elle vaut exactement ce qu'elle coûterait à remplacer. C'est, en tant que la province y est concernée, une amélioration permanente nécessaire, et elle représente un capital permanent.

“ Pendant les onze années que l'administration Mowat a été au pouvoir, depuis l'année 1871, nous avons reçu du département des terres de la Couronne, la somme extraordinairement large de \$7,576,829, et nous avons dépensé pour édifices publics, y compris l'asile de Rockwood, et l'aide accordé pour la construction de prisons,

\$2,533,428 Pendant cette période nous avons dépensé pour travaux publics \$481,068 pour chemins de colonisation \$1,084,211, pour chemins de fer \$3,400,089, pour distribution d'excédent \$3,378,846 ou en tout, tandis que nous avons reçu du département des terres de la Couronne la somme—et, je l'admets, la somme très considérable—de \$7,576,829, nous avons dépensé pour des travaux publics et pour des améliorations permanentes et nécessaires dans cette province la large somme de \$10,877,642."

Cette partie de l'argumentation de l'honorable M. Wood me paraît évidente, et je ne vois pas comment l'honorable député de St. Hyacinthe pourrait répondre à son ami d'Ontario pour soutenir la thèse qu'il a formulée dans cette Chambre.

M. Wood met en regard de la somme reçue par la province d'Ontario de ses terres, \$7,576,829 le montant dépensé pour les améliorations publiques qu'il énumère, \$10,877,642 pour prouver que le prétendu capital pris à la forêt n'a pas été détruit mais bien employé de la manière la plus productive. Je puis faire la même comparaison et avec encore beaucoup plus d'avantage. Le gouvernement d'Ontario n'a consacré que \$3,400,089 aux chemins de fer ; nous en avons payé et voté dix millions en chiffres ronds, déduction faite du prix de vente du chemin de fer du nord, qui est le remboursement d'une partie considérable de nos déboursés à cette fin. Si à ces dix millions pour les chemins de fer j'ajoute \$1,408,782.32 dépensées pour la colonisation, \$697,659.44 pour édifices publics, j'atteint le montant de \$12, 106, 441, 76 dépensées pour des améliorations nécessaires et permanentes dans la province, contre un revenu total de \$6,319,955.58 des bois et forêts. La comparaison est incontestablement en notre faveur, et l'argument de l'honorable M. Wood se retourne avec force contre l'honorable député de St. Hyacinthe, dont l'opinion, je crois l'avoir surabondamment prouvé, ne soutient pas, sur ce point, une minute d'examen sérieux.

LES SOURCES DE REVENU DE LA PROVINCE.

Après cette longue étude du passé, des finances de la première période de la confédération, au point de vue de nos intérêts locaux, il est très important de bien juger quelles sont les perspectives, les chances et les espérances de l'avenir. La situation est-elle assez difficile pour que l'on ait raison d'appréhender, dans les années qui vont suivre, des dangers dans les opérations du trésor provincial causés par des découverts considérables ? Non, je ne le crois pas. Plus j'y réfléchis, plus je la considère froidement, plus je cherche à me rendre compte des

possibilités de l'avenir à la lumière de l'expérience du passé, plus est profonde ma conviction qu'il n'y a rien qui doive nous alarmer, qu'il ne faut que de la prudence, de l'énergie et du patriotisme, trois choses que l'on trouvera toujours dans le parti conservateur, pour que les résultats financiers des prochaines années, j'espère pour bien longtemps, soient des plus heureux et des plus encourageants.

Il importe en premier lieu de bien connaître l'étendue de nos obligations annuelles. Nous avons devant nous le budget des dépenses de l'exercice prochain, celui de 1883-84. Nous connaissons les déboursés des quinze exercices depuis la confédération, dont le dernier s'est terminé le trente juin 1882. Nous pouvons calculer avec une exactitude suffisante les frais de l'exercice en cours, celui de 1882-83. De tous ces chiffres, de tous ces faits, il est assez facile de conclure quel sera d'ici à plusieurs années le montant des obligations que nous aurons à remplir, y compris l'intérêt de l'emprunt à contracter pour payer la balance des subventions aux chemins de fer. A présent, comme je l'ai suggéré et comme je l'espère, que notre budget ordinaire ne sera plus chargé des dépenses du budget extraordinaire, dans mon humble opinion, nous pouvons évaluer la moyenne des dépenses annuelles du service ordinaire de la province, d'ici à quelques années, au montant de \$2,950,000. Quelques économies assez faciles à faire, et que le gouvernement, avec la bonne volonté que nous lui connaissons, fera sans doute, et une politique à la fois sage et énergique—c'est aussi la sienne—nous permettront aisément de rester dans ces limites, suffisantes pour satisfaire tous les besoins publics, assez restreintes pour que rien ne soit employé inutilement.

Quelles ressources avons-nous pour rencontrer ces obligations annuelles de \$2,950,000? J'en fais l'énumération comme suit. Nous avons en premier lieu la subvention fédérale autorisée par la charte constitutionnelle de 1867, plus l'intérêt des dépôts \$1,014,712,12. De la province d'Ontario pour l'intérêt du fonds des écoles élémentaires \$25,000. Nous pouvons évaluer le revenu moyen du département des terres de la Couronne à \$800,000. J'évalue celui des licences à \$275,000. Il est vrai que l'honorable trésorier ne l'évalue qu'à \$260,000 pour l'année 1883-84. Mais je fais une évaluation annuelle moyenne pour une période de plusieurs années, et on admettra que même en prenant pour point de départ les chiffres de celle de l'honorable trésorier pour l'année prochaine, je n'exagère certainement pas en la portant à \$275,000. En effet, le revenu des licences a une certaine élasticité.

il se développe avec le progrès matériel de la province, avec l'augmentation de la population. De \$62,392.89 qu'il était en 1867-68, il a atteint \$244,016.28 en 1881-82. L'honorable trésorier nous dit, dans ses prévisions budgétaires révisées des recettes pendant l'exercice de 1882-83, qu'il sera de \$255,000 et de \$260,000 l'année prochaine. Il y a donc progrès régulier dans le rendement de cette source de revenu. Le temps n'est peut-être pas éloigné où elle produira \$300,000 en chiffres ronds.

La grande politique fédérale se développe d'une manière vraiment étonnante et elle est couronnée d'un succès réellement prodigieux. Les vastes territoires du Nord-Ouest se peuplent avec rapidité. Dans cinq ans les provinces d'Ontario et de Québec, et de fait toutes les provinces de l'est, seront reliées à l'Ouest canadien par une immense ligne de chemin de fer passant au nord du lac Supérieur. Il se crée, et il continuera à se créer, entre les anciennes provinces et les nouvelles dont les ressources et la fertilité sont sans supérieures au monde, et entre ces dernières et l'Europe, un commerce qui augmente tous les ans. Nos cités de Québec et de Montréal, sous l'impulsion de cet échange croissant, rapide, actif, énorme de produits, feront sans aucun doute de grands progrès. Supposez, par exemple, qu'au prochain recensement, à la fin de la décade en cours, la population de Montréal et de sa banlieue soit de 250,000 âmes. Ce n'est certes pas une supposition exagérée, puisqu'elle était de 180,000 (Montréal et le district électoral de Hochelaga) en 1881, ayant augmenté de quarante-huit mille pendant la dernière décade. Supposez encore que la population de Québec et de sa banlieue, dans laquelle je comprendrai la ville de Lévis et le groupe de villages fluviaux de la rive sud depuis la rivière Chaudière jusqu'à l'est de la paroisse de St. Joseph, si nos marchands, nos capitalistes, nos industriels, nos hommes d'action, nos hommes publics, se donnent la main pour assurer à notre ville sa part légitime du commerce de l'Ouest, soit de 100,000 âmes en 1891. Nouvelle supposition qui n'est pas exagérée, puisque la population de Québec, de Lévis et des villages industriels voisins était d'environ 80,000 âmes lors du recensement de 1881. Ce n'est pas trop espérer que de voir cette population augmenter de vingt mille en dix ans, lorsque l'on connaît les moyens d'avancement qui seront sous peu à notre disposition, si nous voulons seulement nous donner la peine de les utiliser.

Un accroissement de population de 70,000 âmes ou de trente-neuf pour cent à Montréal et sa banlieue pendant la décade en cours, ce sera

certainement une augmentation d'au moins quarante pour cent dans le revenu des licences dans ce district de perception. Le montant perçu en 1881-82 à Montréal est de \$155,715.65, comme on peut le voir au tableau annexé aux comptes publics de cette année. Une augmentation de quarante pour cent représenterait \$62,286,26. Vingt mille âmes de plus à Québec et sa banlieue, ce serait un accroissement de vingt cinq pour cent, et une augmentation correspondante dans le revenu des licences. Dans le district de perception de Québec, le revenu des licences a été de \$35,433,26 en 1881-82. Vingt cinq pour cent de cette somme représenterait \$8,858,31 qui, ajoutées à l'augmentation de Montréal, formeraient un total de \$71,144,57. Je pourrais bien compter \$75,000 en chiffres ronds, parce que l'on sait que le développement de la richesse publique, et par conséquent de la consommation, stimulé par tous les moyens du progrès moderne, est proportionnellement plus rapide que celui de la population. Comme les cités de Québec et de Montréal ne sauraient beaucoup progresser sans que toute la province en éprouve les effets bienfaisants jusqu'à ses extrémités, je suis certainement dans les limites du possible en calculant que d'ici à 1891, l'année du prochain recensement, le revenu des licences peut s'accroître de \$80,000, et atteindre un total de \$330,000.

Je crois que la moyenne du revenu des timbres judiciaires et d'enregistrement, pendant la période prochaine de quelques années, s'élèvera à \$200,000.

Nous avons de la vente du chemin de fer du nord un revenu annuel certain de \$380,000, jusqu'à ce que le capital nous ait été payé et ait été appliqué au paiement d'une partie de la dette.

La taxe, ou plutôt les droits de licences imposés, l'année dernière, sur les corporations commerciales devront produire un revenu de \$125,000.

Nous pouvons calculer percevoir, d'ici à plusieurs années, en moyenne \$75,000 des sommes dues au fonds d'emprunt municipal.

J'évalue les petits revenus divers à un total de \$160,000.

Je fais l'addition suivante des revenus de ces différentes sources permanentes :

Subvention fédérale y compris l'intérêt des fonds de dépôts.....	\$1,014,712.12
De la province d'Ontario, intérêt du fonds des écoles élémentaires.....	25,000.00
Département des terres de la Couronne.....	800,000.00
Licences.....	275,000.00
Timbres.....	200,000.00
Intérêt du prix de vente du chemin de fer du nord	380,000.00
Corporations commerciales.....	125,000.00
Fonds d'emprunt municipal.....	75,000.00
Divers.....	160,000.00
Total.....	\$3,054,712.12

Nous aurions ainsi un excédent annuel de plus de \$100,000. Je sais, et je dois le remarquer, que le rendement de quelques-unes de ces sources de revenu est sujet aux fluctuations de hausse et de baisse, suivant le plus ou moins de prospérité dans le pays, le plus ou moins d'activité commerciale et industrielle. Le revenu du département des terres de la Couronne, par exemple, pourra tomber au-dessous de l'évaluation de \$800,000, si le commerce de bois subi une dépression, comme c'est dans l'ordre des choses très possibles et périodiques. Mais il pourra également la dépasser, dans les bonnes années d'exportation du bois, si l'on en juge par les opérations de l'année dernière et celles de l'exercice en cours. C'est à vrai dire la seule source de revenu dont le rendement puisse varier considérablement. Les licences, les timbres, les "divers," les droits sur les corporations commerciales ne sont pas susceptibles d'une baisse temporaire telle qu'elle puisse beaucoup changer le résultat des opérations financières d'un exercice. Quant à la subvention fédérale et aux intérêts que nous recevons pour les fonds de dépôts, tant à Ottawa qu'à Toronto, et pour le prix de vente du chemin de fer du nord, ils sont fixes.

Ainsi considérée à un point de vue d'ensemble, et avec une idée claire des obligations annuelles de la province et de ses revenus, la situation n'a donc rien d'alarmant. Elle pourrait être tendue, comme le disait l'honorable trésorier, si nous allions être frappés d'années de stagnation commerciale. Mais bien qu'il soit sage et opportun de les prévoir, pour en diminuer les effets et les inconvénients, il n'est pas à supposer qu'elles vont s'abattre sur nous et durer indéfiniment, surtout, lorsque par une vigoureuse politique progressive et nationale, tant à

Québec qu'à Ottawa, les gouvernements et le parti conservateurs font tous les efforts possibles pour les éviter.

Ces considérations m'amènent à examiner un instant cette question de la taxe sur les corporations commerciales. On conteste à cette Législature le droit de l'imposer. La cause est actuellement pendante devant les tribunaux. L'honorable chef de l'opposition a signalé ce fait pour prouver que l'on ne pouvait pas compter sur cette source de revenu pendant l'exercice en cours, et il en a, dans ses calculs, réduit l'évaluation de \$100,000. Il est vrai que l'on s'oppose au paiement de ces droits, mais la Chambre et le public regretteront que l'honorable député de St. Hyacinthe nous l'ait rappelé sur un ton trop de nature à encourager certaines puissantes corporations commerciales dans leur opposition à l'exécution de ce qui est incontestablement la loi de la province, au moins jusqu'à ce qu'elle ait été déclarée inconstitutionnelle par l'autorité compétente.

Après avoir consacré une vingtaine de millions de piastres à la construction des chemins de fer et autres travaux publics, attirant ainsi bien d'autres millions de capitaux dans la province, et cela pour le plus grand avantage, non-seulement des cultivateurs et des colons, mais plus immédiatement peut-être des personnes engagées dans le commerce, dans l'industrie, dans la finance, nous avons cru, l'année dernière, que le capital provincial ne nous refuserait pas une légère contribution au trésor public, pour nous aider à rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses obligatoires du service, et aussi pour nous assurer un excédent, chose toujours si utile comme garantie contre les années de diminution dans les revenus ordinaires. La contribution demandée a été fixée à une somme pourtant bien minime. Cependant la majorité de cette Chambre a été déçue dans son espérance. On refuse généralement de verser les quelques piastres mentionnées dans la loi avant que l'autorité judiciaire en consacre l'obligation.

L'honorable trésorier, qui connaît la constitution, s'appuyant aussi sur la haute opinion de plusieurs des avocats les mieux posés au barreau de cette province, n'entretient aucun doute que les tribunaux maintiendront la loi votée par cette Législature.

Il faut donc attendre le jugement qui, on l'espère, sera en faveur de la province représentée par son gouvernement. Il serait sérieusement à regretter que l'on nous refusât un droit que nous avons exercé avec tant d'égards pour ceux à qui l'on demandait de faire, de bonne grâce, un acte de patriotisme qui aurait sa récompense immédiate par la

confiance qu'il inspirerait dans la stabilité de nos institutions provinciales, et par le moyen qu'il aurait fourni au ministère et à cette Chambre de travailler avec encore plus d'efficacité au progrès général.

Nous ne nous attendions pas que les adversaires du parti conservateur laisseraient passer cette loi sans essayer, suivant leur ancienne tactique, à soulever, au moyen du cri des taxes, les passions contre une mesure à la fois prudente et modérée. Il est curieux comme souvent un parti politique n'apprend et n'oublie rien. N'avons-nous pas raison de demander à nos adversaires, les libéraux, à quoi leur ont servi, depuis trente, depuis quarante ans, ces appels incessants aux préjugés ? Qu'ont-ils gagné en ne cherchant le succès que dans l'exploitation du mauvais côté de la nature humaine ? A quoi ont-ils réussi en ne s'adressant toujours qu'aux instincts les plus déplorables, en ne travaillant, malheureusement avec trop de persévérance malgré leurs constants déboires, qu'à alarmer le corps électoral plutôt que de l'éclairer sérieusement et raisonnablement sur la nature et l'état des affaires publiques, sur ses devoirs sacrés tout autant que sur ses droits imprescriptibles ? Que leur ont valu ces efforts aussi tenaces qu'infructueux pour obtenir la confiance du peuple en lui prédisant la ruine, en lui montrant partout des abîmes, en lui faisant d'horribles tableaux de l'affreuse taxe, de la hideuse banqueroute, dont ils lui ont sans cesse répété qu'il était menacé, plutôt que de lui adresser des paroles d'espérance, plutôt que de lui dire qu'il pouvait avoir foi dans son intelligence, dans son courage, dans son énergie, et dans l'expérience et le patriotisme de ses gouvernants librement choisis ?

Voilà quarante ans qu'ils suivent cette tactique, et ils ont constamment été repoussés par ceux dont ils se sont vainement proclamés les protecteurs, les amis fidèles, les serviteurs dévoués. La cause, la grande cause, la cause permanente de leurs insuccès répétés, c'est que le bon sens populaire est bien rarement en défaut, surtout dans un pays où les idées de l'ordre garanti par la liberté et les sentiments conservateurs sont si puissants ; c'est que nos concitoyens, avec l'intelligence qui les distingue et le cœur qui les honore, préfèrent les hommes publics qui leur parlent le langage de la froide raison avec les chaleureux accents de la vérité et du patriotisme, à ceux qui croient mériter leur estime et gagner leur appui en troublant leur esprit par de ridicules fantômes et de feintes alarmes, par de prétendues anxiétés au sujet d'un avenir en réalité bien souriant. Le genre de lutte dont nos adversaires ne se rebutent pas malgré toutes les raisons qu'ils auraient de l'abandonner,

parce que, pour l'avenir comme pour le passé, il les voue à de continuelles défaites générales, peut bien leur obtenir, par-ci par-là, de temps à autre, une victoire partielle aussi trompeuse qu'éphémère. Mais il ne saurait faire remporter ces grands triomphes politiques qui durent parce qu'ils sont l'expression de la moyenne de l'opinion, sagement éclairée et patriotiquement manifestée, du corps électoral, qui, dans sa vue d'ensemble, sait s'élever bien au-dessus du niveau auquel ses flatteurs voudraient le tenir dans la plupart des cas pour l'égaler.

Le revenu que l'on espère prélever sur les corporations commerciales, si on le juge, comme on doit le faire, au point de vue du trésor provincial auquel il faut fournir des ressources, vu qu'on ne peut pas toujours lui demander sans jamais rien lui donner, ce revenu, dis-je, est juste dans son principe ; il serait productif dans son opération.

Il est juste dans son principe parce que, d'après le plus élémentaire bon sens, il convient que ceux qui profitent le plus directement des avantages qu'offrent les grandes améliorations publiques exécutées, en entier ou en partie, aux frais du trésor public, contribuent leur part aux recettes de ce même trésor.

Il serait productif dans son opération, parce qu'il aurait ce caractère d'élasticité si important dans les sources du revenu public d'un pays. Il suivrait le mouvement progressif de la province ; il augmenterait avec le développement du commerce, de l'industrie, des chemins de fer, des institutions financières. Comme il serait facile de le tenir aux taux fixés dans la loi, il deviendrait d'autant plus léger que ceux qui le paieraient feraient de plus grandes affaires. Voilà les raisons qui me font répéter que puisqu'il fallait, l'année dernière, créer une nouvelle source de revenu, le gouvernement et l'honorable trésorier ont bien fait de s'adresser aux corporations commerciales, et cette Législature a aussi bien rempli son devoir en donnant son approbation à cette bonne politique financière.

Que ceux qui ne peuvent se réconcilier à l'idée que les corporations commerciales contribuent au revenu de la province, étudient donc un peu ce qui existe aux Etats-Unis. Ils apprendront, peut-être avec étonnement, que la plupart des états de l'Union Américaine ont demandé aux corporations commerciales une des principales sources de leurs revenus. Je vais donner, sous ce rapport, la statistique la plus récente que nous ayons de plusieurs états.

La population du Massachusetts était de 1,783,086 âmes en 1880.

Le revenu perçu des corporations commerciales, pendant l'année terminée le 31 décembre 1880, s'est élevé à plus de \$4,250,000, tandis que la taxe directe sur la propriété n'a produit que \$1,494,990.00.

En 1880, le Connecticut n'avait qu'une population de 622,683 âmes. Son revenu, pendant l'année financière terminée le 30 novembre 1881, a été, avec une population plus de la moitié moindre, beaucoup plus considérable que la moitié de celui de la province de Québec, puisqu'il s'est élevé à \$1,722,160.01. Pendant cette année, les taxes payées par les corporations commerciales de l'état du Connecticut ont été comme suit :

Par les banques d'épargnes.....	\$163,697.89
Par les compagnies d'assurance mutuelles.....	396,332.70
“ “ “ de chemins de fer.....	383,045.64
Total.....	\$943,076.13

Ou plus de la moitié du revenu total de l'état.

La population de l'état du Michigan était, en 1880, de 1,634,096 âmes. Les recettes du trésor, de toutes sources, pendant l'exercice terminé le 30 septembre 1881, se sont élevées à \$2,607,288.07. La taxe directe sur la propriété a produit \$839,477.90, et les taxes sur les corporations commerciales \$750,089.29.

Il est intéressant de connaître quelle est la nature de ces taxes imposées par l'état du Michigan aux corporations commerciales. Prenons d'abord les voies ferrées. Le chemin de fer de Détroit, Grand Haven et Milwaukee paie un pour cent sur son capital payé ; le chemin de Erié et Kalamazoo $\frac{1}{2}$ pour cent. Toutes les autres compagnies constituées par des lois spéciales de la Législature de l'état paient $\frac{3}{4}$ pour cent sur le capital et les emprunts. Les compagnies constituées en vertu de la loi générale des chemins de fer, appelées "General law companies", sont obligées de verser au trésor de l'état deux pour cent de leurs recettes brutes si elles n'excèdent pas \$4,000 par mille, trois pour cent si ces recettes excèdent \$4,000 par mille.

La compagnie du Michigan Central a payé, en 1881, la somme de \$134,083.20. La compagnie appelée "Chicago et Grand-Tronc," cette ligne qui est le prolongement de celle du Grand-Tronc, de Détroit à Chicago, sur un montant de recettes brutes de \$896,000, a payé \$19,215.82.

Pendant l'exercice terminé le 30 septembre 1881, les compagnies de chemins de fer du Michigan ont payé au trésor de cet Etat la somme de \$622,133.52. La longueur de leurs chemins était de 3918 milles à la fin de 1880 ; disons 4,000 milles en y ajoutant la longueur des lignes qui ont pu être construites jusqu'au 30 septembre de l'année suivante. La moyenne payée par mille est de \$155.53. Comme on le voit, il y a bien loin des \$20 par mille imposées par cette Législature aux compagnies de chemins de fer que la province a si largement subventionnées.

L'état de Pensylvanie n'a pas de taxe directe sur la propriété immobilière. Aussi perçoit-il son revenu, qui s'élève à plusieurs millions de piastres, en très grande partie par des taxes sur les corporations commerciales.

Le revenu de l'état de New-York est bien considérable. Jusqu'à dernièrement la propriété en payait la plus grande partie. On a changé ce système injuste par une vigoureuse réforme financière, en dégrévant libéralement la propriété pour reporter une forte partie de l'impôt sur les corporations commerciales, afin de le répartir d'une manière plus équitable. Dans l'état de New-York, comme ici, on en a appelé à l'autorité judiciaire de la décision de la Législature. Dans son rapport des opérations terminées le 31 décembre 1880, le contrôleur des finances de l'état de New-York démontre la justice et l'importance de cette source de revenu que la Législature a créée par l'impôt sur les corporations commerciales. Il parle de l'opposition suscitée à la perception de cet impôt. Il évalue à \$2,000,000 le revenu annuel qu'il produira lorsque la loi sera en parfaite opération.

Tandis que le Massachusetts, avec une population de 1,783,086 âmes, demande plus de \$4,250,000 à ses corporations commerciales, le Connecticut, avec une population de 622,683, \$943,076.13, le Michigan, avec 1,634,096 âmes, \$750,089.29, New-York \$2,000,000, la Pensylvanie presque tout son revenu au montant de plusieurs millions, la province de Québec se contente de demander à ses corporations commerciales la modique contribution annuelle de \$125,000, et cela après avoir généreusement dépensé une vingtaine de millions pour favoriser le développement de leurs affaires en faisant la prospérité publique. On a donc bien tort de faire au parti conservateur et à la majorité de cette Chambre un grief injuste de l'adoption d'une législation financière aussi équitable dans son principe, et aussi douce dans son application, que celle votée à la session dernière.

L'AUGMENTATION DE NOS DÉPENSES COMPARÉE A CELLE D'ONTARIO,
ETC., ETC.

L'honorable chef de l'opposition a mis tant de persistance à faire ressortir l'augmentation des dépenses provinciales depuis 1867-68 et 1868-69, afin de se donner une apparence de raison dans les accusations qu'il porte contre les gouvernements conservateurs, qu'il est fort à propos de la comparer à celle qui s'est produite à Ontario et aussi à celles de plusieurs états de l'Union Américaine. On aura une nouvelle preuve que l'accroissement des frais de l'administration publique est la règle générale de tous les pays qui progressent, qui augmentent en richesses et en population. L'important, et c'est là la tâche des gouvernants, c'est que cet accroissement, par de judicieuses économies, par un contrôle aussi actif qu'intelligent, ne soit pas plus rapide que celui des besoins publics.

Déduction faite du montant payé pour l'intérêt, l'amortissement et la gestion de la dette publique, pour les travaux extraordinaires et le prêt aux Révérends Pères Trappistes, les dépenses de la province pendant l'exercice de 1881-82 ont été de \$2,040,175.19. Je les compare maintenant à celles de l'année financière 1868-69 :

Dépenses de 1881-82	\$2,040,175.19
Dépenses de 1868-69.....	1,325,238.67
Augmentation en 14 ans.....	\$714,936.52

Quelle a été l'augmentation des dépenses de la province d'Ontario depuis quinze ans ? La voici, déduction faite, comme pour notre province, des sommes des dépenses extraordinaires :

Dépenses ordinaires de 1882 (Ontario).....	\$2,430,885.53
Dépenses ordinaires de 1868 do	1,011,312.00
Augmentation en 15 ans.....	\$1,419,573.53

Les années financières à Ontario se terminent le 31 décembre.

Par les chiffres que je viens de donner, on voit que pendant la période de quatorze ans l'augmentation des dépenses du service ordinaire de la province de Québec n'a été que de 54 pour cent, tandis que celle des dépenses de la province d'Ontario, pendant quinze ans, une seule année de plus, a été de plus de 140 pour cent, 86 pour cent de plus que

dans notre province. Cependant la province d'Ontario n'a pas comme nous à payer pour deux Chambres ni pour les frais qu'entraîne l'usage de deux langues officielles. On sait de plus que chez nos voisins à l'ouest une forte partie des frais de l'administration de la justice est à la charge des municipalités.

Cette énorme augmentation de plus de 140 pour cent ou de \$1,419,573.53 dans les dépenses ordinaires de la province d'Ontario, a eu lieu, presque en totalité, depuis l'avènement au pouvoir des libéraux, les amis politiques de l'opposition dans cette Chambre. Le gouvernement vraiment conservateur de feu John Sandfield Macdonald, bien qu'il ait été appelé un gouvernement de coalition, avait administré les affaires de nos voisins avec tant d'économie, de prudence, de contrôle et d'intelligence que, depuis 1868 jusqu'à 1871, les dépenses annuelles n'avaient augmenté que de \$153,745. Elles étaient de \$1,165,057 en 1871, contre \$1,011,312 en 1868 ; une augmentation de guère plus de 15 pour cent. Le gouvernement libéral de l'honorable M. Mowat a porté, en une dizaine d'années de pouvoir, ces dépenses de \$1,165,057 qu'elles étaient en 1871, à \$2,430,885.53 en 1882 : une augmentation de \$1,265,828.

En comptant les dépenses que j'appelle extraordinaires, les frais de l'administration de la province d'Ontario ont été comme suit aux différentes époques que je viens de mentionner :

Dépenses totales de 1868.....	\$1,182,388 00	
Dépenses totales de 1871.....	1,816,866 00..	Augmentation. \$ 634,478 00
Dépenses totales de 1882.....	2,919,133 81..	Augmentation.. 1,102,267 81
Augmentation de 1882 sur 1868.....		
\$1,736,745 81		

Je ne vois certainement pas pourquoi notre province aurait à envier le sort d'Ontario, et, si l'on en juge par les résultats financiers de la politique des libéraux chez nos voisins, ce qu'elle aurait à espérer et à gagner en confiant le pouvoir aux adversaires du gouvernement.

Poussons cette comparaison jusqu'à quelques-uns des états de l'Union Américaine. Je pourrais facilement l'étendre à tous, mais ce serait consacrer trop du temps précieux de cette Chambre à une démonstration que les quelques chiffres que j'ai encore à donner rendront tout à fait convaincante.

Les dépenses de l'état de l'Ohio étaient de \$5,259,046 en 1871. Dix ans plus tard, en 1881, elles s'élevaient à \$6,740,543, une augmentation de \$1,481,497.

En 1871, l'état du Michigan dépensait \$1,274,364. En 1881, ses dépenses étaient de \$2,392,569, une augmentation de \$1,118,205, ou 88 pour cent moins une minime fraction. L'année suivante, 1882, elles s'élevaient à \$2,951,513.31, une augmentation de \$558,944.31 en une seule année, ou de près de 132 pour cent comparées à celles de 1871.

Si l'honorable chef de l'opposition et ses partisans dans cette Chambre refusent de croire que l'augmentation graduelle des dépenses soit la règle générale de tous les pays en progrès, je leur conseille de lire le discours de leur ami le trésorier d'Ontario, du 10 janvier dernier sur les finances. Ils y verront les efforts de l'honorable M. Wood pour prouver la proposition que j'affirme et pour excuser l'augmentation des dépenses de sa province pendant le règne du gouvernement libéral en s'appuyant sur le fait que les frais de l'administration de la chose publique augmentent partout. Il est allé chercher les preuves, que je viens de lui emprunter en partie, dans la république voisine, dans les cités et dans les municipalités de sa province. Il a établi, comme je pourrais si aisément le faire moi-même en prenant la statistique des dépenses de nos cités de Montréal, Québec, Trois-Rivières, etc., que l'administration municipale entraîne des frais toujours de plus en plus considérables par suite de l'accroissement de la population et du développement de la richesse générale. Il est réellement regrettable que pour combattre les idées erronées en finances que nos alarmistes sont si empressés d'émettre, et pour détruire les fausses notions qu'ils répandent dans le public dans le triste but d'un intérêt de parti, on soit obligé de consacrer le temps de cette Chambre à prouver une vérité pourtant bien élémentaire, une vérité de sens commun.

Je rendrai à l'honorable M. Wood le témoignage que dans les comparaisons qu'il a faites de l'augmentation des dépenses d'Ontario avec celles d'états, de cités et de municipalités, il a été plus juste que nos libéraux à l'égard de notre province. Voici ses paroles :

“ Je pourrais référer à la province de Québec, mais il y a dans la position de cette province des circonstances particulières qui rendraient peut-être injuste une semblable comparaison. Ils ont deux langues dans Québec, et les affaires de la province coûtent conséquemment plus chères à administrer en proportion que les nôtres.”

Et cette comparaison qu'il aurait cru injuste, il n'a point voulu la faire. Les adversaires du parti conservateur dans notre province sont moins scrupuleux, parce qu'il ne se passe peut-être pas de semaine sans qu'ils comparent, à notre désavantage, le plus souvent d'une manière très fausse, notre situation financière à celle d'Ontario, sans expliquer, bien entendu, la différence dans la position des deux provinces.

LA DETTE DE LA PROVINCE ET LES SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER
A L'ONTARIO ET A QUEBEC.

Pour prouver combien notre situation financière est inférieure à celle d'Ontario, nos adversaires ne cessent de répéter que nous avons une dette de plusieurs millions de piastres. Il est très facile de répondre d'une manière victorieuse à cet argument. L'honorable trésorier nous a donné, dans son habile exposé financier, les chiffres officiels de la dette provinciale, tant consolidée que flottante. Elle est en tout de \$18,590,192.30. De ce montant il faut déduire la créance du prix de vente du chemin de fer du nord, \$7,600,000 dont une partie a été reçue et dont le total est, par la loi, appliqué pour autant au fonds d'amortissement. La dette nette de la province est ainsi de \$10,990,192.30. Comme on le sait, cette dette a été presque en totalité créée pour subventionner le réseau de chemins de fer dont la province est si fière et qui lui est si avantageux. Le peuple a voulu que telle fut la politique de ses gouvernements provinciaux, et il l'a formellement déclaré à plusieurs reprises.

Comparons notre politique des chemins de fer à ce qui s'est fait à Ontario depuis 1867, et nous verrons encore que l'avantage, sagement et raisonnablement apprécié, est pour notre province.

Nous avons donné des subventions provinciales aux chemins de fer, y comprise celle au chemin du nord, au montant de dix millions de piastres en chiffres ronds. L'intérêt, l'amortissement et les frais d'administration de notre dette nous coûteront en 1883-84, d'après le crédit demandé pour ce service dans le budget de cet exercice, la somme de \$927,883.31. Par contre nous recevons pour l'intérêt du capital de la vente du chemin du nord la somme de \$380,000. Cette dernière déduite du montant que je viens de mentionner, il ressort que l'intérêt, l'amortissement et les frais d'administration de notre dette réelle seront, l'année prochaine, de \$547,883.31.

En dehors de l'initiative de cette Législature notre province a peu souscrit pour la construction des chemins de fer. Les subventions municipales en faveur des voies ferrées, pour la plupart au moyen de souscriptions au capital-actions des compagnies, n'ont pas dépassé \$4,395,000, dont à peine \$3,500,000 sont et seront payées.

Les choses se sont passées autrement à Ontario. Chez nous, c'est le gouvernement qui a de beaucoup le plus fait pour l'encouragement de la construction des chemins de fer ; à Ontario, ce sont les municipalités.

Au 30 juin 1881, les subventions provinciales d'Ontario, d'après la statistique des chemins de fer pour l'année 1881-82, déposée sur le bureau de la Chambre des Communes du Canada à la session dernière, ne dépassaient pas \$4,288,037.02. D'après le même document, les subventions ou souscriptions municipales à la même date étaient de \$7,970,744.37. Je puis fort bien évaluer aujourd'hui ces dernières à \$9,000,000 en chiffres ronds, parce que depuis 1881, les municipalités d'Ontario ont libéralement continué à encourager la construction des chemins de fer.

Je puis donc faire le tableau comparatif suivant entre les subventions et souscriptions en faveur des chemins de fer à Québec et à Ontario depuis 1867.

Province de Québec:

Subventions provinciales (en chiffres ronds).....	\$10,000.000
Souscriptions municipales qui sont et seront payées.	3,500.000
Total.....	\$13,500.000

Province d'Ontario :

Subventions provinciales (en chiffres ronds).....	\$4,288,037.02
Subventions et souscriptions municipales.....	9,000,000.00
Total.....	\$13,288,037.02

Comme on le voit il y a peu de différence dans les montants, mais il y en a une très importante dans la manière d'en payer les intérêts, et c'est la province de Québec qui a le bon côté de la question, qui a le beau rôle. Tandis que nous payons les \$547,883.31 d'intérêt, d'amortissement et de gestion de notre dette provinciale réelle à même nos revenus ordinaires, sans demander un seul sou de taxe directe à notre population, nos voisins d'Ontario sont obligés de se taxer directement, par leurs municipalités, au montant de \$540,000 par année pour payer l'intérêt et l'amortissement des dettes municipales créées en faveur des chemins de fer. Je compte cet intérêt à cinq pour cent avec un pour cent d'amortissement.

Nos municipalités dans la province de Québec ne doivent pas encore payer plus de \$180,000 pour l'intérêt et l'amortissement de leur dette pour subventions et souscriptions en faveur des compagnies de chemins

de fer. Par contre le capital souscrit par le gouvernement d'Ontario pour subventionner les voies ferrées cause une dépense annuelle pour l'intérêt et l'amortissement, à cinq pour cent pour le premier et un pour cent pour le second, de \$257,282.22.

Je fais la nouvelle comparaison qui suit :

PROVINCE DE QUÉBEC :

Intérêt, amortissement et frais d'administration—dette nette	\$547,883 31
Intérêt et amortissement—dettes municipales pour chemins de fer.....	180,000 00
Total.....	\$727,883 31

PROVINCE D'ONTARIO :

Intérêt et amortissement—capital-subventions aux chemins de fer....	\$257,282 22
Intérêt et amortissement—dettes municipales pour chemins de fer.....	540,000 00
Total.....	\$797,282 22

Il y a de notre côté une différence d'environ soixante-dix mille piastres dans les deux montants, mais il y a de plus en notre faveur ce très grand avantage, dans la nature des charges annuelles, que nous payons les trois quarts de l'intérêt et de l'amortissement de la dette, tant provinciale que municipale, créée pour les chemins de fer, à même nos revenus ordinaires, tandis qu'Ontario en paie les deux tiers, au moyen de la taxe directe sur la propriété immobilière. Si nos villes et nos municipalités que traverse le réseau de chemins de fer subventionnés par la province avaient voulu se taxer directement pour aider à la construction de ces lignes, le gouvernement aurait pu limiter à une somme bien moindre que celle de dix millions de piastres le montant des obligations qu'il aurait encourues en faveur des voies ferrées. Mais elles ne l'ont pas voulu, et elles ont constamment préféré donner instruction à leurs députés à cette Chambre d'appuyer plutôt la politique nationale de l'encouragement libéral, par le gouvernement, à la construction des chemins de fer, cet encouragement devant être réparti avec justice entre les diverses sections de la province. Cette politique a été la politique du peuple lui-même, et, quoiqu'en disent ceux qui veulent lui faire partager leur vaines et feintes frayeurs, il comprend parfaitement,

avec son intelligence, avec son grand bon sens, avec sa forte raison, qu'il est dans le cours naturel des choses de payer l'intérêt de ce que l'on a emprunté pour faire la prospérité de la province.

Qu'y a-t-il donc de si alarmant dans le fait que la province de Québec, avec une population de 1,359,027 âmes, d'après le recensement de 1881, et un revenu annuel moyen de \$3,000.000, ait cru pouvoir subventionner tout un réseau de chemins de fer au montant de \$10,000.000? La Nouvelle-Ecosse, avec une population de 440,572 âmes en 1881, et un revenu annuel d'environ \$550,000, avait bien subventionné ses chemins de fer au montant de \$1,849,420.59 au trente juin 1881. De son côté, le Nouveau-Brunswick, avec une population de 321,233 âmes en 1881, et un revenu annuel d'à peu près \$600.000, avait, à la même date, subventionné les siens pour la somme de \$2,183,000. En proportion de notre population et de nos ressources financières, nous n'avons pas fait plus pour nos chemins de fer que ces deux provinces, et il aurait été tout à fait déplorable si, dans le mouvement de progrès qui s'est fait depuis quinze ans dans la confédération, elles nous avaient devancés.

NOTRE DETTE PROVINCIALE COMPARÉE A CELLE DE PLUSIEURS ETATS
DE LA RÉPUBLIQUE VOISINE.

Une dette publique, contractée pour de grands travaux d'intérêt général, n'est pas un fardeau ni une cause d'appauvrissement pour un pays. C'est au contraire un des plus efficaces et des plus puissants moyens de développer ses ressources naturelles et d'augmenter sa richesse nationale. Nous en avons chez nous la plus forte preuve que nous puissions désirer dans le succès des grandes améliorations publiques que le gouvernement de l'ancienne province du Canada, et le gouvernement fédéral depuis l'union, ont exécutées avec une patriotique énergie. Voulez-vous aller en chercher d'autres preuves dans la république voisine qui, du moins sous le rapport de l'activité, de l'intelligence des affaires et du progrès matériel, nous offre tant de si bons exemples, vous en trouverez en abondance dans les livres de la statistique américaine. Presque tous les états de l'Union ont des dettes, et les plus riches, les plus prospères, sont au nombre des plus endettés. Cette Chambre me saura sans doute gré de lui donner quelques chiffres sur ce point :

Population en 1880.		Dette consolidée.	Dette flottante.
Etat d'Alabama	1,262,505..1 octobre	1882..\$ 9,154,300....	\$ 2,999,423
" d'Arkansas	802,525..1 octobre	1882.. 2,517,500....	2,554,992
" de la Californie.	864,694..1 juillet	1881.. 3,396,500.....	
" du Connecticut.	622,700..1 décembre	1882.. 4,680,600.....	
" de la Georgie....	1,542,180..1 octobre	1882.. 9,624,135.....	
" de la Louisiane.	939,046..1 janvier	1882.. 12,169,493....	3,959,000
" du Maine	648,936..1 janvier	1882.. 5,881,900....	2,521,657
" du Maryland....	934,943..1 octobre	1881.. 11,257,561.....	
" Massachusetts...	1,783,085..1 janvier	1883.. 32,511,681.....	
" Missouri.....	2,168,380..1 janvier	1881.. 16,259,000....	250,000
" New-Hampshire.	346,691..1 juin	1882.. 3,313,600....	73,757
" Carol. du Nord..	1,399,750..1 octobre	1881.. 16,960,045....	10,160,183
" la Pensylvanie..	4,282,891..1 décembre	1882.. 20,225,083....	880,719
" du Tennessee....	1,542,359..1 janvier	1882.. 20,206,300....	6,336,550
" de la Virginie..	1,512,565..1 décembre	1881.. 29,614,793....	2,037,560

Je ne donne que la statistique de quelques-uns des états dans ce tableau. En mettant le montant de la dette et le chiffre de la population de chacun de ces états en regard de ceux de notre province, on verra que nous subissons facilement une comparaison avantageuse. Le montant collectif des dettes consolidées de tous les états à la date de la statistique générale la plus récente était de \$245,119,060, et celui des dettes flottantes de \$33,045,542 : un total de \$278,164,584. Je ne parle pas de la dette fédérale de la république qui, au trente juin 1882, était encore de \$1,675,023,474.

LES DETTES DES COLONIES ANGLAISES DE L'AUSTRALIE.

L'édition du *Statesman's Year Book* de 1883 nous donne la statistique suivante des dettes des colonies anglaises de l'Australie. Cette Chambre me permettra sans doute de lui lire ces chiffres qui sont si instructifs au sujet de la politique de progrès de ces colonies.

Colonie.	Population au 31 décembre 1881.	Dettes au 31 décembre 1881.
Nouvelles-Galles du Sud.....	731,265.....	\$ 84,620,084
Nouvelle-Zélande.....	534,032.....	148,295,555
Queensland.....	226,968.....	56,225,750
Australie du Sud.....	286,324.....	55,984,000
Tasmania.....	118,923.....	10,015,000
Victoria.....	882,232.....	112,132,510
Australie Occidentale.....	32,359.....	2,550,000
Total.....	2,862,103	Total..... \$469,822,909

Ainsi avec une population de 2,862,103 âmes, en 1881, le groupe des colonies anglaises de l'Australie avait une dette collective de \$469,822,909. Qu'est donc le montant collectif de la dette de la confédération canadienne, tant fédérale que provinciale, comparé à celui des colonies de l'Australie? Au premier janvier 1883, il ne dépassait pas \$225,000,000 pour une population d'au moins 4,500,000 âmes, c'est à-dire qu'il est moins de la moitié pour une population plus de la moitié plus considérable. La dette collective du Canada n'est que de \$50 par tête de notre population, tandis que celles des colonies anglaises de l'Australie est de \$164 par tête de leur population. Leurs impôts sont quatre fois plus élevés que les nôtres, parce qu'avec une population qui dépasse guère les trois cinquièmes de celle du Canada, le revenu de ces colonies en 1881 a été de \$106,385,655. C'est au delà de deux fois et demie de plus que le revenu collectif, tant fédéral que provincial, de la confédération canadienne, parce que, si au revenu du gouvernement fédéral, pendant l'année 1881-82, on ajoute les recettes de tous les gouvernements provinciaux, déduction faite, bien entendu, des subventions aux provinces, on atteint à peine le montant de \$38,000,000.

Quand je constate que la Nouvelle-Zélande, avec une population de 534,032 âmes, a une dette de \$148,295,555, que la colonie de Queensland, avec une population de 226,968, en a une de \$56,225,750, et Victoria, avec une population de 882,232, une dette de \$112,132,510, et que je porte ces faits à la connaissance de l'honorable chef de l'opposition et de ses amis, je me demande s'ils auront encore le triste courage de soutenir sérieusement qu'il y a raison de s'alarmer parce que la province de Québec a une dette nette d'à peu près onze millions de piastres en sus de sa responsabilité dans les obligations du gouvernement fédéral?

Que l'on cesse donc ce déplorable système de toujours remplir l'air de craintes vagues, ridicules, absurdes. Que l'on cesse donc enfin d'ahurir le peuple avec ces extravagantes prédictions de ruine, de malheurs, de désastres. C'est inutile, parfaitement inutile, et après une pénible expérience de quarante années, les semeurs d'épouvantes qu'ils ne partagent pas et dont ils sont probablement les premiers à se rire, devraient, il me semble, le comprendre. Le bon sens populaire se révolte contre ces exagérations, et il sait en faire une sévère justice. Réussit-on à le surprendre un instant, comme en 1873, comme au premier mai 1878, il se recueille vite et il punit sans merci ceux qui se sont bercés de l'espoir de le tromper impunément.

Ces colonies de l'Australie, tant endettées, se sont-elles appauvries pour cela ? C'est tout le contraire qui est vrai. Et pourquoi ? Pour la raison bien simple que ces nombreux millions qu'elles ont empruntés, en en répartissant avec habileté la responsabilité sur plusieurs générations, qui profiteront des bienfaits de la vigoureuse politique de leurs ancêtres, elles les ont appliqués à de grands travaux d'utilité publique. Elles ont construit des chemins de fer, creusé des havres, des canaux et des bassins. Aussi leur commerce extérieur est-il comparativement énorme et augmente-t-il rapidement. De \$442,995,010 qu'était la valeur collective de leurs exportations et de leurs importations en 1876, elle était de \$509,551,115 en 1881 : une augmentation de \$66,556,105 en cinq ans. De 2,435,220 âmes qu'était leur population en 1876, elle s'élevait à 2,862,103 en 1881 : une augmentation de 426,883 en cinq ans, de 18½ pour cent pendant ces cinq ans ou de 37 pour cent pendant une décade.

Pourquoi les mêmes causes ne produiraient-elles pas les mêmes effets dans notre province ? Pourquoi les capitaux et le travail seraient-ils improductifs chez nous ? Pourquoi des voies de communication plus nombreuses, plus rapides, plus sûres, ne favoriseraient-elles pas le développement du commerce et de l'industrie en facilitant les échanges et en stimulant la production par les besoins nouveaux de la consommation ? Pourquoi les horizons intellectuels ne s'agrandiraient-ils pas par la circulation active des idées, par ce puissant moyen de civilisation, la presse,—lorsqu'elle est appliquée au bien—dont la vapeur transporte quotidiennement les journaux jusqu'aux extrémités de la province ? Pourquoi le courage public, l'énergie de la nation, l'esprit d'entreprise, l'amour du progrès, les sacrifices féconds, la confiance du peuple en lui-même, sa foi en ses destinées, les patriotiques efforts, les généreuses aspirations, les grands travaux seraient-ils plus stériles chez nous que dans les autres pays ? Pourquoi seraient-ils moins récompensés par le succès ici qu'ailleurs ? Oui, nous les avons déjà ces magnifiques résultats, et l'avenir nous en promet encore de plus complets, de plus encourageants. Il suffit d'ouvrir les yeux, de regarder autour de soi, d'observer ce qui se passe, pour s'en convaincre et s'en réjouir, et je n'hésite pas à dire que ceux qui ne les voient point sont des aveugles volontaires.

QUELLES SONT NOS DÉPENSES CONTRÔLABLES.

De tout ce que j'ai lu et entendu au sujet de nos finances provinciales, et notamment du discours de l'honorable chef de l'opposition sur le budget, je me suis convaincu que bien des personnes font gravement erreur quant au contrôle qui peut être exercé sur les dépenses de la province. On parle souvent de dépenses contrôlables et de dépenses non-trôlables. Ce sont deux termes dont il est facile d'abuser et au sujet desquels il est aisé de se faire de fausses notions.

Je dis que dans un sens toutes nos dépenses sont contrôlables et que dans un autre elles sont presque toutes non-trôlables. Elles sont contrôlables en ce sens qu'il est du devoir de l'Exécutif d'en surveiller l'emploi, de voir que les sommes que la Législature l'autorise à déboursier pour le service public soient mises à profit, qu'elles soient appliquées le plus utilement possible pour les fins auxquelles elles sont destinées. Pour la plupart des chapitres du budget des dépenses le contrôle du gouvernement, et je dirai même de cette Chambre, ne peut aller plus loin. C'est quant au montant à être payé pour tel ou tel service que ces dépenses échappent pour ainsi dire au contrôle, qu'elles ne sont point contrôlables. Je veux exprimer ma pensée aussi clairement que je la conçois. Je prendrai en premier lieu le chapitre des dépenses de la colonisation. Sans doute que nous, les députés du peuple, après les ministres, ses gouvernants directs, nous pouvons fixer le montant du crédit de la colonisation que ces derniers nous demandent au nom du représentant de la Couronne dont ils sont les conseillers responsables, et que nous, les députés, nous votons en exerçant l'un de nos droits parlementaires les plus sacrés. Mais tous ensemble nous ne pouvons pas opérer le prodige de faire autant pour la colonisation avec cinquante mille piastres qu'avec cent mille, avec dix mille qu'avec deux cent mille. Ce ne serait point à proprement parler contrôler les dépenses de la colonisation que de diminuer la somme destinée à ce service ; ce serait tout simplement le réduire, c'est-à-dire prendre la décision de faire moins de colonisation, comme décider d'en faire plus que d'augmenter le crédit. Que ce crédit soit de cent mille ou de vingt mille piastres, l'Exécutif est également obligé d'en faire, pour la colonisation, l'emploi le plus judicieux, le plus sage, le plus économique, le plus utile. C'est là qu'est le contrôle véritable. Raisonnablement, ce ne serait pas diminuer les dépenses, ce ne serait pas économiser que de réduire le crédit de la colonisation, comme ce ne serait pas réellement accroître les frais du

gouvernement que de l'augmenter. Le réduire c'est diminuer l'efficacité d'un des plus puissants moyens du progrès dans la province ; l'augmenter, c'est développer ce progrès.

Il en est de même pour le crédit de l'agriculture. Le gouvernement doit voir que la somme que la Chambre met à sa disposition pour travailler à l'avancement agricole soit judicieusement et économiquement employée. Mais la réduire ou l'augmenter, ce n'est pas à vrai dire la contrôler ; comme pour la colonisation, c'est adopter la politique de faire plus ou moins pour le progrès de l'agriculture.

C'est le même cas pour l'instruction publique. Il est toujours du devoir de l'Exécutif de contrôler l'emploi des crédits votés pour instruire la jeunesse, pour développer son intelligence et former son cœur, afin qu'ils ne soient pas en partie perdus. Le contrôle véritable ne saurait aller plus loin. Retrancher des crédits ou y ajouter, encore une fois, c'est vouloir faire plus ou moins pour la grande cause de l'éducation.

Je n'ai pas besoin de dire que mon argument s'applique encore avec plus de force au crédit pour l'intérêt, l'amortissement et les frais d'administration de la dette publique. Cette Législature peut bien décider d'emprunter plus ou moins pour les travaux d'intérêt général, mais quand elle a fait tel emprunt, elle ne saurait augmenter ou diminuer à son gré la charge annuelle qu'il entraîne.

L'honorable chef de l'opposition a choisi spécialement quatre chapitres de dépenses qu'il considère les plus contrôlables ; ce sont ceux de la législation, du gouvernement civil, de la justice, des charités et asiles. Son opinion est assez juste quant aux trois premiers de ces chapitres, bien que le contrôle ne doive pas aller, dans un but mal entendu d'économie, jusqu'au point de nuire à l'efficacité du service public ni à la bonne et vigoureuse administration de la justice. Mais quant au quatrième, il m'est impossible de partager l'opinion de l'honorable député de St. Hyacinthe. Dans le sens que j'ai indiqué, le crédit des charités et asiles n'est certainement pas contrôlable. C'est le devoir du gouvernement, pour la protection de la société, de pourvoir à la garde des aliénés, et c'est celui de cette Chambre de mettre à sa disposition, dans ce but, les sommes nécessaires. Il n'entre pas dans les attributions ni dans les limites du pouvoir du gouvernement de fixer quel nombre d'aliénés il y aura dans la province. C'est là l'œuvre de la Providence, et on serait bien en peine de dire comment un pouvoir humain pourrait

intervenir dans ses desseins. La tâche de l'Exécutif ne dépasse pas l'obligation qu'il a de contrôler l'emploi économique et utile de l'argent voté pour la garde et l'entretien des malheureux privés de la raison. Leur nombre échappe à son contrôle, et il est incontestablement dans l'impossibilité de le limiter.

Comment cette Chambre et le ministère peuvent-ils contrôler la dépense des subventions annuelles que nous donnons aux institutions de charité, autrement qu'en diminuant ces subventions. Les réduire, ce ne serait pas, à proprement parler, faire une économie, ce serait refuser aux vieillards, aux malades, aux infirmes et aux orphelins sans ressources une partie des secours que nous avons l'habitude de leur donner.

Je conclus donc que, dans un sens, peu de nos dépenses provinciales sont réellement contrôlables. On ne pourrait pas les diminuer sans nuire beaucoup à de grands intérêts publics, comme ceux, par exemple, de l'éducation, de l'agriculture et de la colonisation. Qu'il soit possible de faire dans notre budget certaines économies, je le crois, et je suis convaincu de la détermination et de la ferme volonté du gouvernement de les opérer. Mais que l'on puisse largement tailler dans ce budget, après tout si peu considérable puisqu'il n'atteint pas trois millions de piastres annuellement, sans nuire aux intérêts les plus vitaux et les plus essentiels de la province, c'est une chimère de le penser. J'ajouterai que c'est une grande faute que d'essayer de le faire croire au peuple, pour le préjuger contre les hommes qui ont la responsabilité d'administrer ses affaires avec intelligence et avec cet esprit de suite indispensable à tout bon système de gouvernement.

UNE AUTRE COMPARAISON AVEC ONTARIO.

Les adversaires du parti conservateur ont aussi la regrettable habitude de contraster notre situation financière avec celle de la province d'Ontario, et ils s'évertuent à prouver que la comparaison est tout à fait à notre désavantage. Ce contraste on se l'est souvent permis dans cette Chambre, on le répète très fréquemment dans la presse, on le fait à tout propos dans les discussions publiques. Le but de ces accusateurs injustes de notre province et de ces admirateurs outrés de notre voisine à l'ouest, est d'établir que nos affaires ont été bien plus mal administrées que celles d'Ontario. Pour l'atteindre, ils font notre situation financière, infiniment plus difficile, et celle d'Ontario beaucoup plus brillante que

l'une et l'autre ne le sont réellement. Tout peindre sous les couleurs les plus sombres chez nous, et sous les plus éclatantes chez nos voisins, voilà leur moyen d'induire notre peuple en erreur, en lui faisant croire, par le contraste de ces deux tableaux, aussi chargés l'un que l'autre, que nos finances ont été dilapidées. Ils ne se donnent pas même la peine d'étudier ce qui s'est fait et ce qui existe à Ontario. Frapper l'imagination de leurs auditeurs ou de leurs lecteurs, en leur jetant sans ordre, sans explications, je dirai même, souvent sans intelligence, les chiffres de millions, cela leur suffit, paraît-il. Plus il sera difficile de démêler les termes exacts de la comparaison qu'ils font, plus ils s'imaginent avoir réussi dans leur effort de dénigrement de leur province. Pour eux, les subventions provinciales aux chemins de fer sont choses bien extravagantes chez nous ; à Ontario elles sont très importantes et très louables. Ce grand travail que nous avons fait pour la prospérité de notre province, ils ne cessent de le condamner et de répéter que les résultats en sont ruineux, tandis qu'ils n'ont jamais trop d'admiration enthousiaste pour les mêmes choses accomplies chez nos voisins.

Je déplore, et je suis certain que cette Chambre le regrette aussi vivement que moi, ce système de toujours rabaisser notre province pour élever celles qui nous entourent. On est bien injuste à notre égard, parce que le plus souvent on n'a pas le moindre souci de la vérité dans ces exagérations. Il est donc de la plus haute importance de rassurer complètement notre population, et de lui prouver que sous le rapport de la situation financière, comme sous bien d'autres, nous n'avons rien à envier à nos concitoyens d'Ontario, bien que nous nous plaisions à reconnaître leur activité, leur esprit d'entreprise et leur intelligence des affaires, ainsi que les progrès qu'ils accomplissent avec tant d'énergie.

La province d'Ontario a comme la nôtre consacré plusieurs millions de piastres à la construction des chemins de fer et autres travaux publics. Ces déboursés, sans doute très productifs, n'en ont pas moins été une charge très considérable sur ses finances. C'est ainsi que ses dépenses pendant l'année 1882, tant ordinaires qu'extraordinaires, se sont élevées à \$2,919,133.81 si, comme on l'a fait pour une partie dans notre province, on les additionne. Pour rencontrer ces frais, le trésor d'Ontario n'a reçu que \$2,880,066. Il y aurait donc un déficit de \$39,100 dans les opérations de l'année, si on appliquait aux finances d'Ontario la manière dont nous avons trop longtemps préparé nos comptes annuels.

La période d'économie, de sage et prudente administration, d'épar-
gnes, a été, de l'aveu de tout le monde, celle du règne du ministère de
feu Sandfield Macdonald. Ce gouvernement transmettait, à la fin de
1871, à son successeur le ministère libéral de l'honorable M. Blake,
remplacé quelques mois plus tard par celui de l'honorable M. Mowat
qui a toujours été au pouvoir depuis, un excédent total de \$3,810,963.
Cet excédent était bien de l'argent, puisqu'il se composait de dépôts
dans les banques et de bons de la Puissance.

En 1882, onze ans après, à quel chiffre était réduit le magnifique
excédent de \$3,810,963 que l'habile gouvernement du regretté Sandfield
Macdonald avait transmis à ses successeurs ? Il n'était plus que de
\$1,599,483.85. Il se composait comme suit :

Dépôts.....	\$ 249,483.85
Bons, six pour cent du Canada.....	500,000.00
Dépôts spéciaux.....	850,000.00
Total.....	\$1,599,483.85

Je fais maintenant la soustraction suivante :

Excédent du gouvernement conservateur de feu Sand- field Macdonald, fin de 1871.....	\$3,810,963 00
Excédent du gouvernement de M. Mowat, fin de 1882..	1,599,483 85

Diminution en onze ans.... \$2,211,479 15

En onze ans, le gouvernement libéral a donc diminué l'excédent en
argent qu'il avait reçu de son prédécesseur de \$2,211,479,15, ou d'une
moyenne annuelle de \$201,043.56. Il y a donc eu en moyenne un
déficit réel de plus de deux cent mille piastres par année dans les opé-
rations financières de la province d'Ontario pendant la longue période
de onze ans. Voilà certes qui n'est pas brillant, et je ne vois pas ce qui
justifie l'enthousiasme de nos adversaires pour l'administration financière
de nos voisins à l'ouest.

On me dira peut-être que l'excédent de la province d'Ontario est beau-
coup plus considérable que je viens de le calculer. On s'autorisera des
chiffres du récent exposé financier de l'honorable M. Wood pour pré-
tendre qu'il est de \$4,825,586.87. Je tiens à la main ce discours de
M. Wood, et je suis enchanté de m'en servir pour prouver comment

l'habile trésorier d'Ontario s'y prend pour bâtir un excédent de près de cinq millions de piastres. Il compte tout simplement le capital des fonds de dépôts au gouvernement de la Puissance, au montant de \$2,801,047,37, et plusieurs autres sommes de l'actif provincial, telles que les suivantes : valeur de la part de la bibliothèque d'Ottawa, en vertu du jugement des arbitres \$105,541 ; la balance due au fonds d'emprunt municipal \$76,000 ; la balance due par l'institut des artisans de Toronto, \$7,661.79, et plusieurs autres. Par ce moyen, il obtient un total de \$5,253,023.06 duquel il déduit le passif de la province au montant de \$427,436.19, ce qui, prétend-t-il, lui laisse un excédent de \$4,825,586.87. Un seul instant de réflexion fait voir tout ce qu'il a d'ingénieusement faux dans cette manière d'établir l'excédent de la province d'Ontario. J'ai toujours compris que l'excédent budgétaire d'un pays était le surplus des recettes sur les dépenses de l'année. Je n'aurais jamais supposé que cet excédent se composât du surplus de l'actif sur le passif, ni que, d'après ce nouveau et étrange principe de finance, le déficit d'un gouvernement fût le surplus du passif sur l'actif. La science économique sera redevable de cette découverte à l'honorable M. Wood. Seulement, je ne crois pas qu'elle doive lui en être bien reconnaissante, parce que ce n'est certainement pas la perfectionner que d'ajouter de semblables erreurs à ses données encore trop peu certaines dans quelques cas.

Puisque les adversaires du gouvernement sont si grands admirateurs de la méthode financière de nos voisins d'Ontario, à cause des conséquences par trop éblouissantes que ces derniers savent en tirer, je prendrai la liberté de l'appliquer aux affaires de la province de Québec. Nous allons voir quels magnifiques résultats l'on obtient. Je suis certain que je vais causer une grande surprise à l'honorable chef de l'opposition et à ses amis. Ils me sauront sans doute gré de leur donner d'aussi bonnes raisons de revenir de leur vaine frayeur au sujet de notre position actuelle et de notre avenir, et de leur prouver que tout est brillant là où ils ne voient que les couleurs les plus sombres.

Suivant le fameux système de l'honorable trésorier d'Ontario, la province de Québec aurait l'excédent total qui suit :

* Capital de l'intérêt annuel des fonds de dépôts à Ottawa,	
et du fonds des écoles élémentaires à Toronto.....	\$1,610,000.00
Balance due au fonds d'emprunt municipal.....	1,700,000.00
Balance en banque le 30 juin 1882.....	379,172.78
Total.....	\$3,689,172.78

Voilà qui est splendide. Evidemment nos adversaires n'ont jamais supposé que la situation financière de la province fût aussi belle, aussi satisfaisante. Ils doivent être bien étonnés de constater que nous avons un excédent de plus de trois millions et demi.

Mais je continue l'application de la méthode financière de leur ami le trésorier d'Ontario. Toujours suivant cette méthode, l'actif de la province de Québec serait comme suit :

Capital du prix de vente du chemin du Nord.....	\$ 7,600,000
Fonds de dépôts à Ottawa et à Toronto.....	1,610,000
Balance due au fonds d'emprunt municipal.....	1,700,000
Divers placements.—Asile de Beauport,—Asile St-Jean de Dieu, etc.....	100,000
Balance en banques le 31 décembre 1882.....	474,275
Total.....	\$11,484,275

Mais c'est magnifique, et il n'en faut pas plus pour rassurer pleinement nos plus grands alarmistes.

Je continue. Le passif de la province, y comprises la balance des subventions à payer aux chemins de fer et la somme nécessaire pour terminer les édifices parlementaires à Québec, est de \$18,590,192.30. Déduction faite de notre actif qui, calculé d'après la méthode d'Ontario, est, comme je viens de l'établir, de \$11,484,265, la dette nette de notre province ne serait que de \$7,105,917.30

En présence de ces chiffres, l'honorable chef de l'opposition ne voudra pas, je l'espère, continuer à dire que nous sommes menacés d'une ruine financière. Il renierait ses amis d'Ontario, et nous connaissons assez l'admiration qu'il leur porte pour croire qu'il préférera reconnaître que, dans son effort pour prouver qu'il avait raison d'avoir de vives inquiétudes au sujet de l'avenir de notre province, il est tombé dans de grandes exagérations, plutôt que de les accuser d'appliquer un principe faux dans leur comptabilité.

Mais je maintiens que la méthode de nos voisins est erronée, et j'espère que l'on continuera sagement dans notre province à calculer nos excédents par les surplus des recettes sur les dépenses annuelles, et nos déficits, par les insuffisances de nos recettes comparées à nos dépenses.

LA QUESTION DE LA SUBVENTION FÉDÉRALE ADDITIONNELLE
OU LES " BETTER TERMS. "

J'ai maintenant à traiter une des plus importantes questions qui aient encore été soumises à la considération de cette Chambre. C'est celle des *Better terms* ou plutôt, pour traduire en français l'idée qu'expriment ces mots, l'augmentation de la subvention annuelle que notre province reçoit du gouvernement fédéral. C'est une question des plus sérieuses parce qu'elle est à la fois financière et politique. Je dois dire que depuis déjà assez longtemps, dans mes réflexions intimes sur la politique présente et future de notre pays, j'ai souvent pensé à cette question sans m'en dissimuler les difficultés. Je me suis graduellement formé une opinion que, dans cette favorable occasion qui m'est donnée de la faire connaître, j'exprimerai avec toute la franchise que j'ai mise dans ma longue étude de notre situation financière, et que je veux toujours apportée dans la discussion des intérêts publics.

J'ai vu avec plaisir le gouvernement faire un article de son programme de cette question d'une subvention fédérale additionnelle, et nous déclarer, par la bouche de l'honorable trésorier dans son discours du budget, qu'il l'a soumettrait à la favorable considération de cette Chambre, en lui proposant d'adopter une adresse à Son Excellence le Gouverneur Général en conseil demandant cette augmentation de la subvention, et donnant les raisons qui la justifieraient.

Dans son discours sur l'adresse, l'honorable chef de l'opposition nous a aussi parlé de cette question. Mais, dans mon opinion, il l'a placée sur un terrain tout à fait inacceptable, et il l'a appuyée de calculs que je n'hésite pas à déclarer absolument faux. Je dis tout de suite que je combattrais toute idée d'une subvention fédérale additionnelle, s'il s'agissait de solliciter une faveur spéciale pour notre province, ou de faire, comme l'honorable chef de l'opposition, un long plaidoyer pour prouver que nous sommes traités injustement dans la répartition des subventions du Canada aux provinces. Il faut se rappeler que cet édifice fédéral, aujourd'hui si riche et si magnifique, a été érigé particulièrement pour notre protection, nous la majorité française de la province de Québec, pour la sauvegarde de notre autonomie, pour la garantie de l'avenir de notre nationalité. Le jour où nous l'oublierions par imprudence pour soulever des débats dangereux, serait peut-être pour nous un jour de malheur. C'est du temps entièrement perdu que de

mettre en cause l'équilibre financier tel qu'établi dans la charte constitutionnelle, et tel que modifié subséquemment par la législation fédérale. Les chefs politiques, les hommes d'Etat qui représentaient le Bas-Canada à la grande convention de Québec avaient toute l'intelligence, tout le dévouement, tout le patriotisme, toute l'expérience et toute la fermeté nécessaires pour défendre notre cause et nous obtenir justice. C'est ce qu'ils ont fait, et la postérité, comme leurs contemporains, leur en sera reconnaissante. Les avantages financiers que la nouvelle constitution nous assurait ont été, et avec raison, trouvés pleinement satisfaisants par l'immense majorité des députés et du peuple du Bas-Canada. Les attaquer aujourd'hui, c'est provoquer à les défendre tous ceux qui les ont approuvés parce qu'ils les ont cru justes. Je ne serais certes pas le dernier à prendre part à cette défense, parce que je reste convaincu que ces avantages étaient aussi considérables que nous pouvions raisonnablement les espérer et qu'il était possible de les obtenir. Certaines modifications ont été faites depuis l'union aux subventions aux provinces telles que réglées par la charte constitutionnelle de 1867, mais elles ont toutes eu les meilleures des causes, les plus acceptables des raisons. S'il ne me fallait point pour cela retenir trop longtemps cette Chambre, je pourrais facilement faire cette défense victorieuse de chacun des actes législatifs fédéraux en vertu desquels ces modifications ont été faites. Assurément, on ne peut s'attendre que ceux, et je suis du nombre, qui ont approuvé la politique du gouvernement fédéral au sujet des subventions aux provinces, seraient disposés à se joindre à ceux qui, dans cette Chambre, voudraient s'autoriser de cette politique pour prouver que l'on a commis des injustices à notre égard, et pour en demander le redressement. Encore une fois, que l'on attaque ces modifications, et je n'hésiterai pas une seconde à les défendre avec la conviction de pouvoir établir qu'elles ont toutes eu pour principe une haute pensée de justice, une grande idée politique.

L'honorable chef de l'opposition nous a donné des colonnes de chiffres pour prouver que les petites provinces reçoivent beaucoup plus que nous proportionnellement aux sacrifices qu'elles ont faits en entrant dans l'union. Il nous a dit que le Haut et le Bas-Canada avaient, avant la confédération, un revenu des douanes et de l'accise de douze millions de piastres, que la proportion pour le Bas-Canada était d'à peu près cinq millions, que nous avons abandonné ce revenu au gouvernement fédéral lors de l'union, tandis que les provinces maritimes n'ont presque rien donné. C'est sur cet argument qu'il a appuyé

les colonnes de chiffres qu'il a lues. Mais l'argument étant lui-même appuyé sur une donnée fausse, rien de plus facile que de faire couler cet échafaudage de chiffres en en détruisant la base.

En premier lieu, l'assertion de l'honorable député de St. Hyacinthe que les provinces maritimes n'ont presque rien contribué aux recettes du gouvernement fédéral par le revenu des douanes et de l'accise qu'elles lui ont abandonné, n'est pas fondée. En 1863, le revenu total de la Nouvelle-Ecosse était de \$1,185,629 et celui du Nouveau-Brunswick de \$899,991. En 1864, le revenu de chacune de ces provinces avait augmenté de \$100,000. Il était collectivement de \$2,300,000 en chiffres ronds. Il devait atteindre \$2,500,000 en 1867. Les recettes des douanes et de l'accise comptaient certainement pour les trois quarts ou \$1,850,000 dans ce total de deux millions et demi. Proportionnellement à la population à cette époque ce n'était pas loin autant que le Bas-Canada.

Mais l'honorable chef de l'opposition oublie le point essentiel qu'il suffit de mentionner pour détruire toute son argumentation. Il n'a pas tenu, dans ses calculs et ses appréciations, le moindre compte du fait, pourtant de la plus haute importance, que les tarifs des provinces maritimes, avant la confédération, étaient beaucoup moins élevés que le nôtre. Voici quelle était la moyenne de ces tarifs :

	Moyenne.
L'ancienne province du Canada.....	20 pour cent
Nouvelle-Ecosse.....	10 " "
Nouveau-Brunswick.....	15 1/2 " "
Ile du Prince-Edouard.....	10 " "
Terreneuve (pas encore dans l'union).....	11 " "

Les trois provinces du Golfe qui forment aujourd'hui partie de la confédération avaient avant l'union les tarifs qui suffisaient aux besoins de leurs trésors. Aussi avaient-elles en 1863 des excédents, la Nouvelle-Ecosse de \$113,355, le Nouveau-Brunswick de \$15,378, et l'île du Prince-Edouard de \$25,666 avec le revenu total peu élevé de \$197,386. Mais lorsque nous leur demandions d'entrer avec nous dans une union fédérale, et que nous leur imposions notre tarif, il est de la dernière évidence que nous devons en justice leur donner dans les subventions fédérales les mêmes avantages que nous réclamions pour nous. Cela est absolument incontestable. A quoi servent alors tous les chiffres que l'honorable chef de l'opposition a péniblement entassés, et qu'il a

étalés avec complaisance à nos yeux avec l'apparente satisfaction d'un homme qui fait une démonstration péremptoire. La base est détruite et l'échafaudage s'effondre sur celui qui l'avait laborieusement élevé.

LES RÉSULTATS DU SYSTÈME FINANCIER DE LA CONFÉDÉRATION.

Pour appuyer les raisons que je croirai devoir donner en faveur d'une augmentation des subventions fédérales à toutes les provinces, il est très utile de se faire une idée juste du fonctionnement du système financier de la confédération canadienne depuis 1867. J'ai suivi avec le plus vif intérêt, pendant les quinze dernières années, les développements des opérations financières du Canada et de chacune des provinces de l'union. Je dis, sans craindre d'être sérieusement contredit, que le système financier de la confédération a eu d'immenses résultats que j'appellerai même prodigieux. Reportons-nous à l'époque de la discussion du projet de l'union. On se demandait, les uns avec confiance, les autres avec anxiété, si les ressources financières seraient suffisantes pour pourvoir aux besoins du gouvernement central et de tous ces gouvernements provinciaux que l'on organisait pour la protection des intérêts particuliers de chacune des provinces, et plus particulièrement des intérêts nationaux de la population française du Bas-Canada. N'est-il pas vrai que, comparés à ceux que les partisans les plus confiants dans le succès de la confédération attendaient, les résultats obtenus ont inimmensément dépassé les espérances des plus enthousiastes. Cette Chambre me permettra sans doute sur ce point quelques observations générales sur les finances fédérales.

Le revenu ordinaire du gouvernement fédéral, qui n'était que de \$13,687,928.49, en 1867-68, le premier exercice après l'union, s'est élevé, pendant l'année terminée le 30 juin 1882, à plus de \$33,300,000, somme à la quelle je pourrais encore ajouter les \$1,750,000 reçues pour la vente des terres publiques du Canada, ce qui forme un montant de plus de \$35,000,000. Bien que les impôts aient été diminués de \$1,500,000 à la dernière session du parlement fédéral, tout indique que le revenu du fonds consolidé fédéral, pendant l'exercice en cours, atteindra le montant d'à peu près \$35,000,000 et que celui de la vente des terres du Nord-Ouest sera pour le moins aussi élevé que l'année dernière, c'est-à-dire \$1,750,000. C'est donc pour l'année courante un revenu total de \$36,750,000. Avec les sources actuelles, le revenu fédéral dépasserait certainement \$40,000,000 dans quatre ans, sans le revenu des terres qui augmente très rapidement.

Un calcul des plus intéressants à faire c'est celui du montant des excédents des dernières années et de l'année courante. L'excédent de 1880-81 a été de \$4,132,743.12. Celui de l'exercice de 1881-82 est de plus de \$6,300,000 auquel il faut ajouter \$1,750,000 des terres publiques, formant un excédent total dans les opérations de l'année de \$8,050,000. L'excédent de l'exercice en cours sera d'au moins \$6,000,000 et de \$7,750,000 en y ajoutant le revenu des terres dans le Nord-Ouest. Nous avons donc le total suivant :

Excédent de 1880-81.....	\$4,132,743 12
Excédent de 1881-82.....	8,050,000 00
Excédent de 1882-83.....	7,750,000 00
Total.....	\$19,932,743 12

C'est donc en chiffres ronds un excédent total de vingt millions de piastres en trois ans. L'exercice de 1883-84 nous donnera certainement, en comptant le revenu des terres fédérales, un nouvel excédent de \$5,000,000, malgré la diminution des taxes qui aura lieu pendant la présente session et l'augmentation nécessaire, pour répondre aux besoins publics, des crédits de certains services, notamment celui des travaux publics imputables au compte du revenu. Ainsi en quatre ans nous aurons un excédent total de recettes sur les dépenses égal au montant de toute la subvention de vingt cinq millions de piastres accordée à la compagnie du chemin de fer du Pacifique par le parlement fédéral.

Les sept premiers exercices après l'union ont donné un excédent total de plus de \$10,000,000

Quelle est l'œuvre des quinze dernières années en travaux publics. Au trente juin 1881, nous avons dépensé pour le chemin de fer Intercolonial, le chemin du Pacifique, les canaux, l'achat et l'organisation du Nord-Ouest, la somme énorme de \$76,322,077.84. A ce montant on a ajouté plus de \$7,300,000 pendant l'année terminée le trente juin 1882. C'est un total de plus de \$83,622,000 en quinze ans. Ce sont là les dépenses imputables au compte du capital, pour me servir de l'expression des comptes publics officiels. En outre, il y a les travaux imputables au compte du revenu, c'est-à-dire dont les frais sont payés à mêmes les revenus ordinaires de l'année pendant laquelle ils sont encourus. Du premier juillet 1867 au trente juin 1881, le gouvernement fédéral a dépensé pour cette seconde catégorie de travaux la

somme de \$14,544,695. Il a dépensé à peu près \$1,500,000 pendant l'exercice de 1881-82, de sorte que c'est un total de plus de seize millions de piastres en quinze ans. Ces \$16,000,000 ajoutées aux \$83,622,000 pour les travaux imputables au compte du capital, donnent un grand total de \$99,622,000, ou de cent millions en chiffres ronds, montant qui sera porté à plus de \$112,000,000 par les sommes qui ont été et qui seront dépensées pour ces deux catégories de travaux publics pendant l'exercice en cours.

Une autre grande opération financière qui s'est graduellement accomplie avec succès depuis 1867, a été celle de la réduction du taux de l'intérêt de la dette publique du Canada. En 1867-68, la moyenne du taux de l'intérêt de la dette était de 5.21 pour cent ; en 1880-81, il était réduit à 3.87 pour cent. Il n'a pas dû dépassé 3.82 pour cent l'année dernière. Cette moyenne est celle du taux de l'intérêt de la dette totale. Si je prends maintenant le taux de l'intérêt de la dette nette, c'est-à-dire de la dette déduction faite de l'actif qui était de \$44,465,757.11 au 30 juin 1881 et qui rapportait une moyenne d'intérêt de 1.77 pour cent, je constate que la moyenne du taux de l'intérêt de la dette nette, qui était de 5.41 pour cent en 1867-68, était réduit à 4.47 pour cent en 1880-81. Il n'a pas dû être de plus de 4.40 en 1881-82.

Depuis le premier juillet 1867 jusqu'au 30 juin 1881, nous avons versé \$10,964,525.91 au fonds d'amortissement, et plus de \$12,250,000 en y ajoutant la somme versée en 1881-82,

Notre crédit sur le marché anglais et dans le monde entier est de beaucoup meilleur qu'il n'a jamais été. Nos bons sont cotés à une prime qui augmente toujours, et ils sont aujourd'hui à Londres à la tête de tous les effets publics des colonies de l'Angleterre.

On peut considérer comme certain que les excédents annuels, le produit de la vente des terres du Nord-Ouest, les millions déposés tous les ans dans les caisses d'épargnes du gouvernement, suffiront amplement à payer les dépenses que d'ici à quelques années nous avons à faire pour parachever les travaux imputables au compte du capital que nous avons entrepris. Nous n'aurons pas à emprunter sur les marchés européens, excepté pour racheter cette partie de la dette qui écherra en Angleterre le premier janvier et le 11 septembre 1885. Mais par l'opération financière que nous ferons pour le rachat de cette partie de la dette au montant de \$32,467,169.20, nous réaliserons une économie annuelle de plus de \$300,000 parce que nous emprunterons à 4 pour cent pour payer une dette qui porte 5 pour cent d'intérêt. Ce sera tout

simplement la conversion, au montant de plus de \$32,000,000, de notre dette publique de 5 à 4 pour cent d'intérêt. Compléter nos travaux publics imputables au compte du capital, sans emprunter, ce sera réellement réduire la dette de bien des millions, parce que nous sommes obligés de payer la subvention à la compagnie du chemin du Pacifique, de parachever le creusement et l'élargissement des canaux.

Quelles ne sont pas les brillantes perspectives de l'avenir ! Non seulement nous pouvons terminer ces grandes entreprises nationales sans emprunter, mais une fois cette œuvre accomplie,—et elle le sera dans cinq ou six ans—il nous restera les centaines de millions d'acres de terre du Nord-Ouest qui vaudront infiniment plus pour le gouvernement fédéral que tout le montant de la dette publique. Nous appliquerons, si nous le voulons, nos excédents annuels et le revenu de la vente de ces terres fertiles de l'ouest au paiement de cette dette que, je n'hésite pas à le dire, nous pourrions sans difficulté éteindre en une trentaines d'années. On aura dans un avenir prochain à décider ce qu'il y aura à faire. Devrons-nous consacrer nos excédents de ressources annuelles à l'extinction de la dette, ou bien les emploierons-nous à de nouveaux travaux d'utilité générale ? Le mieux sera peut-être de suivre l'exemple de la politique récente des Etats-Unis, et de partager ces excédents entre ces deux grands intérêts nationaux : le paiement de la dette et de nouvelles entreprises publiques. De cette manière les avantages et les obligations, les responsabilités et les profits seraient justement et également répartis entre la génération actuelle et les générations futures.

Nous savons déjà que dans notre province nous avons consacré aux chemins de fer et autres travaux publics, à la colonisation et à l'agriculture plus de \$21,000,000 en chiffres ronds depuis la confédération.

La province d'Ontario, sans compter ses subventions municipales en faveur des chemins de fer, a aussi dépensé \$10,877,642 pour des travaux d'utilité publique.

Je n'exagère pas en disant que les autres provinces ont dépensé au moins \$6,000,000 pour les chemins de fer et autres travaux.

Depuis quinze ans, nous avons donc non-seulement soldé les dépenses nécessaires du service public du gouvernement fédéral et des divers gouvernements provinciaux, non-seulement payé régulièrement l'intérêt des dettes, tant fédérale que provinciales, mais le système financier de la confédération a encore eu dans ses opérations les immenses et prodigieux résultats que je résume par les chiffres étonnants qui suivent :

Augmentation du revenu, y compris le montant du revenu de la vente
des terres dans le Nord-Ouest.....\$ 23,000,000

Excédents des 7 premiers exercices depuis l'union, plus de.....\$ 10,000,000

Excédents des quatre exercices de 1880-81, 1881-82, 1882-83 et 1883-
84, avec revenu des terres.....\$ 25,000,000

Travaux publics du gouvernement fédéral, imputables au compte du capital et au compte du revenu y com- pris ceux de l'exercice en cours, plus de.....	\$ 112,000,000
Travaux publics et chemins de fer, colonisation, agricul- ture de la province de Québec, plus de.....	\$ 21,000,000
Travaux publics d'Ontario.....	\$ 10,877,642
Travaux publics des autres provinces (approximatifs) ..	\$ 6,000,000
Total.....	\$149,877,642

Montant versé au fonds d'amortissement de la dette fédérale jusqu'au
30 juin 1882, plus de.....\$ 12,250,000

Montant versé au fonds d'amortissement de la dette de la province de
Québec jusqu'au 30 juin 1882.....\$433,094, 24

La moyenne du taux de l'intérêt de la dette nette fédérale réduite de 1 pour cent.

Nous avons fait tout cela sans demander un seul sou de taxe directe
au peuple.

Quand je puis prouver, comme je viens de le faire, que pendant la
première période du fonctionnement du régime fédéral le revenu public
du Canada s'est élevé de moins de \$14,000,000 en 1867-68 à près de
\$37,000,000 avec celui des terres pendant l'exercice en cours : une
augmentation de 164 pour cent : que pour les travaux publics fédéraux
et provinciaux nous avons pu dépenser l'énorme montant de cent cin-
quante millions de piastres ; qu'il a été en même temps possible de
verser près de \$13,000,000 aux caisses d'amortissement ; que les reve-

nus des deux grandes provinces d'Ontario et de Québec se sont élevés de guère plus d'un million et quart qu'ils étaient en 1867-68 à une moyenne de trois millions de piastres annuellement, et ceux des autres provinces dans des proportions considérables ; que la moyenne du taux de l'intérêt de la dette a diminué tous les ans et qu'il subira encore une baisse lorsqu'en 1885, nous convertirons une dette de plus de trente deux millions de piastres de 5 à 4 pour cent ; quand, dis-je, je fais cette preuve irréfutable, n'ai-je pas cent fois raison de répéter, en défiant la contradiction, que le système financier de la confédération a eu d'immenses résultats, un succès prodigieux. Quelques-uns craignaient qu'il s'écroulât, en semant des désastres, sous le poids du fardeau dont on le chargeait en 1867. On peut aujourd'hui juger avec une parfaite connaissance de cause combien ces appréhensions n'étaient pas fondées. Cet équilibre financier, bien loin de se rompre, s'est maintenu ferme, solide et inébranlable. Ce système s'est énormément développé et il a prouvé, par de longues années des plus heureuses épreuves, combien il était élastique, fécond et fortement constitué. Le pays en doit donc une vive et éternelle reconnaissance aux hommes d'Etat si éclairés qui l'ont élaboré dans la magnifique constitution libre dont nous jouissons, et la province de Québec particulièrement à Sir Georges Etienne Cartier, à Sir Etienne Pascal Taché, à Sir Hector L. Langevin et à leurs collègues de la province dans la convention de Québec, pour la large part, je dirai la part prépondérante qu'ils ont prise à ce patriotique et intelligent travail.

LES " BETTER TERMS. "

C'est à la lumière éclatante des grands faits financiers que je viens d'énumérer, avec un véritable enthousiasme que cette Chambre a partagé, que je veux maintenant étudier cette importante question politique de l'augmentation des subventions fédérales aux provinces. Dans mes sérieuses méditations sur ce sujet, depuis déjà quelques années, j'ai constamment placé la question sur un tout autre terrain que celui choisi par l'honorable chef de l'opposition. Un seul instant de réflexion a réussi à me convaincre que dans l'intérêt même de notre autonomie de notre nationalité, du maintien du régime fédéral, nous ne pouvions pas, que nous ne devons pas vouloir, une mesure partielle en notre faveur. J'ai voulu m'élever à des considérations plus hautes et plus générales que celles d'une idée politique limitée aux exigences de notre

Province, et qui, si on tentait de la traduire dans la pratique, provoquerait assurément des difficultés que nous avons les plus grands intérêts du monde à éviter. Je me suis dit que la mesure devrait s'étendre à toutes les provinces de la confédération. Je me suis demandé si, après l'expérience acquise, depuis 1867, de la fécondité et de la puissance du système financier de la confédération, le temps n'était pas arrivé, ou au moins très proche, de reconsidérer, pour l'avantage du Canada, autant que pour celui de chacune des provinces en particulier, le principe des subventions fédérales à ces provinces, afin de lui donner une plus grande application.

Lorsque dans la convention de Québec on a conçu ce plan de faire participer les gouvernements provinciaux au revenu du gouvernement fédéral au moyen des subventions annuelles que le dernier paierait aux premiers, on a eu une idée lumineuse. Et je le dis à la gloire du parti conservateur et de ceux qui le dirigeaient, c'est à nos chefs que nous devons cette idée lumineuse. La convention de Québec, on s'en rappelle, se composait des deux éléments conservateur et libéral. La confédération a été faite par un gouvernement de coalition, et c'est peut-être la seule véritable coalition constitutionnelle que nous ayons eue dans toute notre histoire parlementaire. Je crois cependant qu'il serait plus exact, plus historiquement vrai, de dire que la confédération a été commencée par un gouvernement de coalition, mais terminée par un ministère conservateur. En effet, l'on sait que feu l'honorable Georges Brown, le chef des libéraux coalitionnistes, abandonnait ses collègues en 1866, et leur laissait la tâche de compléter l'œuvre qu'ils avaient entreprise avec son concours, pour recommencer, mais sans succès, la rude opposition qu'il leur avait faite pendant tant d'années.

Le parti conservateur de l'ancienne province unie du Canada avait pour principaux chefs dans la convention de Québec Sir Georges Etienne Cartier, Sir John A. Macdonald, Sir Etienne Pascal Taché, Sir Hector L. Langevin, l'hon. J. C. Chapais, et la fraction du parti libéral qui avait accepté la coalition avec le projet d'une union fédérale des provinces, avait pour chef l'honorable Georges Brown.

Lorsque la convention eut à décider quelles ressources financières elle donnerait aux provinces pour maintenir leurs gouvernements, deux courants d'opinion, deux ordres d'idées furent en présence. Les chefs conservateurs, ceux de Québec surtout, Sir Georges E. Cartier, Sir Hector L. Langevin, etc., se prononcèrent en faveur du système des subventions fédérales aux gouvernements provinciaux, et l'honorable

Georges Brown et ses amis en faveur de la taxe directe pour maintenir les institutions locales. Il semble que de tout temps les libéraux ont eu une affection particulière pour la taxe directe. Feu l'honorable M. Holton s'évertuait à en prouver les avantages en 1863, lorsqu'il était ministre des finances, et il disait qu'il fallait y accoutumer le peuple. En 1864, c'était l'honorable Georges Brown, qui tout en voulant que l'union de l'Amérique Britannique du Nord fût fédérale, luttait pour que les gouvernements provinciaux trouvassent le revenu nécessaire au paiement de leurs dépenses dans la ressource de la taxe directe.

L'honorable M. Brown exprimait encore la même opinion avec force dans l'Assemblée législative de l'ancien Canada, dans cette même enceinte, le huit février 1865, au cours de la discussion si intéressante sur le projet d'union. Je lis ses paroles dans le compte-rendu des débats de la confédération. Il disait :

“ Cependant, M. l'Orateur, bien qu'il soit vrai que les affaires locales seront séparées et les dépenses locales supportées par les gouvernements locaux, nous avons fait exception au principe en établissant une subvention de 80 centins par tête qui sera prise du trésor fédéral et accordée aux gouvernements locaux pour les fins locales ; JE NE CRAINS PAS D'ADMETTRE NÉANMOINS que j'eusse même aimé qu'il en fut autrement. J'espère ne pas commettre d'indiscrétion en disant que J'AI ÉTÉ DANS LA CONFÉRENCE L'UN DES AVOCATS LES PLUS ARDENTS A VOULOIR QUE LES GOUVERNEMENTS LOCAUX FISSENT FACE A TOUTES LEURS DÉPENSES AU MOYEN DE LA TAXE DIRECTE ET MON OPINION FUT PARTAGÉE PAR DES LIBÉRAUX DE TOUTES LES PROVINCES. Une seule difficulté s'opposait néanmoins à l'exécution de notre projet, difficulté qui a fait échouer bien des choses en ce monde, c'était l'impossibilité de la chose. Nous ne pûmes faire triompher nos idées dans la conférence pas plus que nous l'aurions pu dans les législatures provinciales. Nos amis du Bas-Canada ont surtout une horreur profonde de la taxe directe, et je ne crains pas de dire que si le projet de confédération l'eût décrétée, mes honorables amis de la gauche eussent eu de bien plus belles chances de lui faire de l'opposition qu'ils n'en ont aujourd'hui. Cette répugnance n'a pas été partagée seulement par le Bas-Canada, car toutes les provinces du golfe l'éprouvaient aussi. La raison de tout cela vient de ce que ces dernières provinces n'ont pas un système municipal organisé comme celui du Haut-Canada, lequel remplit plusieurs des fonctions d'un gouvernement, leur gouvernement faisant à lui seul tout ce que font nos conseils municipaux et le parlement. C'est pourquoi leur demander d'abandonner au gouvernement fédéral les revenus de leurs douanes et de taxer leurs populations pour le soutien de leur gouvernement local eut été diminuer de beaucoup les chances de succès de notre projet. Je dois dire, cependant, que si nous ne pûmes réussir à

résoudre cette question dans le sens que je croyais le meilleur, nous avons fait ce qui restait de mieux à faire. Deux moyens s'offraient à nous d'en arriver à une solution, le premier de laisser aux gouvernements locaux certains revenus indirects réservés d'abord au gouvernement fédéral, le second de distribuer aux premiers une part des deniers perçus par ce dernier, et il fut demandé aux représentants des divers gouvernements de nous dire quelle somme il faudrait à chacun sous le nouveau régime. ”

Heureusement que la fermeté et l'influence des chefs conservateurs empêchèrent l'idée de l'honorable M. Brown de triompher dans la convention. Si le plan favori de ce dernier avait réussi nous aurions eu, avec la confédération, la taxe directe dans la province. Nous l'aurions eue très lourdement parce qu'il voulait, comme le prouvent les lignes que je viens de lire, *que les gouvernements locaux fissent face à toutes leurs dépenses au moyen de la taxe directe*. Pour éviter l'impôt direct, le parlement et le peuple auraient peut-être pris la très grave détermination de rejeter le projet d'union fédérale. Après de vains efforts pour rétablir l'harmonie entre le Haut et le Bas-Canada, et fonder une puissante nation, nous serions retombés dans le chaos des difficultés constitutionnelles dont la solution serait devenue plus difficile d'année en année, jusqu'au jour où, trop faibles pour résister davantage à la prépondérance du Haut-Canada, nous aurions fatalement abouti à l'union législative des provinces qui aurait été la ruine de notre influence et, avec le temps, même de notre nationalité.

La grande et féconde idée des chefs conservateurs a prévalu. Il a été décrété par la constitution de 1867 que des subventions annuelles seraient payées par le gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux. Les avantages de ce système pour les provinces sont des plus importants. La subvention fédérale pour notre province est de \$959,252,80, ou à peu près le tiers de notre revenu provincial. C'est sans doute déjà beaucoup que d'avoir une source annuelle certaine de revenu de près d'un million de piastres pour faire face à un budget ordinaire des dépenses qui n'atteint pas trois millions. Mais ce n'est pas tout. C'est aussi une magnifique affaire que la perception de plus d'un tiers de notre revenu annuel, en y comprenant les \$55,459.32 d'intérêt des fonds que nous avons en dépôt à Ottawa, ne nous coûte pas un sou. Tous les frais de la perception de la somme que la province reçoit annuellement pour sa subvention sont à la charge du gouvernement fédéral.

Jugé aujourd'hui avec l'expérience des quinze dernières années, il ne peut donc y avoir qu'une opinion sérieuse et vraie sur l'efficacité de ce système des subventions fédérales aux provinces, système que, je le répète avec plaisir, nous devons à la conception lumineuse des chefs conservateurs. Après avoir souvent réfléchi à tout ce que je viens de dire, j'en suis venu à la conclusion que si on élargissait la base de ce système des subventions fédérales aux gouvernements provinciaux, on lui permettrait de produire des résultats encore plus magnifiques, et on fournirait aux provinces des ressources qu'elles consacraient à développer leur prospérité et, comme conséquence certaine, à augmenter les revenus du gouvernement fédéral qui leur paierait ces subventions additionnelles. La situation financière du gouvernement fédéral est tellement florissante que cette question peut être très avantageusement réglée sans lui causer le moindre embarras. Nous avons à Ottawa, sans compter le revenu de la vente des terres du Nord-Ouest, un excédent annuel de six millions de piastres. Si j'avais à faire une suggestion au sujet des subventions additionnelles, je proposerais de diviser quelques centaines de mille piastres aux provinces sans ne rien changer au principe de la constitution, mais en se limitant à lui donner une application plus étendue. On pourrait faire, dans l'excédent, comme on le fera sans doute, une part à la réduction des impôts. Mais je crois qu'il serait sage de conserver une marge suffisante pour parer aux inconvénients des années où, par cause de mauvaises récoltes et de dépression dans les affaires, le revenu subirait une baisse temporaire ou serait ralenti dans son développement.

Ces quelques centaines de mille piastres que, pour le moment, c'est-à-dire d'ici à quelques années, je voudrais voir distribuer aux provinces, voici comment je proposerais d'en faire la répartition. Il ne s'agirait que d'amender la charte constitutionnelle de manière que la subvention de 80 cents par tête soit basée sur la population de 1881 au lieu de l'être sur celle du recensement de 1861. Cela représenterait pour notre province une augmentation de la subvention de \$197,968.80.

La subvention des autres provinces, à l'exception d'Ontario, étant actuellement basée sur le recensement de 1881, et devant l'être sur les recensements subséquents jusqu'à concurrence d'une certaine population, il serait facile de fixer leur part proportionnelle dans la répartition. La subvention additionnelle que le gouvernement fédéral aurait à payer aux provinces, pendant la décade en cours, dépasserait guère huit cent mille piastres.

L'honorable chef de l'opposition a émis une autre idée. Il a proposé de porter la subvention à \$1.00 par tête au lieu de 80 cents, et de la baser aussi sur le recensement de 1881. Je ne puis approuver cette suggestion pour deux raisons ; en premier lieu, ce serait pour le moment aller au-delà des besoins des provinces ; secondement, ce serait demander trop à la fois au trésor fédéral. Pour les deux seules provinces de Québec et d'Ontario, ce serait une subvention additionnelle de \$1,282,110, et d'au moins \$1,600,000 pour toutes les provinces de la confédération. Evidemment on imposerait un trop lourd fardeau au gouvernement fédéral.

J'ajoute que si l'on reconsidère le système des subventions fédérales aux provinces, je crois que l'on ne devrait pas le faire seulement au point de vue des besoins du jour ou des quelques années prochaines, mais aussi en prévision de ceux de l'avenir, et même d'un avenir assez éloigné. De cette manière, on réglerait cette question pour longtemps, peut-être pour toujours. Dans ce but, je suggérerais de baser la subvention des deux provinces d'Ontario et de Québec sur les recensements subséquents jusqu'à concurrence d'une population de deux millions d'âmes pour chacune de ces provinces. La population jusqu'à concurrence de laquelle la subvention des autres provinces s'élèverait pourrait être fixée proportionnellement à ce qu'elle l'a été par la constitution pour les provinces maritimes, eu égard à l'étendue du territoire de chacune et à ses progrès probables. Avec ce système, notre province, par exemple, aurait droit tous les dix ans, à une subvention additionnelle de 80 cents pour l'augmentation de sa population pendant la décade jusqu'à concurrence d'un total de deux millions d'âmes. Dans mon opinion, ce système aurait le double avantage d'augmenter périodiquement les ressources financières des gouvernements provinciaux, et de n'exiger à la fois du trésor fédéral qu'une somme point trop élevée et que les développements de ses revenus, pendant chaque décade, lui permettraient de payer facilement.

Puisque cette grave question est formellement soumise à la considération de cette Chambre et du public par l'initiative ministérielle, j'exprime avec franchise mon opinion sur la manière de la régler. Je sais que les opinions peuvent varier quant aux solutions possibles. Aussi nous serions tous heureux de les voir discuter dans cette Chambre, dans la presse et devant le public.

Quel que soit le mode de règlement que l'on adopte, je crois qu'en vue de l'avenir on ne saurait trop insister sur l'importance d'élargir la

base de ce système des subventions fédérales aux provinces. On peut apprécier quels magnifiques résultats il pourrait produire plus tard lorsque le Canada comptera une population de quinze à vingt millions d'âmes et de grandes finances, par l'application qu'il est si facile d'en faire au système financier de la République voisine. Le gouvernement central des Etats-Unis ne paie rien aux gouvernements locaux des différents Etats. Aussi ces derniers ont-ils presque tous été obligés d'imposer la taxe directe pour obtenir des ressources suffisantes au paiement de leurs dépenses. Le revenu du gouvernement de Washington en 1881-82 a été de \$403,525,250.28. Il a un excédent annuel d'une centaine de millions qu'il a jusqu'à présent appliqué au remboursement de l'énorme dette créée pendant la guerre de sécession. Le montant prélevé annuellement par la taxe directe dans les divers Etats est de bien des millions de piastres. Supposez que nos voisins adoptent notre système de subventionner les gouvernements locaux, et qu'ils leur donnent une moitié de leur excédent annuel et continuent d'appliquer l'autre moitié au paiement de la dette nationale. Les gouvernements locaux pourraient alors abolir la taxe directe.

En augmentant les subventions fédérales aux provinces de la manière que je suggère, ou suivant tout autre plan qui fonctionnerait aussi bien, on assurerait aux gouvernements locaux des ressources financières considérables qui leur permettraient de travailler activement et avec beaucoup de succès au développement des grands intérêts qu'ils ont mission de promouvoir. On obtiendrait en outre pour très longtemps, et je crois réellement pour toujours, si nous continuons de jouir de la paix, cet immense résultat d'un pays administrant ses affaires, tant fédérales que provinciales, et dépensant annuellement des millions pour des travaux d'utilité publique, au moyen des seuls revenus indirects, sans être obligé de recourir à la taxe directe sur la propriété.

Cette question des subventions additionnelles est soumise à la considération de cette Chambre et par conséquent du public. L'adresse à Son Excellence le gouverneur-général que nous adopterons la soumettra à l'étude des hommes distingués qui gouvernent à Ottawa. C'est donc le temps de la discuter sur toutes ses faces, et je me suis fait un devoir d'exprimer toute ma pensée. Je suis bien satisfait de voir que le ministère entend placer cette question sur un terrain à la fois large et élevé, pour éviter toute occasion de conflit entre les intérêts des diverses provinces.

Je désire faire une dernière remarque sur ce sujet. L'honorable chef de l'opposition a reproché bien injustement au ministère de limiter sa demande à une couple de cent mille piastres, et il a prétendu que ce fait empêchera le projet de réussir. Il a dit, je ne puis pas m'expliquer en vertu de quelle logique, que l'on aurait eu beaucoup plus de chances de succès si on avait demandé du coup un demi-million. S' imagine-t-il qu'une pareille proposition serait bien accueillie par le parlement fédéral, où nous n'avons certainement pas intérêt à diminuer notre influence et à amoindrir notre position par des prétentions déraisonnables ?

L'honorable chef de l'opposition me paraît oublier une chose importante, c'est que si nous pouvons espérer obtenir une subvention additionnelle, nous le devons au parti conservateur. Si le gouvernement fédéral actuel n'avait pas restauré les finances du Canada, s'il n'avait pas, grâce à sa vigoureuse et intelligente politique, un excédent annuel de plusieurs millions de piastres, aurions-nous raison d'attendre le succès de notre démarche ? Si, comme sous le règne du gouvernement libéral, des amis de l'honorable chef de l'opposition, nous avions à Ottawa un déficit annuel se chiffrant par millions, pourrions-nous solliciter une subvention additionnelle ? L'honorable député de St. Hyacinthe proposerait-il tout de même de porter notre demande jusqu'à un demi-million ? Poser ces questions c'est les résoudre. Je suis donc parfaitement dans le vrai en répétant que si cette question d'une subvention additionnelle est réglée d'une manière favorable à nos vues, tout le mérite en reviendra au parti conservateur seul, parce que sans les heureux résultats de sa grande politique nationale nous n'aurions pas même pu lui faire la demande que nous lui adresserons bientôt.

LA VENTE DU CHEMIN DE FER DU NORD.

Les nouvelles allusions de l'honorable chef de l'opposition à la vente du chemin de fer du nord me fournissent une seconde occasion d'ajouter quelques remarques à tout ce que j'ai déjà dit au sujet de cette transaction. Après la réponse que je lui ai faite à la séance de lundi, lorsque pour la première fois il s'est imprudemment aventuré sur ce terrain si glissant pour lui, et après l'énergique manifestation du sentiment de cette Chambre qui a accompagné mes paroles, il me semble qu'il eût été beaucoup mieux pour lui et pour ses amis de ne pas s'ex-

poser à la réplique que je dois lui donner avec toute la vigueur dont je suis capable. Il l'a voulu, témérairement voulu, et il n'aura qu'à s'en prendre à lui-même si, une deuxième fois, je le place devant cette Chambre et devant la province dans l'humiliante position d'un homme qui, au mépris de l'obligation sacrée qu'il avait contractée, a failli à son devoir dans une circonstance solennelle.

Quand, en ma qualité de député du peuple, de représentant de l'une des divisions électorales de cette province, dans ma position de membre de cette honorable Chambre, j'ai été appelé à me prononcer sur cette très importante question de la vente du chemin de fer du nord, je l'ai fait courageusement et sincèrement par mes paroles et par mon vote. J'ai étudié la question le plus sérieusement possible ; j'y ai réfléchi longuement ; j'ai lu et comparé la statistique des chemins de fer de presque tous les pays du monde. J'ai voulu me renseigner avec soin sur la politique des chemins de fer des nations qui ont le plus d'expérience dans les affaires, sans regarder aux longues heures de recherches que ce travail m'imposait. A la lumière de tous ces renseignements, de ces études, de ces réflexions, j'ai formé mon opinion, et avec une aussi sincère conviction j'ai suivi fermement la ligne droite du devoir, acceptant avec courage la responsabilité que j'assumais, et sans penser aux sacrifices que cet acte m'imposait en m'obligeant de briser une carrière à laquelle j'étais bien attaché pour l'avoir suivie pendant plusieurs années et y avoir consacré bien de longues veilles. J'ai fait ce que j'ai cru devoir faire et, s'il y avait lieu, je le referais avec encore plus d'énergie, parce qu'aujourd'hui, après l'expérience des dix derniers mois, je suis plus que jamais profondément certain qu'en décidant de vendre le chemin de fer du nord, l'année dernière, nous avons rendu un immense service à la province. Il n'est pas nécessaire, pour prouver mon assertion, que je recommence la démonstration que je faisais le trois avril dernier dans cette enceinte, et qui, on me permettra de le dire avec une satisfaction bien légitime, est jusqu'à présent restée sans réponse sérieuse. Cependant, avant que je mette directement en cause l'honorable chef de l'opposition, il est important que je soumette à la considération de mes honorables collègues certains événements arrivés depuis l'année dernière, et qui ont pleinement justifié les prévisions que, pour un, j'ai exprimées devant cette Chambre. Je ferai aussi quelques nouveaux calculs pour prouver les avantages financiers que nous avons assurés à la province en vendant ce chemin de fer, et en débarrassant son trésor de la lourde obligation de l'exploiter et d'en parachever les travaux.

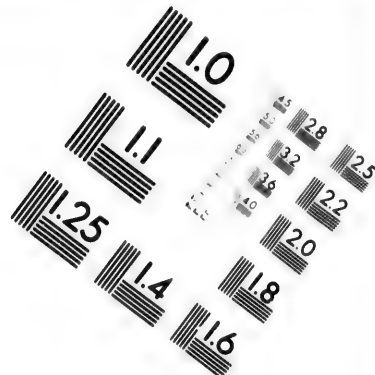
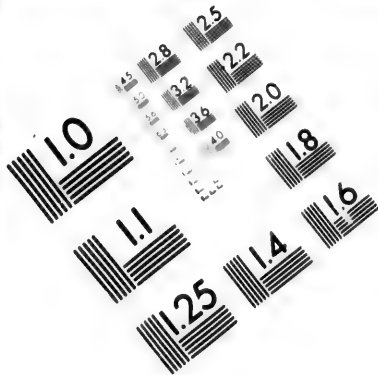
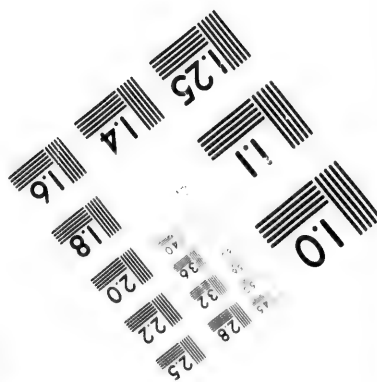
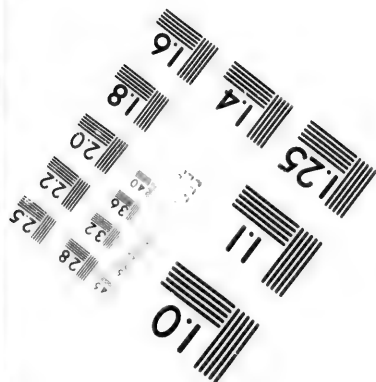
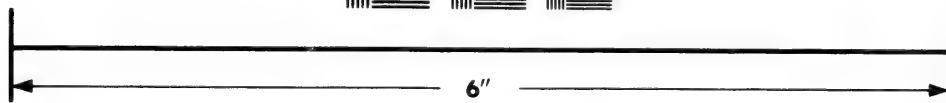
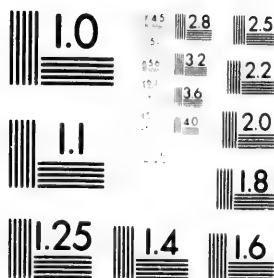


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

45
42
38
36
32
28
25
22
20
18

10

**QUELLE SERAIT AUJOURD'HUI LA SITUATION DU CHEMIN DU NORD S'IL
ÉTAIT ENCORE LA PROPRIÉTÉ DE LA PROVINCE.**

J'ai démontré, l'année dernière, que sans le trafic de l'ouest nous ne pouvions pas espérer faire du chemin de fer du nord une entreprise payante. Je concluais en prédisant que si nous ne vendions pas alors le chemin aux conditions satisfaisantes et avantageuses qui avaient été obtenues après de longues négociations, une ligne rivale serait très prochainement construite entre Montréal et Ottawa, et que la conséquence serait la ruine de l'avenir commercial de notre chemin. Je ne pensais pas alors que les faits me donneraient si tôt parfaitement raison. Il y avait à peine quatre mois que le chemin était vendu qu'une magnifique voie ferrée était livrée à l'exploitation entre Montréal et Ottawa, ligne rivale du chemin du nord. Cette nouvelle ligne est contrôlée par le Grand-Tronc qui fait une très active compétition à la compagnie du Pacifique pour le trafic entre Montréal et la capitale du Canada.

Quelle serait la situation si la province avait encore la propriété du chemin du nord ? Il est bien facile de s'en rendre compte. Si cette Chambre avait rejeté le contrat de vente fait avec la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique pour la partie ouest, en déclarant, comme plusieurs personnes n'ont cessé de le répéter, que le prix offert ne représentait pas plus de la moitié de la valeur commerciale du chemin—ce qui aurait été dire au pays et aux capitalistes qu'elle ne consentirait pas à le vendre à moins du double,—la compagnie du Pacifique aurait certainement décidé de construire sans délai une autre ligne entre Ottawa et Montréal pour atteindre le fleuve St Laurent. Se fait-on l'illusion de croire que, pour attendre notre retour à des idées plus saines et plus raisonnables en fait de chemins de fer—parce qu'il est absolument impossible de supposer un seul instant qu'elle eut consenti à nous donner huit, ni sept, ni même six millions pour la partie ouest—la compagnie du Pacifique se fut, pendant plusieurs années, résignée au très grave inconvénient de ne pas avoir sa ligne en communication directe avec la navigation au moins au port de Montréal ? S'imagine-t-on que cette compagnie qui, dès le commencement de l'année dernière, avait décidé de pousser avec la plus grande activité les travaux de son chemin au nord du lac Supérieur, aurait retardé d'un seul mois la construction d'une ligne entre Ottawa et Montréal, ligne dont elle a un si grand besoin pour le transport des immenses maté-

riaux nécessaires aux vastes opérations qu'elle fait à l'est et surtout à l'ouest de la station Calander ? S'arrêter même une minute à une semblable idée, c'est évidemment mettre de côté les premières notions des affaires de chemins de fer.

Repoussée par cette Chambre, avertie par la députation qu'elle ne pouvait pas espérer acheter la partie ouest du chemin provincial pour moins du double du prix qu'après bien des hésitations elle avait enfin consenti à donner, la puissante compagnie du Pacifique aurait vite tranché la difficulté en nous laissant à nos prétentions exorbitantes, et en se construisant une ligne indépendante entre Montréal et Ottawa. Et quelle aurait été la position de la province avec son chemin de fer. En moins de deux ans la compagnie du Pacifique, avec les grandes ressources financières dont elle dispose, aurait complété cette ligne rivale de la nôtre. La ligne du Canada et de l'Atlantique, entre Ottawa et Montréal, contrôlée par le Grand-Tronc, aurait été pareillement parachevée. De sorte que nous aurions bientôt eu deux lignes rivales de la nôtre, l'une possédée et l'autre contrôlée par les deux plus puissantes et plus riches compagnies de chemins de fer du pays. Pour toujours privé de la moindre participation au trafic du nord-ouest canadien et de l'ouest américain, à jamais réduit à l'exploitation de son trafic local, je le demande à tout homme sérieux, que serait devenu notre chemin de fer du nord ? Qu'aurait-il valu ainsi placé dans cette position ruineuse ? Ces huit millions que l'on aurait cru pouvoir obtenir pour la moitié du chemin, on ne les aurait jamais eus. Bien plus, nous n'aurions pas même pu retrouver jamais les quatre millions que nous aurions commis la faute irréparable de refuser, en ne comprenant pas qu'ils étaient un prix assez élevé, et qu'en réalité ils représentaient la valeur commerciale d'un chemin qui ne pouvait recevoir son trafic le plus rémunérateur que de la compagnie même qui l'achetait à ce prix.

Ayant prévu avec autant de justesse et de certitude les conséquences immédiates, inévitables et ruineuses du rejet des contrats de vente faits l'année dernière, je le répète énergiquement, la majorité de cette Chambre a rendu un immense service à la province en les approuvant.

Mais on s'empare d'un événement récent, celui des arrangements entre la compagnie du chemin de la rive nord et la compagnie du Grand-Tronc par lesquels cette dernière a obtenu le contrôle de la partie est, bien que la première continue toujours d'exister, pour soutenir que l'on a eu raison de s'opposer à la vente du chemin. En quoi cet événement change-t-il la situation ? En rien du tout. Absolument

rien. Parce que le Grand-Tronc a obtenu le contrôle de la partie est à des conditions que personne ne connaît et qu'ignorent même ceux qui en parlent le plus, il n'en est pas moins vrai que si le chemin du nord n'avait pas été vendu il aurait été ruiné par la concurrence victorieuse des deux lignes rivales qui auraient été contruites entre Ottawa et Montréal, et que nous n'aurions jamais retrouvé les huit millions que nous avons obtenus, et que nous aurions perdus en nous berçant de chimériques espérances.

Je ne saurais trop insister sur le point que notre chemin provincial ne pouvait être une entreprise commerciale payante, rémunératrice, qu'en autant qu'il deviendrait le prolongement soit du Grand-Tronc soit du chemin du Pacifique. On sait fort bien que c'est avec la conviction que le chemin du nord serait tôt ou tard réuni à ce dernier que la province s'est décidée à le construire. C'est l'espérance de pouvoir compter sur le trafic de l'ouest qui nous a permis de donner à la population de la rive nord entre Québec et Ottawa le chemin de fer qui lui est si avantageux. Les événements ont un peu modifié la situation, et le chemin provincial est pour une partie réuni au chemin du Pacifique et pour l'autre contrôlé par le Grand-Tronc. Mais il n'en reste pas moins vrai que sans le trafic que l'une et l'autre de ces deux grandes compagnies pourront lui fournir, le chemin du nord ne paierait jamais l'intérêt du capital qu'il a coûté.

Dans tout projet de vente soit au chemin du Pacifique soit au Grand-Tronc, la province se serait toujours trouvée en présence de deux compagnies qui auraient pu répondre à ses exigences par l'argument péremptoire qu'on ne devait pas leur demander de payer un certain prix en considération de la valeur que le trafic qu'elles pourraient fournir au chemin lui donnait.

Je ne conçois pas l'étonnement que l'on affecte au sujet du contrôle que le Grand-Tronc a obtenu sur la partie est du chemin du nord. Le Grand-Tronc a fait des arrangements semblables avec plusieurs compagnies dans la province d'Ontario et dans les Etats-Unis, et je ne sache pas qu'il en soit résulté des cataclysmes. On a évidemment oublié bien des opinions émises, l'année dernière, au sujet de la vente du chemin de fer du nord. Une courte revue historique de cette entreprise est à propos et je crois devoir la faire. Personne n'ignore que le chemin du nord a été commencé par deux compagnies que cette Législature avait constituées et libéralement subventionnées. Tout le monde eut préféré que ces compagnies eussent pu le construire. Il n'y a que lorsque tout

espoir de leur succès a été détruit que l'opinion de la députation et de la province s'est ralliée à la politique de la construction du chemin par le gouvernement. L'opposition dans cette Chambre, guidée par son chef, alors l'honorable député de Lotbinière, a cependant persisté à condamner l'exécution de l'entreprise aux frais du trésor provincial.

Si, comme tout le monde l'eut désiré et préféré, le chemin de fer du nord avait été construit par les anciennes compagnies, est-ce qu'elles n'auraient pas eu le droit de le vendre au Grand-Tronc, si elles l'eussent voulu ? La position aurait donc été absolument la même.

Tous mes honorables collègues se rappellent sans doute que les préférences de l'honorable chef de l'opposition (M. Joly), parlant l'année dernière au nom de ses amis, étaient en faveur du syndicat Allan-Rivard. Je suppose que son opinion eut prévalu et que le chemin eut été vendu à ce syndicat. Cette compagnie—car il aurait fallu constituer le syndicat en corporation—n'aurait-elle pas eu le droit de vendre au Grand-Tronc la ligne qu'elle aurait achetée de la province. Il y aurait eu cette très grande différence qu'au lieu de la partie est, le syndicat Allan-Rivard aurait pu vendre tout le chemin de Québec à Ottawa au Grand-Tronc. Que n'auraient pas dû dire de la vente de toute la ligne au Grand-Tronc, ceux qui, bien à tort, comme je le prouverai facilement, s'alarment de la vente de la partie est à cette compagnie ? Pense-t-on que le syndicat Allan-Rivard, obligé de soutenir la concurrence ruineuse de deux compagnies rivales entre Ottawa et Montréal, et très probablement avant peu d'une ligne sur la rive sud du St. Laurent entre Montréal et Québec, aurait hésité à vendre tout le chemin de Québec à Ottawa au Grand-Tronc pour échapper au désastre imminent dont il aurait été menacé ? Il lui aurait bien resté la ressource de se déclarer incapable de remplir les conditions de l'achat, parce qu'il avait eu le soin de ne faire en premier lieu qu'une offre de louage, et de prier le gouvernement de reprendre la propriété du chemin. Mais qu'est-ce que la province aurait fait de ce chemin, placé dans les conditions que j'ai expliquées ? Elle eut été obligée de l'exploiter sans profit et même à perte, ou de le vendre elle-même au Grand-Tronc au prix qu'il aurait plu à ce dernier de lui payer.

Une autre opinion a été exprimée dans cette Chambre l'année dernière. L'honorable député de Hochelaga (M. Beaubien), qui était enchanté de la vente de la partie ouest à la compagnie du Pacifique, qui l'appuyait de sa parole et de son vote, voulait que l'on temporisât au sujet de la vente de la partie est. Je parlerai dans un instant de la

perte annuelle que cette politique de temporisation aurait causé à la province. Si la Chambre avait partagé les vues de l'honorable député de Hochelaga, on aurait temporisé pour attendre le jour où il aurait plu à la compagnie du Pacifique de faire au gouvernement une offre pour la partie est. Pour négocier les conditions de la vente à cette compagnie, dans quelle position le gouvernement se serait-il trouvé? Evidemment à la merci de la compagnie du Pacifique, parce que la Chambre, conformément à la proposition de l'honorable député de Hochelaga, lui aurait fait une obligation de ne vendre à nulle autre compagnie. Je le demande à tout homme de bon sens, la compagnie du Pacifique n'aurait-elle pas pu dire au gouvernement?—la Législature est convaincue que pour bien servir les intérêts commerciaux de la province la partie est du chemin du nord doit être le prolongement de ma grande ligne entre Montréal et l'océan Pacifique. Elle ne veut pas que vous vendiez à d'autres. Donc puisqu'il est si important pour votre province que j'achète votre chemin de Québec à Montréal, vous ne pouvez pas raisonnablement me demander un prix plus élevé que je ne crois devoir vous offrir sachant que sans mon trafic votre ligne a peu de valeur commerciale.—Mais comme je le prouverai dans un instant, chaque année de temporisation eut fait perdre une somme considérable à la province, perte qu'elle n'aurait pu recouvrer qu'en vendant la partie est du chemin un prix aussi élevé que les quatre millions obtenus l'année dernière plus le montant complet de toutes les pertes annuelles encourues en temporisant. Mais dans deux, dans quatre, dans six ans, la compagnie du Pacifique aurait toujours eu à opposer au gouvernement l'argument que je viens de donner et auquel il aurait été impossible de répondre. Pendant cette temporisation, il aurait fallu dépenser un million de piastres pour parachever les travaux du chemin. C'était donc une espérance tout à fait chimérique que celle qu'une politique de temporisation aurait conduit à une vente pour plus de quatre millions. Cette espérance était d'autant plus chimérique que l'on voulait que la Chambre déclarât ne vouloir vendre la partie est qu'à la compagnie du Pacifique, qui aurait dominé la situation du moment qu'on lui eut donné cette information.

De plus, qui nous dit que les compagnies du Grand-Tronc et du Pacifique seront longtemps rivales? La rumeur n'a-t-elle pas déjà circulé qu'une fusion des deux compagnies était fort possible? Peut-on affirmer d'avance quelles seront les combinaisons futures de ces immenses intérêts engagés dans la construction et dans l'exploitation des grandes

lignes de chemins de fer. Le Grand-Tronc et le Grand-Occidental (Great Western, d'Ontario) ont lutté pendant des années et des années. Les deux compagnies ont fini par comprendre qu'au lieu de se combattre il valait mieux s'unir, et elles se sont fusionnées. Elles n'en forment plus qu'une seule. Qui vous assure qu'il n'en sera pas ainsi du Grand-Tronc et du Pacifique ?

Je sais qu'il a existé dans cette province et dans cette enceinte de fortes préventions contre la compagnie du Grand-Tronc. Ces préventions, je le reconnais, n'étaient que trop fondées. Pourquoi ? Parce que le Grand-Tronc y avait donné lieu par l'opposition qu'il faisait à des entreprises que nous considérons avec raison comme nationales. Je crois sincèrement, comme je l'ai toujours cru, qu'il aurait été dans l'intérêt direct du Grand-Tronc de favoriser le succès de ces entreprises, parce qu'il n'existe pas dans tout le Canada une compagnie qui puisse plus profiter des progrès du pays. Mais il jugeait différemment, et il combattait ce que, dans mon opinion, il aurait dû aider.

Si le Grand-Tronc, au lieu de s'opposer à la construction du chemin de fer du nord, eut offert de s'en charger moyennant les subventions accordées aux anciennes compagnies, n'aurait-on pas accepté sa proposition avec empressement ? On aurait sans doute bien fait. Qu'y a-t-il donc aujourd'hui de si alarmant dans le fait que le Grand-Tronc s'est assuré le contrôle du chemin entre Québec et Montréal en devenant actionnaire dans la compagnie du chemin de la rive nord ? On dit que par cette transaction Québec se trouve privé de sa part du commerce de l'ouest, et que la compagnie du Pacifique a perdu toute possibilité d'accès à notre ville. Non, non, je ne puis point partager des craintes aussi puériles. Québec aura tout le commerce de l'ouest que l'esprit d'entreprise et l'énergie de ses marchands pourront lui obtenir. Quant à la compagnie du Pacifique, je n'ai pas l'ombre d'un doute que plus tard, quand sa ligne au nord du lac Supérieur sera construite, il lui faudra prolonger son chemin jusqu'à Québec. Mais je sais aussi parfaitement bien que la compagnie du Pacifique prolongera sa ligne jusqu'au port de Québec quand elle le voudra, que rien ne pourra l'en empêcher. S'imaginerait-on qu'il sera bien difficile à cette compagnie, lorsqu'elle aura construit sa ligne principale jusque sur les rives du Pacifique avec plusieurs milliers de milles de lignes d'embranchement dans le Nord-Ouest, de construire les quelques milles nécessaires pour prolonger son grand chemin intercontinental jusqu'au port de Québec ? Ce sera pour elle la tâche la plus facile.

Si les compagnies du Grand-Tronc et du Pacifique ne se fusionnent pas, ne s'amalgament pas, je le répète, je n'ai pas l'ombre d'un doute que dans quelques années ces deux compagnies auront accès au port de Québec par deux lignes indépendantes. Il sera certainement beaucoup plus avantageux pour notre ville d'être véritablement le point terminal de deux grandes lignes que d'une seule, de deux grands réseaux de chemins de fer que d'un seul. Par la ligne du Pacifique nous serons en communication directe avec le nord-ouest canadien, et avec le nord-ouest américain au moyen de l'embranchement du Sault Sainte Marie, construit par la compagnie du Pacifique. Par la ligne du Grand-Tronc, Québec sera en communication directe avec Toronto, Détroit, Chicago, Milwaukee, c'est-à-dire avec toute la province d'Ontario et avec tout l'ouest américain dont Chicago est le principal centre d'affaires. J'ai plus que jamais confiance dans l'avenir de notre bonne cité de Québec, parce que je suis convaincu que le grand travail qui s'accomplit pour couvrir notre pays des plus favorables moyens de communications est l'une des plus sûres garanties de sa prospérité.

Pour le moment et en attendant que les travaux du chemin de fer du Pacifique soient terminés et la ligne livrée à l'exploitation, le contrôle du chemin de la rive nord par le Grand-Tronc assure à Québec des avantages que l'on ne peut nier. Dans quelques mois il y aura raccordement entre le chemin du nord et le Grand-Tronc au moyen de la ligne de ceinture en arrière de la montagne à Montréal. Nos relations commerciales avec Ontario et Chicago seront bien plus faciles. Il est certain qu'elles se développeront.

RÉSULTATS FINANCIERS DE LA VENTE DU CHEMIN POUR LA PROVINCE.

Je vais maintenant examiner les résultats financiers de la vente du chemin du nord, et quelle serait la différence dans les opérations annuelles du trésor provincial si le chemin n'était pas vendu.

La vente du chemin assure à la province une recette annuelle de \$380,000 et la dispense d'un versement de \$76,000 au fonds d'amortissement et du paiement de l'intérêt et de l'amortissement de \$2,000,000 qu'il aurait fallu emprunter pour parachever le chemin. Le résultat net et incontestable, c'est que la vente a facilité l'équilibre de notre budget provincial au montant de \$576,000 par année, contre laquelle somme nous n'aurions eu qu'une recette d'exploitation ne pouvant pas dépasser \$150,000 si le chemin n'était pas vendu, c'est-à-dire une perte annuelle de \$426,000.

Quelle serait la situation si le chemin n'était pas vendu. Le gouvernement serait obligé d'en continuer l'exploitation avec tous les inconvénients qui en découleraient. Il faudrait soutenir l'active concurrence de la ligne du Canada et Atlantique entre Montréal et Ottawa, et à moins d'un an peut-être la concurrence d'une seconde ligne rivale construite par la puissante compagnie du Pacifique. Je n'hésite pas à affirmer le plus énergiquement possible que dans ces conditions, notre chemin ayant à lutter contre deux lignes rivales, vigoureusement administrées, et étant privé pour toujours du trafic de l'ouest, n'aurait pas pu donner au trésor provincial une recette annuelle nette de plus de \$150,000. Et encore c'est certainement la somme la plus élevée que la meilleure exploitation par le gouvernement aurait produite, et cela dans les années prospères et heureuses, dans les années de bonnes récoltes, d'activité commerciale et industrielle, dans les années où il y aurait eu peu d'accidents très sérieux, où l'hiver n'aurait pas été trop rigoureux par l'abondance de la neige et les tempêtes. Sur trois années d'exploitation, une seule aurait produit la recette nette de \$150,000 par le concours des circonstances favorables que je viens d'énumérer. Pour peu que ces circonstances eussent été défavorables, la recette nette, je n'en ai aucun doute, serait tombée au-dessous de cette somme. Mais pour la comparaison, je prends, comme recette nette de l'exploitation du chemin du nord par le gouvernement, la somme de \$150,000.

Si le chemin était encore la propriété de la province, il faudrait bien payer annuellement les \$76,000 à la caisse d'amortissement. Du coup, pour les opérations financières du trésor, la recette nette serait réduite à \$74,000. Ce n'est pas tout. Le gouvernement aurait été dans l'impérieuse obligation d'emprunter deux millions de piastres pour parachever entièrement les travaux du chemin et le pourvoir de matériel d'exploitation. Un emprunt de deux millions c'était un intérêt annuel de \$100,000 et un nouveau versement à la caisse d'amortissement de \$20,000. La balance de \$74,000 de la recette nette n'aurait pas suffi à payer ces nouvelles obligations, et il aurait fallu prendre \$46,000 sur les autres revenus du trésor pour y faire honneur.

Je fais d'abord le tableau suivant des résultats financiers de la vente du chemin et de ceux de l'exploitation si la ligne était encore la propriété de la province, pour l'année prochaine, celle pour laquelle nous avons à voter le budget des dépenses. Je n'exagère pas en disant que pendant l'exercice en cours et pendant le prochain, le gouvernement aurait dépensé au moins \$1,000,000 pour continuer les travaux du

chemin qu'il n'aurait point terminés sans une dépense totale d'au moins deux millions.

Recette nette annuelle de la vente du chemin..... \$380,000

Recette nette annuelle de l'exploitation si le chemin
n'était pas vendu..... \$150,000

A déduire pour la caisse d'amortissement \$76,000
A déduire pour l'intérêt à 5 pour cent et
l'amortissement du million nécessaire
pour continuer les travaux du chemin.. 60,000 = \$136,000 Balance.. \$14,000

Différence \$366,000

Les opérations financières du prochain exercice, celui de 1883-84, si le chemin n'était pas vendu seraient donc bien plus difficiles parce que nous aurions, en moins de recettes et en plus de dépenses, un total d'au moins \$366,000.

Quelle aurait été la différence dans l'avenir lorsque les deux millions pour parachever les travaux du chemin auraient été dépensés ? La voici :

Recette nette annuelle de la vente du chemin.....	\$380,000
Plus la somme qu'il n'est plus nécessaire de verser au fonds d'amortissement.	76,000
Plus l'intérêt à 5 pour cent des deux millions nécessaires pour terminer le chemin.....	100,000
Plus l'amortissement de ce nouvel emprunt.....	20,000
Total.....	\$576,000

Contre ce total tant en recette, qu'en dépenses exemptées par la vente, le trésor n'aurait eu que la recette incertaine de l'exploitation du chemin— au plus..... 150,000

Différence en moins pour le trésor si le chemin n'était pas vendu..... \$426,000

Oui, je l'affirme, et je crois avoir appuyé mon affirmation sur une démonstration irréfutable parce qu'elle est basée sur des faits incontes-
tables et dont les conséquences sont certaines, si nous n'avions pas
vendu le chemin du nord, l'année dernière, si nous en avons continué
l'exploitation et parachevé les travaux, nous aurions par cette politique
imprévoyante, je dirai aveugle, fait perdre, dans un avenir très prochain,

au moins \$426,000 annuellement à la province. En le vendant, nous lui avons fait gagner ces \$426,000, et je me félicite de la part que j'ai prise au service signalé que nous avons rendu à nos concitoyens.

Je n'oublie pas que l'honorable député de Hochelaga (M. Beaubien) a suggéré de temporiser pour la vente de la partie est de Québec à Montréal. Voici la différence dans les résultats financiers pour la province, si cette politique de temporisation avait prévalu. Comme on aurait voulu temporiser sérieusement, et comme la compagnie du Pacifique n'aurait été nullement pressée de nous faire des propositions pour l'achat de la partie est, je suppose que l'on se serait décidé à attendre au moins pendant quatre ans avant de mettre fin à la temporisation.

Le prix de vente de la partie est nous rapporte un intérêt annuel de \$200,000. C'est une somme fixe. En quatre ans la province retirera \$800,000.

Si la partie est était encore la propriété de la province, le gouvernement aurait à l'exploiter. La concurrence de la ligne du Canada et Atlantique, entre Ottawa et Montréal, aurait aussi un effet hostile au chemin entre Québec et Montréal, parce que le Grand-Tronc, qui contrôle la première pourrait fort bien organiser le service des trains entre Lévis et Ottawa pour s'assurer une forte partie du trafic des voyageurs entre Québec et Ottawa. Dans ces conditions de concurrence et exploité par le gouvernement, le chemin entre Québec et Montréal n'aurait certainement pas donné plus de \$100,000 de recette nette annuellement. Sur ces cent mille piastres il aurait fallu prendre \$40,000 pour verser à la caisse d'amortissement : balance \$60,000. Le gouvernement aurait dû dépenser au moins un million pour parachever le chemin et le pourvoir de matériel d'exploitation. Un emprunt d'un million aurait fait encourir une dépense annuelle de \$60,000 pour l'intérêt et l'amortissement. De sorte que les obligations annuelles auraient absorbé toute la recette nette. A l'expiration de quatre ans, pour faire une transaction aussi avantageuse que celle de l'année dernière, il aurait fallu vendre la partie est du chemin, en chiffres ronds non pas quatre, mais bien six millions. Et pourquoi? Pour la raison bien simple que pour nous trouver dans la même situation financière, il aurait fallu obtenir une somme égale au quatre millions pour lesquels cette partie du chemin a été vendue l'année dernière, plus les \$800,000 que nous aurions perdues en quatre années de fâcheuse et vaine temporisation, plus le million pour le parachevement des travaux et la détérioration de la voie et du matériel pendant ces années d'une exploitation improductive.

Il est impossible de supposer un seul instant que dans quatre ans la compagnie du Pacifique aurait consenti à payer six millions de piastres pour le chemin entre Québec et Montréal, ou plutôt entre Québec et St. Martin, parce qu'elle est propriétaire de la ligne entre St Martin et Montréal. Cette compagnie aurait sûrement calculé qu'elle ne pouvait pas espérer une recette nette de trois cent mille piastres de l'exploitation du trafic local de cette ligne, recette nécessaire pour payer l'intérêt de son capital de six millions à cinq pour cent. Elle n'aurait pas plus que l'année dernière consenti à payer davantage en considération du trafic de l'ouest qu'elle aurait elle-même fourni pour l'exploitation rémunératrice de la ligne. Elle en serait certainement venue à la conclusion qu'elle pouvait facilement se construire une ligne indépendante jusqu'au port de Québec pour beaucoup moins de six millions, parce qu'elle n'aurait pas eu à faire les grandes dépenses de l'entrée du chemin à Montréal et de la construction d'une gare et de vastes ateliers, choses déjà faites pour l'exploitation de sa ligne à l'ouest de Montréal. La province aurait couru le risque imminent que la compagnie du Pacifique, le jour arrivé où elle eut voulu prolonger son chemin jusqu'à Québec, se fût décidée à construire une autre ligne rivale de la nôtre. Il n'y aurait pas eu alors d'autres alternatives que de se résigner à exploiter le chemin à perte, ou de le sacrifier au Grand-Tronc pour ce qu'il aurait plu à cette compagnie de donner à la province.

Si l'opinion de ceux—peu nombreux, il est vrai—qui étaient hostiles à tout projet de vente de tout le chemin avait été partagée par cette Chambre, et que l'on eut décidé de l'exploiter encore quelques années combien aurait-il fallu le vendre, disons dans quatre ans, pour réaliser autant que par les transactions que nous avons approuvées? C'est facile à calculer :

Recette annuelle par la vente du chemin.....	\$380,000
Recette nette de l'exploitation par le gouvernement.....	150,000
Perte annuelle pour la province.....	\$230,000
Plus pour l'amortissement de la dette.....	76,000
Plus l'intérêt et l'amortissement des deux millions nécessaires pour terminer le chemin	120,000
Totale de la perte annuelle.....	\$426,000

Réduisons, si l'on veut, la perte annuelle à \$400,000 en chiffres ronds. En quatre ans, c'est un total de \$1,600,000. Pour savoir quel

prix il aurait fallu obtenir à l'expiration de ces quatre années pour retrouver l'équivalent de celui réalisé l'année dernière, je calcule comme suit :

Perte, en chiffres ronds, d'au moins \$400,000 par année	
pendant 4 ans.....	\$1,600,000
Dépenses pour parachèvement du chemin.....	2,000,000
Plus prix de vente de l'année dernière.....	7,600,000
Total.....	\$11,200,000

Il est évident que pour avoir comparativement autant que nous avons obtenu l'année dernière pour toute la ligne, il aurait fallu, dans quatre ans, vendre le chemin au moins \$11,200,000, je dirai \$11,500,000, et même \$12,000,000 pour peu que les accidents et la dépression commerciale eussent fait tomber la recette nette, et pour peu que la voie et le matériel d'exploitation se fussent détériorés.

Dans quatre ans la province aurait-elle pu obtenir douze ou onze millions et demi pour son chemin? Je réponds avec énergie et en défiant la contradiction: certainement non. Je ne conçois pas qu'il soit possible de se faire illusion au point de le supposer. Mais dans quatre ans notre chemin provincial aurait été entièrement et pour toujours exclu de toute participation au trafic de l'ouest que les deux compagnies du Pacifique et du Grand-Tronc auraient contrôlé par leurs vastes réseaux. La valeur commerciale du chemin aurait été celle de toutes les exploitations improductives, infructueuses, conduites avec des pertes annuelles. Loin d'obtenir douze millions pour le chemin, la province n'aurait pas même pu le vendre, parce qu'elle n'aurait pas trouvé d'acheteurs. Je le demande, quels capitalistes auraient voulu acheter ce chemin sachant qu'ils ne pourraient compter que sur le trafic local, et que ce trafic lui-même serait partagé entre les principaux points du chemin par des lignes rivales, possédées ou contrôlées par de puissantes et riches compagnies?

Me répétera-t-on que le chemin du nord pouvait être exploité pour soixante pour cent de ses recettes, comme on le soutenait l'année dernière et comme on l'a dit depuis, et que, par conséquent, je fais une évaluation bien trop basse de la recette nette de la ligne administrée par le gouvernement? Je réponds que cette prétention n'est pas sérieuse. Mais enfin, avant de la soutenir, que l'on se donne donc la peine de consulter un instant la statistique des chemins de fer, et l'on ne

pourra refuser de se convaincre qu'elle en prouve toute la fausseté. Mes chiffres de l'année dernière, sur ce point comme sur les autres, sont là qui défient la réfutation. Veut-on une nouvelle preuve ? La voici. Le rapport des directeurs du Grand-Tronc pour la période d'exploitation depuis le premier de janvier jusqu'au 11 août 1882, date du fusionnement avec le Grand-Occidental, a été publié tout récemment. On y constate que pendant cette période les frais d'exploitation du Grand-Tronc ont été de 71,7^e pour cent des recettes, et ceux du Grand-Occidental de 75½ pour cent. Avec l'économie que le fusionnement des deux compagnies permettra de faire, on espère réduire la proportion des frais d'exploitation aux recettes à 69 pour cent. Les espérances ne vont pas au-delà. Et quand la compagnie du Grand-Tronc, qui possède et contrôle maintenant un réseau de 3550 milles de chemin de fer, dont les lignes s'étendent de Lévis, de Québec et de Portland jusqu'à Chicago, avec des ramifications dans notre province, à Ontario et dans les Etats de l'ouest, ne peut pas exploiter son chemin, malgré l'économie, l'énergie et l'expérience qu'elle y met, pour moins de 69 pour cent, on soutiendra encore que le gouvernement pouvait administrer le chemin du nord pour 60 pour cent de ses recettes. C'est vraiment inconcevable.

On me dira peut-être : comment les compagnies qui ont acheté le chemin pourront-elles réaliser assez de profits nets pour payer annuellement les \$380,000 d'intérêt du capital du prix d'achat de \$7,600,000, lorsque vous prétendez que le gouvernement n'aurait pas pu obtenir une recette nette de plus de \$150,000 de l'exploitation de la ligne ? La réponse à cette question est des plus faciles. En premier lieu, il est incontestable que les compagnies peuvent administrer les chemins de fer avec beaucoup plus d'économie que les gouvernements. A ce sujet je citerai de nouveau l'opinion de la plus grande autorité des Etats-Unis et du continent en fait de chemins de fer. Dans son édition de 1881 de son "Manuel des chemins de fer des Etats-unis" M. Henry V. Poor, traitant la question du rachat des voies ferrées de la République par le gouvernement de Washington, au coût, comme il l'évalue, de six milliards de piastres, dit :

"Pour qu'ils puissent payer, les taux devraient être énormément augmentés, parce que chacun sait que le gouvernement ne pourrait pas exploiter les chemins pour moins du double des frais actuels."

L'autorité de l'opinion de M. Poor ne saurait être sérieusement contestée.

En vertu du contrat de vente fait avec la compagnie du Pacifique pour la partie ouest, elle est obligée de faire des travaux au montant de \$400,000. Elle a déjà beaucoup dépensé pour le matériel d'exploitation. Il est certain que la compagnie dépensera encore plusieurs centaines de mille piastres pour se donner à Montréal la gare et les ateliers nécessaires au grand trafic de sa ligne du Pacifique lorsqu'elle sera terminée. Mais je ne tiendrai compte que des \$3,600,000 à payer au gouvernement, des \$400,000 de travaux obligatoires en vertu du contrat, et d'une somme additionnelle de \$500,000 pour le matériel d'exploitation et le parachèvement complet des travaux du chemin. La compagnie a donc à réaliser un profit net de \$225,000 annuellement pour payer l'intérêt des quatre millions et demi. A présent qu'elle a à soutenir la vigoureuse concurrence de la ligne du Canada et Atlantique entre Ottawa et Montréal, je suis convaincu qu'elle ne réalisera pas ce montant de l'exploitation de la partie ouest qu'elle a achetée. Réalisera-t-elle plus et même beaucoup plus que le gouvernement n'aurait pu le faire ? Oui, sans aucun doute, parce qu'elle peut assurer à sa ligne entre Ottawa et Montréal le trafic des deux cents milles de chemin actuellement livrés à l'exploitation qu'elle possède à l'ouest d'Ottawa. Dans un an, ou deux tout au plus, elle lui donnera le trafic de la ligne d'Ontario et Québec qu'elle contrôlera entre Ottawa et Toronto, si toutefois, comme il en est question, elle ne s'assure pas une seconde ligne entre les environs d'Ottawa et Montréal pour le prolongement de celle de Toronto. Cependant jusqu'à ce que ce chemin entre Toronto et Ottawa soit construit et jusqu'à ce que la ligne au nord du lac Supérieur soit livrée à l'exploitation, je ne pense pas que la compagnie du Pacifique puisse retirer \$225,000 de profits nets de l'exploitation du chemin entre Ottawa et Montréal. Mais elle se referra de cette perte annuelle par les avantages qu'elle retirera de cette ligne pour ses grands travaux de construction du chemin au nord du lac Supérieur, et pour organiser sa gare et ses ateliers à Montréal en vue de l'immense trafic qui arrivera du Nord-Ouest dans peu d'années. C'est toujours la même vérité que l'exploitation du chemin du nord ne peut être productive, rémunératrice, que par le trafic des grands réseaux de l'ouest. Ce qui est vrai de la partie ouest, l'est également de la partie entre Québec et Montréal. Les arrangements de trafic entre la compagnie de la rive nord et le Grand-Tronc assureront à la première des recettes nettes suffisantes pour payer l'intérêt du prix d'achat.

On parle des profits que les propriétaires du chemin de la rive nord ont réalisé par la vente supposée au Grand-Tronc. On fixe ces profits,

tantôt à trois quarts de million, tantôt à un million et même jusqu'à un million et demi. Ce sont là d'absurdes suppositions qu'assurément rien n'autorise. Je ne crois absolument rien de toutes ces rumeurs, de tous ces racontars. Les directeurs du Grand-Tronc et M. Hickson, le gérant général de ce chemin, n'ont pas rétabli les affaires de cette compagnie dans l'état de prospérité que tout le monde constate avec plaisir, en jetant ainsi les millions à droite et à gauche. Cette compagnie n'a fait qu'acheter plus que la moitié du capital-actions de la compagnie de la rive nord, c'est-à-dire qu'elle est devenue actionnaire dans cette dernière compagnie, et que par ce moyen elle en contrôle la direction. Les deux compagnies ont fait des arrangements de trafic sujets à la ratification des actionnaires du Grand-Tronc, en Angleterre, pour un certain nombre d'années. Le Grand-Tronc, comme je l'ai déjà dit, a fait de semblables transactions avec plusieurs autres compagnies, et il n'a jamais gaspillé des millions pour cela. Soyons certains que les affaires de chemins de fer ne se font pas de cette manière, et les directeurs du Grand-Tronc sont des hommes qui connaissent trop la valeur de l'argent pour perdre ainsi des millions de gaieté de cœur.

Certaines personnes s'effraient du monopole du Grand-Tronc. Par le temps qui court on voit des monopoles partout. On se laisse ainsi entraîner à des exagérations réellement ridicules. On a beau se récrier, l'ère est aux grandes lignes de chemins de fer. Les réseaux se développent, se consolident. Les organisations administratives de ces lignes s'agrandissent. Est-ce au détriment des véritables intérêts commerciaux des nations? Certainement non. Dans l'industrie des transports, comme dans toutes les autres industries, les grands capitaux travaillent à meilleur marché, produisent à moins de frais. Le service d'exploitation d'un chemin de fer très long, auquel plusieurs embranchements se raccordent, se fait d'une manière beaucoup plus économique que celui d'un réseau de la même étendue administré par diverses compagnies.

M. Poor, dans l'ouvrage que j'ai déjà cité, a répondu de la manière la plus victorieuse à ceux qui crient au monopole des grandes compagnies de chemins de fer. Je lui emprunte quelques chiffres vraiment étonnants. Je prendrai la statistique des trois grandes compagnies dont les lignes relient New-York à l'ouest.

En 1854, le capital-actions et les emprunts de la compagnie de chemin de fer New-York Central et de la rivière Hudson représentaient un total de \$46,778,863, Les recettes brutes s'élevaient à \$7,672,320. La recette par tonne de marchandises par mille était de $2\frac{951}{1000}$ cents, la

dépense par tonne par mille de $1, \frac{300}{1000}$ cent, la recette nette par tonne par mille de $1, \frac{846}{1000}$.

En 1880, le capital-actions et les emprunts de la même compagnie s'élevaient à l'immense somme de \$129,161,633, et les recettes brutes étaient montées à \$30,318,946. La recette brute par tonne de marchandises par mille n'était que de $0, \frac{879}{1000}$ de cent par mille, la dépense de $0, \frac{841}{1000}$ de cent, et la recette nette de $0, \frac{337}{1000}$ de cent.

En 1852, le taux pour le transport d'une tonne de marchandises par mille était, sur le chemin de New-York, lac Erié et Occidental, de $1, \frac{880}{1000}$ cent, la dépense de $1, \frac{920}{1000}$ cent, la recette nette de $0, \frac{122}{1000}$ de cent.

En 1880, le taux moyen du transport d'une tonne de marchandises par mille était réduit à $0, \frac{830}{1000}$ de cent, la dépense à $0, \frac{634}{1000}$ de cent, et la recette nette à $0, \frac{392}{1000}$ de cent.

Sur le chemin de fer de la Pennsylvanie, en 1855, la recette moyenne d'une tonne de marchandises par mille était de $2, \frac{740}{1000}$ cents, la dépense de $1, \frac{880}{1000}$ cent, la recette nette de $1, \frac{084}{1000}$ cent.

En 1880, sur le même chemin, la recette par tonne par mille était réduite à $0, \frac{880}{1000}$ de cent, la dépense à $0, \frac{474}{1000}$ de cent, et la recette nette à $0, \frac{406}{1000}$ de cent.

Les taux du transport des marchandises ont diminué graduellement à mesure que le trafic augmentait. En 1860, le trafic transporté sur ces trois lignes n'était que de 3,852,315 tonnes ; en 1870, il était de 14,401,906 tonnes ; en 1880, de 34,613,718 tonnes.

Les recettes de ces trois compagnies pour le transport du trafic en 1860 étaient de \$13,019,665 ; en 1870 elles s'élevaient à \$39,104,125 ; en 1880 elles atteignaient le montant de \$56,825,227. En 1860 le taux moyen des trois lignes par tonne par mille était de $1, \frac{950}{1000}$ cent ; en 1870, de $1, \frac{590}{1000}$ cent ; en 1880 de $0, \frac{880}{1000}$ cent. Avec le taux de 1870, le volume du trafic étant le même en 1880, les recettes des trois compagnies se seraient élevées à \$102,680,180, c'est-à-dire à \$45,855,053 de plus que la somme totale reçue par les trois compagnies. Avec le taux de 1860, le trafic étant toujours le même qu'en 1880, les recettes auraient été de \$127,619,086, c'est-à-dire la somme énorme de \$70,794,959 de plus que le montant reçu par les trois compagnies.

Je constate par la statistique de plusieurs grandes lignes dans l'ouest des Etats-Unis qu'en 1880, avec les mêmes taux qu'en 1870, les recettes de ces compagnies pour le transport du trafic se seraient élevées à \$159,990,092 au lieu de \$77,824,958, la somme reçue par les compagnies

avec les taux réduits de 1880. Les taux de 1870 auraient produit sur ces lignes une augmentation de recettes de \$82,165,134. M. Poor remarque avec beaucoup d'à propos que cette somme était alors beaucoup plus considérable que l'intérêt annuel de toute la dette nationale de la République. Si à la diminution des recettes causée par la réduction constante des taux de transport entre 1870 et 1880, sur ces lignes de l'ouest, j'ajoute celle des trois grandes lignes de l'est dont j'ai parlé, pendant la même décade, c'est-à-dire \$45,855,053, j'obtiens le total de \$128,020.187.

Ainsi en dix ans, les taux pour le transport du trafic, sur quelques lignes seulement de l'immense réseau des chemins de fer des Etats-Unis, long de plus de cent dix mille milles, ont été tellement réduits qu'ils ont fait réaliser aux consommateurs, pendant la seule année 1880, plus de cent vingt huit millions de piastres. L'économie sur tout le réseau a certainement dépassé cinq cent millions de piastres, un montant suffisant pour payer tout le capital de la dette nationale des Etats-Unis en guère plus de trois ans.

En présence d'aussi prodigieux résultats, est-il possible de crier sérieusement au monopole des chemins de fer. En proportion les mêmes effets ont été produits dans notre pays. Notre statistique de chemins de fer n'est pas encore assez complète pour me permettre de donner les chiffres, mais les faits sont d'ailleurs connus de tout le monde.

M. Poor explique comme suit la politique des compagnies de chemins de fer en réduisant graduellement et rapidement les taux de transport :

"Le seul but des administrateurs des chemins de fer était d'augmenter leurs profits en diminuant les dépenses, et leurs affaires en réduisant les taux, par l'adoption de toute amélioration possible dans la construction et toute l'économie possible dans l'administration de leurs lignes."

Ces paroles d'un homme qui a tant d'expérience des affaires de chemins de fer sont la vérité même. Les compagnies ne sauraient trouver le succès et les profits durables dans des taux excessifs qui tuent l'activité commerciale, mais dans l'économie bien entendue, dans les perfectionnements constants de leurs chemins, surtout dans la réduction graduelle des taux, parce qu'elle développe immensément le trafic en donnant l'impulsion au mouvement des échanges. N'ayons pas de craintes puériles au sujet du monopole d'une compagnie qui, comme :

toutes les autres, saura bien prendre les véritables et justes moyens de développer son trafic, ses recettes et ses profits en favorisant notre commerce, notre agriculture et notre industrie.

SERVICES RENDUS A LA PROVINCE PAR LA VENTE DU CHEMIN DE FER
DU NORD.

Lorsque les contrats de vente du chemin de fer du nord ont été soumis à l'approbation de cette Chambre, l'année dernière, nous avons eu à nous prononcer sur l'importante question de la construction et de l'exploitation des chemins de fer par l'Etat et par l'industrie privée. Après avoir longuement et sérieusement étudié ce sujet, j'étais convaincu qu'à l'exception de circonstances tout à fait particulières, les gouvernements ne devaient pas se charger de construire et d'exploiter les voies ferrées, que ces entreprises devaient être laissées à l'initiative privée. Ma conviction est encore plus profonde aujourd'hui parce qu'elle se fortifie des observations que j'ai faites depuis près d'un an, et de la lecture d'écrits concluants en faveur de la sage politique de confier à des compagnies la rude tâche de construire et d'exploiter les chemins de fer.

Quand j'ai traité cette question le trois avril dernier dans cette enceinte, je me suis appuyé sur ce qui s'était fait et dit dans d'autres pays, notamment sur le courant d'opinion qui se formait en France pour que le gouvernement remit à des compagnies la continuation et le parachèvement du réseau commencé il y a peu d'années par l'Etat. J'affirmais, en me basant sur l'expérience et sur les faits, qu'à cause de l'imprévu dans les travaux de chemins de fer, ils coûtent toujours infiniment plus chers que les évaluations les plus précises. Je disais que bien que les travaux de parachèvement du chemin du nord fussent évalués à près de onze cent mille piastres, l'on pouvait certainement compter qu'ils absorberaient au moins deux millions. J'affirmais de plus, ce qui est incontestable, que le gouvernement était dans l'impossibilité absolue de développer autant le trafic que l'industrie privée, et incapable d'administrer le chemin avec autant d'économie qu'une compagnie. Ces opinions sont de nouveau complètement corroborées par les vues exprimées à la tribune française dans la récente discussion de la question des chemins de fer. Le 19 décembre 1882, il y a à peine deux mois, M. Léon Say, l'un des plus forts économistes et l'un des plus habiles financiers de l'Europe, parlait sur ce sujet à la tribune du Sénat de

France. J'ai le compte-rendu officiel de son magnifique discours. J'y lis ce qui suit à propos d'un article de M. Say lui-même sur les aspects financiers des travaux du réseau en cours de construction :

“ Je disais que cette question pesait sur nos finances et qu'il fallait la résoudre au plus tôt. Selon moi la solution consistait à associer les efforts de l'industrie privée aux efforts de l'Etat. ”

“ Depuis ce moment, je n'ai jamais cessé de répéter ce que je disais alors. ”

Et plus loin :

“ J'ai considéré que nous devions, ainsi que je le disais tout à l'heure, associer les forces de l'industrie privée aux forces de l'Etat ; j'ai pensé que nous devions avoir les yeux toujours fixés sur la situation financière et sur la situation des capitaux du pays ; j'ai cru qu'il fallait compter avec les faits. ”

Maintenant cette Chambre veut-elle savoir combien, malgré les calculs les plus précis des ingénieurs les plus capables et les plus expérimentés, on s'est trompé en France sur l'évaluation du coût des travaux du réseau de chemins de fer, de canalisation et d'amélioration des havres connus sous le nom de plan de M. de Freycinet ? Voici ce que M. Léon Say en disait le vingt décembre dernier.

“ Quel était ce plan, quelle était la situation dans laquelle je me trouvais, moi, ministre des finances, à cette époque (1877) ? Il s'agissait, à ce moment, d'une dépense de 4 milliards et demi de francs. ”

Quelle était l'évaluation du coût de ces travaux en 1882, seulement cinq années plus tard ? Voici ce qu'en dit M. Say en lisant les paroles d'un autre orateur, M. Rousseau, au sujet de la première révision des évaluations qui de 4 milliards et demi de francs les avait portées à 6 milliards :

“ Qu'est devenu ce programme ? Nous en avons fait refaire l'évaluation article par article en 1882. Ce travail nous a donné les résultats suivants :

Evaluation révisée des travaux de navigation.....	2,010,100,000 francs.
“ “ “ chemins de fer.....	5,281,700,000 “
Total....	7,291,800,000 francs”

Ainsi ces frais de construction que M. Say croyait, en 1877, pouvoir limiter à quatre milliards et demi de francs, étaient évalués en 1882, cinq années plus tard, à près de sept milliards trois cent millions de

francs en chiffres ronds. Que l'on remarque que les évaluations révisées ont pris ces grandes proportions bien que les travaux ne soient encore qu'au quart de leur exécution.

Il nous fallait nous aussi, l'année dernière, donner une solution à cette question de l'exploitation du chemin de fer du nord. Elle pesait sur nos finances. Il aurait été de bien mauvaise politique pour le gouvernement de continuer à administrer les affaires du chemin. Pour parachever les travaux, la province était obligée d'emprunter au moins deux millions de piastres en outre des trois millions pour consolider la dette flottante et payer la balance des subventions aux autres lignes. Nous courrions le risque de compromettre gravement notre crédit provincial. Ajourner la solution de la question, c'eût été faire perdre des centaines de mille piastres au trésor tous les ans, et détruire en grande partie la valeur commerciale de notre chemin, en laissant, avant de la réaliser, se construire des lignes rivales qui eussent contrôlé tout le commerce de l'ouest. Le plus tôt nous tranchions la difficulté, le mieux c'était pour la province. Chaque semaine de retard l'eût aggravée, et nous n'aurions pas tardé à voir le jour où nous n'aurions pu la résoudre que par d'énormes sacrifices.

Plus j'y ai réfléchi depuis l'année dernière plus je me suis raffermi dans ma profonde conviction que nous avons aussi très bien fait de vendre le chemin du nord pour la grande raison, sur laquelle on ne saurait trop insister, qu'en tant que propriétaire de la ligne, l'intérêt du gouvernement était en conflit avec l'intérêt commercial de la province. On oublie trop facilement que, forcé par les circonstances impérieuses de se charger de la lourde tâche de construire le chemin, le gouvernement ne l'a pas fait dans le but de se créer une nouvelle source de revenu par l'exploitation de la ligne, mais bien de relier Québec, Montréal et Ottawa, et de donner au commerce du Nord-Ouest un débouché jusqu'au St. Laurent dans notre province. Pour le gouvernement, en tant que propriétaire du chemin, pour le trésor provincial, la construction et l'exploitation de la ligne rivale le Canada et Atlantique, auraient été la cause d'une grande perte : en premier lieu, perte par la diminution du trafic sur le chemin du nord ; secondement, perte par la diminution de la valeur commerciale de la voie. Pour le public, cette ligne rivale au chemin du nord est très importante. Elle est certainement dans l'intérêt commercial de la province à laquelle elle assure les nombreux avantages de la concurrence. En effet, quels ont été les résultats immédiats de l'ouverture au trafic de la ligne du Canada et Atlantique

entre Ottawa et Montréal ? La concurrence a stimulé les deux compagnies. Le service des trains a été amélioré. Le nombre des convois entre les deux villes sur chaque ligne est augmenté. Le voyage se fait plus rapidement. Les compagnies veillent plus attentivement au confort des voyageurs, et elles ne regardent pas aux dépenses pour les wagons. Il est aussi certain que la concurrence de ces deux lignes produira une baisse considérable dans les taux du transport du fret entre Montréal et Ottawa. Un plus grand nombre de convois, un voyage plus rapide, un plus grand confort pour les voyageurs, une réduction dans les taux du transport, tout cela c'est dans l'intérêt commercial de la province, c'est dans l'intérêt du public. Tel est le fruit de la concurrence. Evidemment ce ne serait pas dans l'intérêt du revenu provincial, si le gouvernement était encore le propriétaire du chemin, parce qu'il aurait à faire bien plus de dépenses pour disputer son trafic à une ligne rivale qui réussirait toujours à lui en ôter une bonne partie.

Je résume comme suit les grands avantages de la vente du chemin aux conditions favorables obtenues l'année dernière, et que nous n'aurions pas pu retrouver si nous avions commis la faute impardonnable de les refuser :

Recette annuelle certaine de \$380,000.

Dispense de payer annuellement \$76,000 à la caisse d'amortissement.

Le trésor déchargé de l'obligation de dépenser au moins \$2,000,000 pour terminer le chemin et le pourvoir de matériel d'exploitation, et, par conséquent, dispensé de payer annuellement \$120,000 pour l'intérêt et l'amortissement de ces deux millions.

Le gouvernement débarrassé de la lourde tâche d'exploiter le chemin, chose qui n'est pas dans ses attributions.

Le chemin du nord devenu le prolongement des deux grands réseaux de chemins de fer du pays, et, par conséquent, Québec et Montréal reliés à tout l'ouest américain et à tout l'ouest canadien.

Avec ces chiffres et ces faits irréfutables, je répète avec énergie et avec la plus vive satisfaction de la part que j'y ai prise, qu'en approuvant les contrats de vente du chemin de fer du nord, l'année dernière, cette Législature a rendu un immense service à la province de Québec.

L'HONORABLE CHEF DE L'OPPOSITION ET LA VENTE DU CHEMIN.

A un seul membre de cette Chambre, je conteste le droit de nous reprocher, à nous de la majorité, la vente du chemin de fer du nord, et ce membre c'est l'honorable chef de l'opposition. Je respecte, sans la partager, l'opinion de ceux qui étaient hostiles à la vente. Lorsque, l'année dernière, les contrats de vente ont été soumis à notre approbation, nous avions le droit de les approuver ou de les condamner. Bien plus, c'était notre devoir de nous prononcer après une étude sérieuse et consciencieuse de la question. Ceux qui, comme la grande majorité de la Chambre, comme moi-même, étaient convaincus que les transactions faites par le gouvernement étaient bonnes et avantageuses, devaient voter pour approuver les contrats. Ceux qui étaient convaincus du contraire, devaient voter contre. La ligne de conduite était toute tracée pour cette question comme pour toutes les autres. Tous les membres de cette Chambre l'ont suivie à l'exception d'un seul, l'honorable député de St. Hyacinthe (M. Mercier), celui que l'opposition a choisi pour la diriger.

Cette Chambre se rappelle et la province n'a pas oublié que dans les circonstances si solennelles de la dernière session, lorsque dans cette enceinte nous étions à discuter une des plus grandes questions d'intérêt public sur lesquelles les mandataires du peuple aient eu à se prononcer, lorsque l'opinion était en éveil, qu'elle se renseignait sur les conditions de la vente du chemin, sur le principe de cette politique, lorsque toute la presse commentait longuement les contrats que nous avions à approuver ou à rejeter, un homme public, qui avait été ministre de la Couronne, un député reconnu comme un des chefs de son parti, seul était indifférent à tout ce qui se passait. Seul il n'avait pas d'opinion à exprimer. Presque toujours absent de son siège, quand par hasard il y était il restait muet. Au moment des votes, on ne le voyait point paraître. Dans les nombreux votes enregistrés sur cette question, son nom ne figure qu'une couple de fois, et il est encadré une fois dans ceux de la majorité, dans ceux des partisans de la vente. Il a voté avec nous contre l'amendement proposé par l'honorable député de Kamouraska. Cet homme public, ce chef de parti, cet ancien ministre de la Couronne, qui n'a pas parlé et qui n'a pas voté dans cette enceinte sur la question de la vente du chemin de fer du

nord, c'est l'honorable chef actuel de l'opposition, c'est l'honorable député de St. Hyacinthe (M. Mercier). A lui je nie le droit aujourd'hui de critiquer ce que la majorité de cette Chambre a fait l'année dernière.

A lui, qui n'a pas parlé et qui n'a pas voté, je nie le droit de nous reprocher un acte que nous avons accompli dans toute la sincérité d'une opinion éclairée par la réflexion, par l'étude, par la discussion, par le sens profond de notre responsabilité, par le sentiment que nous devons avoir le courage de braver les clameurs pour remplir un grand devoir public.

A lui, qui n'a pas parlé et qui n'a pas voté, je nie le droit de nous demander compte d'une décision que nous avons prise parce que nous étions convaincus que nous allions rendre, comme de fait nous avons rendu, un immense service à notre province.

A lui, qui a été muet lorsqu'il aurait dû parler, qui a brillé par son absence lorsqu'il aurait dû être à son poste, je nie le droit de blâmer ceux qui, plus soucieux du bien public et plus fidèles à y travailler, ont énergiquement défendu de leur parole et de leurs votes une politique qu'ils croyaient bonne, qu'ils savaient avantageuse au pays.

A lui, qui pour s'occuper de ses affaires personnelles, s'est éloigné de cette enceinte où se débattait une aussi importante question, je nie le droit de me reprocher mes paroles et mes votes, à moi qui, comme tous mes honorables collègues le savent, ai courageusement sacrifié les intérêts les plus pressants de ma famille pour accomplir ce qu'après de laborieuses recherches, de longues études et de profondes méditations, j'ai considéré comme mon impérieux devoir.

Aujourd'hui, comme lundi dernier dans la première réponse que je lui ai faite à ce sujet, et chaque fois qu'il osera rompre le silence prudent qu'il devrait garder sur la vente du chemin de fer du nord, je demanderai à l'honorable député de St-Hyacinthe où il était l'année dernière lorsque cette question a été discutée et réglée? Que pensait-il des transactions faites par le gouvernement? Pourquoi n'exprimait-il pas son opinion dans cette enceinte? Pourquoi, à l'exception d'une couple de fois, ne votait-il pas sur les diverses propositions soumises à cette Chambre?

Je place l'honorable chef de l'opposition (M. Mercier) dans ce terrible dilemme :

Ou il approuvait les contrats de vente du chemin de fer du nord, ou il les condamnait.

S'il les approuvait, il devait avoir le courage de le dire, de se séparer entièrement de ses amis sur ce point au lieu de se contenter de leur faire faux bond en s'abstenant. S'il les approuvait, il était de son devoir de déclarer pourquoi, de faire connaître les raisons pour lesquelles il appuyait la politique ministérielle pour la vente du chemin, de mettre au service de cette cause d'intérêt public et national l'influence et l'éloquence de sa parole, le prestige et l'autorité de sa position politique et de son expérience, le poids de son vote.

Si, au contraire, il les condamnait, il devait avoir également le courage de le dire, de combattre avec ses amis au lieu de leur faire défaut dans un des moments les plus importants de la lutte parlementaire. S'il les condamnait, il était également de son devoir de donner à cette Chambre et au public les raisons de sa désapprobation, d'opposer à la politique ministérielle tout ce qu'il avait d'énergie, de talent, de vigueur de parole, d'éloquence. Il devait enregistrer ses votes contre la ratification des contrats soumis à cette Chambre.

Dans les deux cas, il a donc manqué à son devoir, parce que dans cette enceinte, où comme nous il a toutes les obligations et les responsabilités d'un député du peuple, il n'a parlé, il n'a voté ni pour ni contre la vente du chemin du nord.

Assurément, il ne nous dira pas qu'il était incapable de se former une opinion l'année dernière, parce qu'il se reconnaîtrait une incompétence que cette Chambre, qui sait l'intelligence dont il est doué, serait unanime à nier. D'ailleurs, en supposant, ce que pour un je ne puis point croire un seul instant, qu'il n'avait pas d'opinion, à la session dernière, au sujet de la vente du chemin du nord, s'il était ou non dans l'intérêt bien entendu de la province de continuer l'exploitation de la ligne par le gouvernement, s'il ne fallait pas mieux remettre cette tâche à des compagnies et réaliser pour le trésor, en paiement de la dette publique, la somme obtenue par les contrats de vente, il ne serait certainement pas mieux qualifié cette année pour se prononcer sur la question. N'ayant pu se former une opinion quand il en était temps, il aurait sans doute perdu tout droit de blâmer ceux qui ont sincèrement cru que leur devoir était de voter en faveur de la vente du chemin.

Mais ce qui rend la position de l'honorable député de St. Hyacinthe le plus inexcusable, c'est que, de fait, il était, l'année dernière, pour la vente du chemin de fer. En dehors de cette enceinte il n'avait pas caché son opinion, il n'avait pas hésité à dire qu'il était dans l'intérêt de la province de se départir de cette propriété. Avant même la

résultat des négociations que le gouvernement conduisait, avant que ces négociations ne fussent même terminées, bien avant que l'on connût les conditions des contrats, l'honorable député de St. Hyacinthe était non-seulement en faveur de la vente du chemin, mais il disait ouvertement quelle était la somme pour laquelle, dans son opinion, la province pouvait le vendre. Ses paroles ne tardèrent pas à être connues du public. Elles circulèrent dans la presse et se répétèrent de bouche en bouche. Lorsque l'honorable M. Chapleau expliqua devant cette Chambre la politique de son gouvernement pour la vente du chemin et les contrats que le ministère avait faits, il s'appuya entre autres sur l'autorité des paroles de l'honorable député de St. Hyacinthe, un de ses plus grands adversaires, pour prouver que cette politique était bonne et avantageuse à la province. Voici ce que je lis aux pages 637 et 638 des *Débats* de cet Législature, compte-rendu du discours de l'honorable M. Chapleau, fait l'année dernière dans cette Chambre :

“ On aura beau dire, le vrai sentiment public est que le gouvernement ne continue pas à se plonger dans les déficits, qu'il évite la taxe directe, sentiment exprimé par mon honorable ami le député de St. Hyacinthe, lorsque pensant à quitter l'arène politique, il se rendait à Montréal, et disait aux débuts de la campagne électorale : “ Le pays est avec moi ; le pays ne veut pas de la taxe directe. ” Il ajoutait . Au “ gouvernement qui procurera au pays une transaction favorable pour la vente de “ son chemin. ” — et il mentionnait le chiffre qu'il avait en vue, — “ je donnerai mon “ concours. ”

“ La première chose que nous avons à faire, ajoutait-il, — c'est de dégrever notre “ budget. Nous payons tous les ans pour intérêts et fonds d'amortissement \$900.- “ 000. Tant que cet état de choses existera, il sera impossible de faire faire à la pro- “ vince les progrès qu'on doit attendre d'un gouvernement bien constitué. On ne peut “ arriver à ce résultat que par la vente du chemin de fer. Si on pouvait en disposer “ d'une manière qui ne serait pas préjudiciable aux intérêts futurs de la Province, et “ si on pouvait en obtenir le montant que le gouvernement a annoncé lui avoir été “ offert \$8,000,000 — Ce serait une bonne transaction. ”

M. Mercier ajoutait encore au programme que le gouvernement devait avoir, certains articles qui ne se rapportent pas à la discussion actuelle. Cependant on disait que l'hon. député de St. Hyacinthe avait brulé ses vaisseaux ; que, dans sa retraite, il attendrait l'occasion favorable pour venir mettre au service de son pays les talents incontestables qu'il possède. Je pourrais bien ajouter, M. l'Orateur, que lorsqu'il a été connu dans Montréal que le gouvernement avait complété l'arrangement qui est maintenant soumis à cette Chambre, M. Mercier a dit publiquement que si le premier ministre avait réellement réussi à faire cette transaction, il avait accompli un acte dont tout le pays devait lui savoir gré. Et il ajoutait : “ Il ne doit pas y avoir de poli- “ tique sur cette question. La nation entière y est intéressée. ”

Ces paroles de l'honorable M. Chapleau ont été reproduites dans le compte-rendu de son discours qui a été publié dans la plupart des jour-

naux de cette province, et subséquemment dans un pamphlet distribué à plusieurs milliers d'exemplaires. Si elles n'étaient pas l'expression vraie de la pensée et de l'opinion de l'honorable député de St. Hyacinthe, pourquoi ne les a-t-il pas relevées ? Pourquoi ne les a-t-il pas contredites dans cette enceinte ? Pourquoi n'a-t-il pas déclaré qu'il était hostile à la vente du chemin ? Il n'en a rien fait. Il a acquiescé par son silence à l'opinion favorable à la politique ministérielle, que le chef du gouvernement, l'honorable M. Chapleau, lui prêtait en s'autorisant de ses paroles pour prouver à cette Chambre et à la province qu'il était si important de vendre le chemin du nord que l'un de ses adversaires les plus ardents était obligé de l'admettre.

Appuyé sur une preuve aussi concluante, j'ai donc le droit de dire que l'honorable député de St. Hyacinthe était, l'année dernière, comme la grande majorité de cette Chambre, en faveur de la vente du chemin de fer du nord. La différence entre lui et nous, c'est que nous avons eu le courage de notre opinion, que nous avons eu le patriotisme d'en prendre la responsabilité, et qu'aujourd'hui nous n'avons pas la faiblesse de la renier.

UNE QUESTION CONSTITUTIONNELLE.

Quel est le but de l'honorable chef de l'opposition en critiquant ainsi, une année trop tard, la vente du chemin provincial ? Veut-il atteindre le gouvernement actuel ? Si telle est son intention, il fait évidemment fausse route. Je voudrais bien savoir en vertu de quel principe de droit constitutionnel, de droit parlementaire anglais, les conseillers actuels du représentant de la Couronne dans cette province peuvent être tenus responsables de l'avis que leurs prédécesseurs lui ont donné au sujet de la vente du chemin du nord. Je suis certain que l'honorable député de St-Hyacinthe serait bien en peine de me l'indiquer, et cela pour la raison bien simple qu'il n'en existe pas. Ce droit constitutionnel qui nous régit, dont nous ne voulons ni ne devons violer les principes invariables, est basé sur la raison même des choses devenue éclatante par la longue et heureuse expérience que la mère-patrie en a faite. Il est la plus parfaite expression encore connue de la liberté politique. Notre droit parlementaire, comme le bon sens d'ailleurs, dit qu'un ministère n'est point responsable d'un acte qu'il n'a point fait, qu'on ne peut constitutionnellement demander compte à un gouvernement d'un acte accompli par un gouvernement antérieur.

Je tiens à bien définir cette question, parce qu'il importe beaucoup à notre avancement dans l'exercice du gouvernement libre dont nous jouissons, de ne pas laisser se répandre de fausses notions sur notre droit constitutionnel. Au sujet de la question qui nous occupe je fais une distinction qu'il ne faut jamais perdre de vue. Je distingue entre la responsabilité ministérielle des honorables messieurs qui sont aujourd'hui les conseillers du représentant de la Couronne, et leur solidarité avec le parti conservateur pour la vente du chemin du nord. De responsabilité ministérielle, il n'en ont point. Comme membres du gouvernement actuel, ils n'ont pas avisé Son Honneur le lieutenant gouverneur de consentir à des contrats de vente du chemin ni de sanctionner les lois les ratifiant. Ils ne sont pas responsables de ce qu'ils n'ont point fait.

Pour administrer les affaires de la province, un ministère doit jouir de la confiance de cette Chambre. Cette confiance se manifeste par l'appui que lui donne la majorité des membres de la Chambre. Il y a trois manières principales d'atteindre un ministère et de l'obliger à donner sa démission au représentant de la Couronne : premièrement, par un vote direct de non-confiance ; secondement, par une proposition de censure pour un acte administratif ; troisièmement, en rejetant des mesures que le ministère croit importantes pour le bien public de la province. Dans ce dernier cas, le ministère juge si la mesure est d'une importance telle qu'il doive donner sa démission, parce qu'il ne serait pas toujours justifiable de se démettre si sa politique générale recevait l'approbation de la majorité des représentants du peuple. Naturellement, à tout ministère atteint par un vote de non-confiance, une proposition de censure, le rejet d'une mesure d'une importance de premier ordre, il reste toujours la grande et l'efficace ressource constitutionnelle d'aviser la Couronne d'exercer sa prérogative de dissolution, pour constater si le corps électoral est avec lui, ou avec la majorité de la Chambre dans sa déclaration d'hostilité.

Dans le cas présent, l'honorable chef de l'opposition pourrait-il raisonnablement faire une proposition de non-confiance dans les conseillers de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en s'appuyant sur le fait que le chemin de fer du nord a été vendu par le gouvernement précédent ? Je serais curieux de voir celui qui le prétendrait sérieusement. Du moment qu'une semblable proposition serait faite, la majorité de la Chambre qui a voté en faveur de la vente du chemin se lèverait pour réaffirmer son acte de l'an dernier.

L'honorable député de St-Hyacinthe pourrait-il faire une proposition pour censurer le ministère actuel parce que son prédécesseur a fait des contrats pour la vente du chemin provincial? Assurément, personne ne voudrait soutenir que ce ne serait pas absurde. Faire une pareille proposition, ce ne serait pas frapper le gouvernement, mais bien censurer la majorité, et il n'est pas probable que cette dernière se prêterait à cette tactique.

En troisième lieu, l'honorable député de St-Hyacinthe ne pourrait pas proposer le rejet des contrats de vente du chemin du nord, parce qu'il y a près d'un an qu'ils ont été approuvés par cette Législature et que les lois les ratifiant ont été votées et sanctionnées. Le gouvernement actuel n'a pas de mesure à nous soumettre pour la vente du chemin. C'est une chose faite.

Les conseillers actuels du représentant de la Couronne n'ont donc point de responsabilité ministérielle au sujet de la vente du chemin de fer.

Mais il y a la grande question de la solidarité des chefs actuels de la majorité parlementaire avec cette majorité elle-même. Comme le disait tout récemment un orateur à la tribune du Sénat de France " le propre du gouvernement parlementaire, c'est de gouverner par les partis entendus dans le sens le plus élevé, dans l'acception la plus haute du mot. Les partis, ce sont les représentants des grandes idées qui ont cours dans le pays. Oui, il faut que les partis gouvernent, et pour qu'ils aient la force de gouverner, il est nécessaire qu'ils aient une discipline." Les partis, ces grandes organisations politiques, sont solidaires chacun de ses actes, de ses idées. La solidarité atteint tous les membres d'un parti politique à l'exception de ceux qui, dans une circonstance donnée, dégagent ouvertement leur responsabilité d'un acte, d'une mesure. C'est en vertu de ce principe vrai, sans lequel les partis politiques se désagrègeraient bientôt et seraient incapables de faire le moindre bien, que je dis que tout le parti conservateur de la province de Québec est solidairement responsable de la vente du chemin de fer du nord, à l'exception de ceux de ses membres qui ont, dans le temps, et ils sont peu nombreux, spécialement dégagé leur responsabilité en s'y opposant. Les membres du ministère actuel sont responsables comme nous devant la province de la vente du chemin, parce qu'ils l'ont votée, à l'exception de l'honorable premier ministre qui lui aussi l'a approuvée lorsqu'il ne siégeait pas dans cette enceinte. Cette responsabilité, le ministère l'accepte tout entière. C'est ce qu'attendait de lui la majorité parlementaire qui s'est montrée à la hauteur de sa mission dans l'accomplissement d'un acte qui lui méritera la reconnaissance publique.

LES INSINUATIONS DE L'HONORABLE DÉPUTÉ DE ST. HYACINTHE.

Par les insinuations tardives que l'honorable chef de l'opposition fait dans cette Chambre, veut-il atteindre l'honorable M. Chapleau, le chef du gouvernement qui est responsable de la vente du chemin du nord ? Alors il est temps de vider une question entre lui et nous, de la majorité, qui avons approuvé la vente. En insinuant des accusations qu'il n'ose pas formuler ouvertement, il se met dans une position bien peu enviable. A la session dernière, l'honorable M. Chapleau était à son siège. Pourquoi ne l'a-t-il pas alors attaqué ? Pourquoi l'honorable député de St. Hyacinthe ne s'est-il pas levé pour porter ces accusations, lorsque l'accusé était ici pour lui répondre ? Il n'y a pas encore un an, tous deux ils siégeaient dans cette enceinte. Ils étaient à une distance de quelques pieds. C'était le temps pour l'accusateur de se mesurer avec son adversaire et de demander à la Chambre et au public de se faire juges entre eux. Cependant il s'est tu, il a gardé le silence, il est resté muet. Et aujourd'hui que l'honorable M. Chapleau est à plus de mille lieues de distance, souffrant, peut-être atteint d'une maladie mortelle, on voit l'honorable chef de l'opposition faire contre lui les insinuations les plus graves. Ce n'est pas chevaleresque, tant s'en faut.

L'honorable chef de l'opposition ne le dit pas ouvertement, mais des paroles il est facile de conclure qu'il veut faire comprendre que tout n'a pas été honnête dans cette transaction de la vente du chemin, et c'est surtout contre l'ancien premier ministre que portent ses insinuations. Je le suis hardiment sur ce terrain et je lui dis, en le plaçant dans un nouveau dilemme dont il ne pourra pas sortir :

Ou vous savez que la transaction a été malhonnête, ou vous ne le savez pas.

Si vous le savez, alors votre devoir est tout tracé. Formulez votre accusation en termes précis, dites sur votre honneur ce que vous connaissez, prenez l'engagement solennel d'en faire la preuve, en mettant votre siège et votre avenir politique en jeu.

Si vous ne le savez pas, alors cessez donc vos insinuations malveillantes contre le caractère d'un des principaux hommes publics du pays, contre un de vos compatriotes.

Quant à nous de la majorité, notre position est des plus faciles à définir. Nous avons approuvé les contrats de vente du chemin de fer, parce que nous étions convaincus que la saine politique était de le

vendre, que les conditions et les garanties stipulées aux contrats étaient très avantageuses à la province, qu'elles étaient les meilleures qu'il fût possible d'obtenir, la question jugée à tous ses points de vue, que si nous les rejetons nous allions plonger la province dans de grandes difficultés financières, et que nous détruirions la valeur commerciale de notre chemin par des exigences dont n'auraient tenu aucun compte les grandes compagnies avec lesquelles on aurait espéré pouvoir transiger plus tard. Il y a quelques jours, l'honorable chef de l'opposition posait en affaires un principe vrai que je vais retourner contre lui. Il disait : une transaction peut être parfaitement honnête et cependant être malhabile, maladroite. De mon côté, je retourne l'argument et je dis : une transaction peut être avantageuse, habile, et être cependant entachée de malhonnêteté.

L'année dernière, tout comme aujourd'hui, nous avions confiance dans l'honorabilité personnelle du chef du ministère et de ses collègues. Nous étions convaincus que les transactions qu'ils nous demandaient de ratifier avaient été conclues d'une manière parfaitement honnête. Nous le sommes encore. Si l'ombre d'un doute avait existé dans notre esprit sur ce point, notre décision aurait été bien différente. Rien, absolument rien ne nous justifie aujourd'hui de douter de la bonne foi et de l'honneur de ceux qui étaient nos chefs à la session dernière.

En présence de ces insinuations répétées dans cette Chambre par l'honorable député de St Hyacinthe, je n'hésite pas à dire : s'il est à la connaissance de quelqu'un que la transaction de la vente du chemin de fer du nord a été entachée de malhonnêteté, c'est son impérieux devoir de le déclarer, d'en donner la preuve certaine. Il le doit à la province, il le doit à cette Chambre, il le doit à sa propre conscience. C'est une sommation que je fais, et je la fais au nom de la majorité de la Chambre, au nom de nos concitoyens, au nom de ce qu'il y a de plus sacré dans la vie politique d'un peuple, l'honneur de ses hommes publics.

Le chemin du nord est vendu, c'est une question réglée, c'est vrai, mais s'il y a des coupables vous pouvez encore les atteindre. Vous pouvez les frapper dans ce qu'ils ont de plus cher, leur honneur, dans leur avenir ; vous pouvez briser leur carrière. Si vous les savez coupables, n'hésitez pas, faites votre devoir, faites le courageusement. Je crois que je puis vous dire que vous pouvez compter sur l'appui de la majorité de cette Chambre. Donnez vos preuves, et nous vous aiderons à proclamer la déchéance de ceux que vous aurez flétris.

Voulez-vous atteindre l'honorable M. Chapleau ? Il a été notre chef dans cette Chambre, il est encore un de nos chefs sur le grand théâtre de la politique fédérale. Prouvez qu'il est coupable, mais prouvez-le, et je vous promets qu'il n'y aura parmi ses amis et ses admirateurs qu'une voix pour dire qu'il a perdu tout droit à notre confiance et qu'il doit disparaître de la scène. Pour un, je l'avoue, je le dirai avec des larmes dans les yeux, en regrettant qu'une aussi belle intelligence ait succombé dans un moment de faiblesse.

Mais cette preuve, on ne la fera pas, parce qu'elle n'existe pas. Ces insinuations, on se donnera bien le garde de les formuler en propositions précises, formelles, de les changer en accusations portées sur l'honneur de celui qui les ferait, parce qu'on ne serait pas capable de les prouver. Ces insinuations sont fausses, nous en sommes convaincus. Je suis certain que pas un seul des honorables membres de cette Chambre, pas plus l'honorable chef de l'opposition qu'un seul autre, n'osera relever le défi que je viens de porter. Non, on ne le fera pas, car on sait que ceux qui le tenteraient succomberaient à la tâche, en se mettant pour toujours au front le stigmate d'odieux et de misérables calomniateurs.

Pourquoi donc alors ne pas faire régner dans nos luttes politiques des sentiments plus élevés, plus chevaleresques, des idées de véritable justice. Les luttes de la politique, les luttes parlementaires, telles que je les conçois, doivent être celles de l'intelligence et du patriotisme. Ce sont celles des généreuses aspirations, d'une énergique et vigoureuse émulation pour le bien public. N'en faisons donc pas une guerre de corsaires, en ne cherchant le succès et l'avancement que dans la destruction de l'honneur et du caractère de ceux que nous ne devons combattre avec la plus grande loyauté que sur le terrain des principes. Ce regrettable système de dénigrement ne peut avoir pour résultat que de détruire dans l'esprit de la population la confiance et l'estime que les hommes publics doivent toujours lui inspirer, quand même elle ne partage pas leurs opinions et leurs vues sur la manière la plus efficace de faire le bien du pays.

Je ne puis m'empêcher d'éprouver un profond sentiment de regret lorsque j'entends l'honorable chef de l'opposition faire remonter ses insinuations jusqu'à celui qui, il y a à peine quelques mois, était le chef du gouvernement de cette province. Je n'ai pas mission particulière de défendre l'honorable M. Chapleau. Je n'ai pas eu avec lui, comme l'honorable député de St. Hyacinthe, de longs rapports d'amitié personnelle. Nous nous sommes rencontrés sur le terrain politique, com-

battant pour la même cause, la cause conservatrice qui est aussi celle de la province. Il était et il est encore l'un des chefs de l'armée dans les rangs de laquelle je suis entré bien jeune, dès que j'ai commencé à m'occuper activement des intérêts publics. J'ai admiré son talent, j'ai souvent été ému par les accents de sa parole éloquente. Longtemps on entendra dans cette enceinte les échos de sa grande voix.

L'honorable chef de l'opposition, lui, a vécu dans la même région de la province que l'honorable M. Chapleau. Ils se sont connus bien jeunes. Ils ont d'abord été amis politiques. C'était au temps où l'honorable député de St-Hyacinthe s'honorait de faire partie de la phalange conservatrice. Depuis ils ont été adversaires, mais je ne crois pas qu'ils aient jamais été ennemis. Pourquoi l'honorable chef de l'opposition ne respecte-t-il pas assez les sentiments d'autrefois, pour ne pas faire contre celui auquel il a si souvent tendu la main de l'amitié dans cette enceinte, des insinuations qu'il regrettera certainement lorsqu'il ne sera plus aiguillonné par le désir d'obtenir un succès politique, un succès de parti, sans trop regarder au peu de justice du moyen employé? Ce serait plus libéral dans le vrai sens du mot, plus généreux, plus beau.

Il y a eu quelques divergences d'opinion dans le parti conservateur au sujet de la vente du chemin de fer. Je respecte les opinions sincères de tout le monde. De ce que l'on peut quelquefois différer d'opinion sur une mesure importante dans un même parti, il n'en est pas moins le devoir de tous les membres de ce parti, une fois cette question particulière réglée, de continuer à combattre pour le triomphe des idées et des principes qu'ils croient les plus propres à faire le progrès du pays sous toutes ses formes désirables. Perpétuer inutilement des causes de division, c'est évidemment nuire au succès de la cause à laquelle nous avons consacré tout ce que nous avons de cœur et d'intelligence.

Nous qui avons approuvé la politique du gouvernement précédent au sujet de la vente du chemin de fer du nord, nous avons eu, peu de temps après la dernière session, la satisfaction de recevoir la haute approbation, d'une manière indirecte, des chefs de notre parti par le fait que l'honorable M. Chapleau a été appelé à entrer dans le gouvernement fédéral. Il est aujourd'hui le collègue de Sir John A. Macdonald, le chef illustre du parti conservateur, de Sir Hector L. Langevin, le chef politique distingué de la province de Québec, qui compte tant d'années de services si précieux et si honorables, de l'honorable M.

aron qui, lui aussi, est arrivé si jeune à jouer un rôle si utile. Puisque nos chefs se sont adjoints l'honorable M. Chapleau, il me semble que nous avons raison de nous féliciter d'avoir cru à la sagesse de sa politique en donnant une solution définitive à cette question du chemin de fer du nord.

CONCLUSION.

J'ai terminé ma tâche. J'ai sincèrement exposé mes vues sur les opérations financières de la province, et même de la Puissance, depuis l'inauguration du régime fédéral. J'ai dit franchement ce que je pense des résultats obtenus, de la situation actuelle, des perspectives de l'avenir. Ces résultats sont immenses, la situation actuelle de la province est bonne, l'avenir, pour être heureux, ne demande que de la prudence, de l'énergie, du dévouement et du patriotisme.

Je conclurai en répétant les paroles que l'honorable député de Lotbinière prononçait dans cette enceinte pendant la première session de cette Législature après 1867. Il avait combattu le projet de la confédération, mais cette grande idée politique ayant triomphé, l'union étant devenue un fait accompli, il se ralliait au nouvel ordre de choses. Pour la première fois les députés étaient réunis pour s'occuper des intérêts provinciaux confiés par la nouvelle charte constitutionnelle à leur patriotique sollicitude. Au début de la session, j'entendis, du haut de cette galerie, l'honorable député de Lotbinière prononcer ces paroles qui sont restées gravées dans ma mémoire. " J'ai foi dans l'avenir de la province de Québec, " disait-il dans un superbe mouvement oratoire.

A quinze années de cette date, après l'expérience et les résultats de la première période du fonctionnement du régime que l'on mettait alors à l'épreuve, je répète ces paroles et je dis : J'ai foi dans l'avenir de la province de Québec. J'ai foi dans l'intelligence, dans la force, dans l'énergie de notre province. Marchons résolument. Ayons confiance en nous-mêmes ; c'est le premier gage du succès. Enthousiastes de ce que nous avons déjà fait, soyons plus courageux que jamais. Soyons prudents, mais soyons actifs. Soyons prévoyants, mais ayons aussi l'esprit d'entreprise. Ne manquons pas d'initiative par la peur exagérée des responsabilités. Ne comprimons pas les aspirations nationales en leur refusant le concours qu'elles ont droit d'attendre de nous. N'ayons pas de vaines alarmes après les grandes entreprises que nous avons

accomplies. J'applique à notre situation les paroles si vraies qu'un orateur prononçait à la tribune française il y a quelques années :

“ L'exemple du passé peut nous garantir contre ces craintes, ce n'est point par l'excès du travail que les nations ont jamais péri.”

Oui, j'ai foi dans l'avenir de notre province. Je suis convaincu que si, nous, ses représentants, nous l'aidons, comme par le passé, de nos efforts et de nos paroles d'espérance, notre peuple continuera avec encore de plus grands succès son œuvre de paix, d'ordre, de travail, de progrès, et de grande, de bienfaisante, de féconde et de glorieuse liberté.

(Applaudissements prolongés. Monsieur le premier ministre, ses collègues et un grand nombre de députés quittent leurs sièges et vont féliciter M. Desjardins.)